

LA SNCF: SERVICE PUBLIC ET INTÉRÊTS CAPITALISTES

notre
dossier

p.11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 452 - 30 avril 1977 - prix : 3 F

1er MAI
Les
révolution-
naires et
l'union de
la gauche

p.17

PLAN, PLAN **et RATAPLAN...**

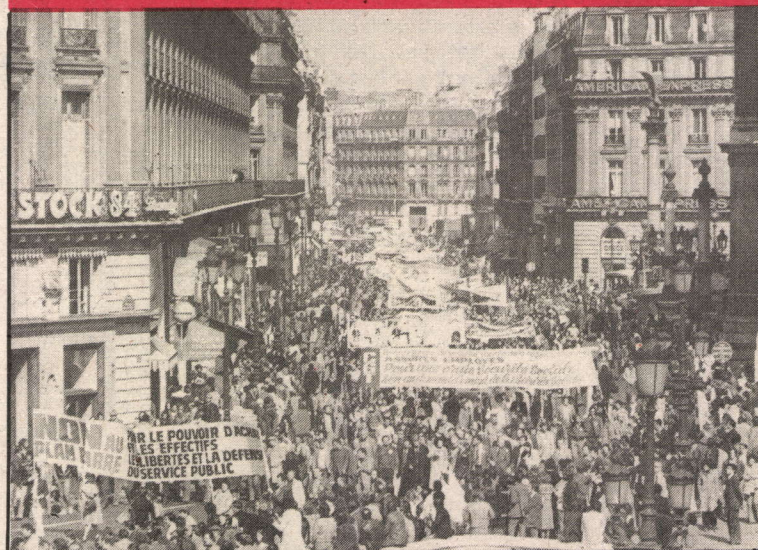
SANS ACTION **SUR LE CHOMAGE** **ET L'INFLATION**

BARRE **DISTRIBUE** **des CADEAUX** **aux PATRONS**



Grèves et
journée d'action:
quelle tactique
pour les
travailleurs ?

p.6



sommaire

dans le monde

- Page 7 :
— Pham Van Dong à Paris.
Page 8 :
— Pakistan : d'une dictature civile à une dictature militaire ?
— Liban : les Palestiniens sous le joug syrien.
Page 9 :
— Espagne : la légalisation à petits pas des organisations syndicales.
— Italie : le mouvement étudiant dans l'impasse.
Page 10 :
— Ethiopie : les limites de l'anti-impérialisme.
— Portugal : 3 ans après les menaces d'Eanes...

en France

- Page 4 :
— Le PCF et le Programme commun : aucune actualisation des intérêts des travailleurs.
Page 5 :
— Vers un retour à la proportionnelle ?
Page 6 :
— Après le succès de la journée du 28 avril, quelle tactique ?
— La grève des éboueurs continue.
— Ekofisk : le pari criminel des pétroliers.
Page 7 :
— Après l'attentat contre la Bourse du travail à Grenoble : une manifestation massive.
Page 17 :
— Premier mai.
— Les « Communistes pour l'autogestion » sortent du PSU.
Page 18 :
— Troisième conférence et fête de Ceux du Technique.
Page 19 et 20 :
— En lutte : Alstom Saint-Ouen ; dockers de Dunkerque ; Kremer Paris ; Thomson Gennevilliers ; Peyrichou (Loire-Atlantique) ; Sacilor Gandrange ; Clermont-Ferrand ; Ateliers SNCF du Landy (Paris).
— General Motors, la reprise : après quatre semaines de grève, quel bilan ?
Page 24 :
— Dans quatre semaines : LA FETE.

dossier

- Pages 11 à 16 :
LA S.N.C.F.
— Au service des trusts plutôt que service public.
— Un siècle et demi d'aide de l'Etat.
— La SNCF et les trusts.
— La dégradation du service public.
— Le chemin de fer de demain.

culture et loisirs

- Page 21 :
— Livres : C'est nous les canuts, de Fernand Rude ; La mort d'Artemio Cruz de Carlos Fuentes.
Page 22 :
— Films : L'héritage, de Mauro Bolognini ; Touche pas à mon gazon.
Page 23 :
— Théâtre : On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset.
— A l'Opéra de Paris : L'enlèvement au sérail, de Mozart.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

A propos de notre "Tribune Libre" sur FR 3

Après notre Tribune Libre à FR3, mercredi 20 avril, de nombreux correspondants ont écrit à Arlette Laguiller ou à Lutte Ouvrière. De ce courrier, nous avons extrait les quelques lettres suivantes :

Chère camarade,

C'est un vieux militant qui se permet de t'écrire. J'ai 70 ans, je suis syndiqué depuis 1920 car je suis un ancien verrier de Carmaux. A l'époque, dans ma famille, il était un devoir d'être syndiqué. Par la suite, comme nos gouvernements ont détruit en France, les verriers, presque les mineurs et l'artisanat, il a fallu se reconverter. Alors je suis parti à Toulouse où j'ai fait ma carrière dans les transports. Je suis un de ces travailleurs qui se sont battus derrière les barricades pour obtenir en 36 les lois sociales et les congés payés. Je t'ai écoutée hier soir à la télé très attentivement. Cela m'a fait beaucoup de plaisir d'entendre tout ce que tu as dit. En tant que vieux militant, je tiens à te dire que j'ai toujours été contre les scissions syndicales, je suis toujours resté à la CGT. Je ne suis membre d'aucun parti, je n'ai jamais été qu'un syndicaliste révolutionnaire. J'ai participé à Toulouse à une réunification syndicale ; j'ai eu beaucoup de peine lors de la dernière scission syndicale. Cela nous a fait reculer au moins de 30 ans. Alors je te demande, moi le vieux militant, pourquoi es-tu membre de FO ? Tes discours, tes paroles sont celles d'une révolutionnaire et non d'une réformiste. Tu ne m'en voudras pas d'avoir la franchise de te poser la question. Nous sommes pour la lutte des classes et non la collaboration des classes.

Un vieux de 36.
R.R. (Bruguères Hte Garonne)

Camarade,

J'ai écouté ce soir sur FR 3 l'émission tribune libre sur Lutte Ouvrière et j'ai apprécié certaines choses, surtout quand vous parliez des patrons qu'il faut taxer ou du moins faire casquer car ils ont les moyens.

Vous dites que vous voterez plutôt pour le Programme commun, mais que si la gauche passe, il ne faudra pas s'endormir pour autant car les Marchais et Mitterrand sont restés plus ou moins bourgeois. A supposer que vous auriez des responsabilités, du pouvoir et

de l'autorité, comment feriez-vous pour faire payer les gros ?

Je trouve que le gouvernement a molli (pensez-vous comme moi ? Veuillez me répondre là-dessus s'il vous plaît) mais les patrons sont toujours les mêmes requins. Pouvons-nous les faire cracher sans dictature ? Que pensez-vous du régime chinois ? Du régime soviétique et des moyens employés par les Khmers Rouges pour établir leur ordre marxiste au Cambodge ? On parle d'un million de sacrifiés pour mettre en place le régime actuel...

... En tout cas pour nous, ce qui compte c'est la situation des travailleurs. On dit que Arlette Laguiller est à Force Ouvrière, est-ce vrai ? Je la verrais mieux à la CGT...

G.L. Lorient

Madame,

(...) J'ai le regret de n'avoir pas entendu chez vous pas plus qu'ailleurs rien sur l'emploi des jeunes. Car il faut que je vous dise que, étant père de famille de quatre enfants, après avoir travaillé jusqu'à ce jour pour élever ces enfants avec un salaire et quel salaire par rapport à certains, aujourd'hui, j'ai un garçon de 23 ans et une fille de 20 ans qui sont au chômage.

Bien entendu, vous n'êtes pour rien dans cette situation. Mais ce que je trouve lamentable dans cette société, c'est que, tout simplement alors que beaucoup de jeunes sont chômeurs (sans l'avoir souhaité), à côté de cela, il y a des doubles emplois de 5,6,7,8 et plus, ce qui fait des centaines de mille, des millions par mois. Il y a des retraités (gendarmes, douaniers, militaires, etc...) qui occupent des emplois très bien rémunérés. Emplois que beaucoup de jeunes se chargeraient d'assurer.

E.M. Tarascon

Les lettres de mes correspondants soulèvent de très nombreux problèmes auxquels il est difficile de répondre complètement dans le cadre de ce Courrier des lecteurs. Par contre, c'est à toutes ces questions que les camarades de Lutte Ouvrière essayent de répondre chaque semaine dans l'hebdomadaire. Je ne puis mieux faire que de renvoyer mes correspondants... aux pages de ce numéro et des autres.

Je dirai d'abord, pour répondre à deux correspondants, que si je suis à Force Ouvrière, c'est tout

bonnement parce que j'ai été exclue de la CGT et que la CFDT n'avait pas voulu de moi.

Un camarade me demande ce que nous ferions pour faire payer les gros. Je ne crois pas qu'aucun parti politique, même s'il s'agit de Lutte Ouvrière, arrivant un jour au gouvernement, puisse réaliser seul cela. Faire payer les gros, c'est seulement l'ensemble de la classe ouvrière, si elle est tout entière mobilisée, qui peut le réaliser. Cela voudrait dire que partout, dans les usines, les banques, les administrations, les travailleurs tiennent les capitalistes à l'œil et leur imposent un certain nombre de mesures. Pour prendre un exemple, si les capitalistes veulent se préserver une situation en plaçant des capitaux à l'étranger, qui peut le savoir et l'empêcher sinon les employés de banques. Et à partir de ce moment-là, si cette mobilisation débouche sur la prise du pouvoir par la classe ouvrière, c'est encore elle et, elle seule, qui pourra prendre en mains, pour son propre compte, la direction des usines, et l'organisation de la vie sociale. C'est cela que nous appelons la révolution. C'est finalement le seul moyen de faire payer les gros.

Par ailleurs, l'essentiel de la « Tribune Libre » consistait dans la dénonciation du gigantesque gaspillage que constitue la domination des capitalistes sur l'économie dans la dénonciation de la crise et de ses conséquences, frappant les travailleurs avant tout, qu'ils soient chômeurs ou qu'ils soient exploités 40 heures ou plus dans les usines. Le chômage des jeunes, s'il est une des plus criantes de ces injustices, ne pourra être supprimé que si l'on supprime le chômage en général.

La solution possible de ce mal ne consisterait pas à supprimer le travail noir effectué par les gendarmes, douaniers, militaires retraités. Si le travail de ces gens-là est toujours inutile et souvent nuisible, c'est quand même, rappelons-le au passage, avant leur retraite et pas tellement après !

Les campagnes du gouvernement visant à faire croire que le travail noir ou la prétendue paresse des chômeurs, sont les causes du chômage dans ce pays, constituent des divisions. En réalité, évidemment, le problème n'est pas là. Face à la calamité du chômage, la seule solution est une lutte d'ensemble des travailleurs se fixant comme objectif la réduction massive du temps de travail, le partage du travail existant entre tous les bras valides, avec salaires intégralement maintenus.

A.L.

REUNIONS PUBLIQUES

Après les municipales, quelles perspectives pour les travailleurs ?

ELBEUF
(Seine-Maritime)

VENDREDI 6 MAI - 20 h 30
Salle de la Bourse
du Travail

ROUEN

JEUDI 12 MAI - 20 h 30
Halle aux Toiles

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutilisées.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

SANS ACTION SUR LE CHOMAGE ET L'INFLATION, BARRE DISTRIBUE DES CADEAUX AUX PATRONS

BARRE a donc accouché d'un deuxième plan. Le plus piquant c'est qu'il le fait au moment même où les chiffres officiels eux-mêmes prouvent l'échec total du premier, du moins par rapport à son but avoué : juguler la hausse des prix.

En septembre dernier, le brillant économiste qui sert de Premier ministre à Giscard prétendait s'attaquer à l'inflation. Huit mois plus tard, les chiffres sont là : 0,9 % d'augmentation des prix pour le seul mois de mars. Passée la courte période durant laquelle les tripatouillages sur la TVA ont pu jouer, les prix grimpent à nouveau de plus belle et au même rythme qu'avant.

Mais qu'importe au fond à M. Barre. Son plan n'avait qu'un véritable but : préparer les élections municipales pour la droite et plus particulièrement pour les Giscardiens. Et ses vraies mesures consistaient en une série de cadeaux royaux pour les possédants, dans le but de s'attirer leurs bonnes grâces et leurs appuis.

De ce point de vue-là aussi, d'ailleurs, le plan Barre a été un échec. On connaît le résultat des municipales, résultat encore plus piteux peut-être pour les Giscardiens que pour le reste de la droite.

Mais Barre ne se décourage pas. Le voilà avec un nouveau plan. Et, comme le premier, celui-ci n'a d'autres buts qu'électoralistes. Cette fois, ce sont les législatives de 1978 que prépare M. Barre.

Aujourd'hui, c'est le chômage qui lui sert de prétexte pour faire des cadeaux aux patrons.

Cadeau aux patrons que la prise en charge par l'Etat des dépenses pour la Sécurité sociale sur les salaires des jeunes embauchés. Cela ne créera pas un seul emploi, mais cela déchargera les patrons d'une partie de leurs frais.

Cadeau aux capitalistes que l'emprunt de 6 milliards lancé soi-disant pour permettre de couvrir les nouvelles charges de l'Etat. Cela n'empêchera pas les travailleurs de rembourser finalement ces milliards par les impôts ou l'inflation, qui s'ajouteront à la hausse de l'essence. Mais les garanties données aux patrons (indemnisation monétaire et avantages fiscaux) leur permettront d'assurer leurs capitaux contre l'inflation.

Le reste du fameux plan, outre quelques mesu-

res sociales élémentaires mais sans grande portée, pour les vieux, consiste en mesures qui sont soit sans portée réelle, comme l'embauche de 20.000 vacataires (en lieu et place de titulaires peut-être), soit même des attaques directes contre les travailleurs. Car c'est une attaque contre tous les travailleurs que de créer aujourd'hui une prime pour inciter les travailleurs immigrés chômeurs à retourner dans leur pays. Comme si cela, à part faire baisser un peu les statistiques officielles, changeait quelque chose au chômage ! Comme si le fait de renvoyer chez eux les chômeurs immigrés créait du travail !

Le chômage, Barre s'en moque. Il prépare les élections. Et surtout il fait tout pour que la classe qu'il représente traverse la crise sans dommage. Et pour cela, il faut bien faire payer les travailleurs et les classes populaires. Voilà l'essence de son plan, de ses plans.

Le reste n'est que bavardage et poudre aux yeux. Mais c'est vrai aussi de l'opposition parlementaire.

Les RPR, derrière les Chirac et Debré, critiquent Barre, mais sans s'opposer, pour ne pas déclencher une crise qui amènerait elle-même des élections qu'ils ne semblent pas vouloir pour l'instant. Et quand ils critiquent Barre, d'ailleurs, c'est sur sa droite, pour ne pas être assez énergique, c'est-à-dire, en clair, pour ne pas être plus dur dans la manière de faire payer la crise aux travailleurs. Si Chirac est en concurrence avec Giscard c'est pour obtenir l'appui des capitalistes lors des prochaines élections.

Quant à la gauche, elle dénonce et ironise à la tribune parlementaire, mais évite soigneusement de préparer et organiser la riposte d'ensemble dans le pays et les entreprises, la riposte qui serait nécessaire face au plan Barre. Et les syndicats qu'elle contrôle se contentent de journées de grève par catégories, comme celle du secteur public et nationalisé de ce jeudi 28 avril.

C'est pourtant cette lutte d'ensemble, la grève générale, qu'il nous faut préparer si nous ne voulons pas voir le gouvernement des patrons nous faire payer la crise en multipliant les cadeaux aux bourgeois. Et voir ajouter à cela la moquerie en prétendant par là lutter contre le chômage et la hausse des prix.

Arlette LAGUILLER.

PROCÈS BAADER : UN VERDICT DE HAINE ET DE VEN- GEANCE

Mercredi 27 avril, après des mois, des années de procès, le verdict est tombé pour Andreas Baader et deux de ses camarades, Gudrun Esslin et Jan Carl Raspe : tous les trois ont été condamnés à la peine maximum, la prison à perpétuité.

C'est volontairement que la justice a fait traîner le procès pendant des mois et des mois. On a mené la chasse aux sorcières, non seulement contre tous ceux qui pouvaient sympathiser avec les idées de Baader, mais même simplement contre ceux qui en prenaient la défense. Les avocats de Baader et de ses camarades se sont vus tous récusés. Ils ont été poursuivis par la justice. Certains se sont vu interdire d'exercer par la suite la profession d'avocat, et l'un d'eux s'est même retrouvé en prison.

Cette chasse permanente à tous ceux qui pouvaient sympathiser avec l'extrême-gauche a servi au gouvernement de Brandt, puis de Schmidt, à intensifier en même temps les interdictions contre tous ceux qui pouvaient se situer à gauche du Parti Socialiste, en particulier contre les membres et sympathisants du Parti Communiste.

Enfin, cela s'est doublé d'une

longue torture morale et physique imposée aux prisonniers : isolement total, cellule spéciale aménagée pour que tout bruit soit supprimé, interdiction des visites, etc. Deux des inculpés du procès n'y ont pas résisté et en sont morts. Et il a fallu que les survivants mènent des combats désespérés par des grèves de la faim répétées pour que cela soit un petit peu atténué. Mais aujourd'hui, même Gudrun Esslin se débat entre la vie et la mort, après une grève de la faim d'un mois.

Cette condamnation pourrait donc amener, dans de telles conditions, l'élimination dans un délai rapproché de tous les survivants.

Le verdict est l'illustration, comme toute l'affaire, de la volonté de vengeance de la justice allemande et, à travers elle, des classes possédantes. La haine de tout ce qui peut apparaître comme rouge est bien vivante chez tous ces hommes. Car l'Allemagne dirigée par des Socialistes, apparaît comme le pays d'Europe occidentale où les droits de l'homme et les droits politiques sont le plus bafoués, et où la chasse aux idées est menée avec le plus de véhémence.

P.S.

Des P-DG inculpés pour un accident de travail : ça fait toujours plaisir...

Un juge d'instruction de Mulhouse vient de faire sensation en décidant l'inculpation d'une véritable brochette de P-DG, parmi lesquels rien moins que Wilfrid Baumgartner, ancien ministre des Finances, ancien gouverneur de la Banque de France, ancien P-DG de Rhône-Poulenc... Les quatre autres inculpés sont eux aussi des dirigeants ou anciens dirigeants de Rhône-Poulenc, c'est-à-dire l'un des trusts les plus puissants de France.

Il aura fallu pour cela qu'un accident du travail fasse un mort et une dizaine de blessés dans l'usine Rhône-Poulenc de Chalmé, dans le Haut-Rhin, et cela dans des conditions particulièrement scandaleuses. L'explosion s'était produite le 26 mars 1974, et les conclusions des experts viennent seulement d'être déposées. Elles sont accablantes pour la direction de Rhône-Poulenc, même si celle-ci avait invoqué à l'époque « l'imprévisibilité » de cet accident.

En fait, l'accident n'était pas

du tout imprévisible. Au contraire même, la manipulation de l'acide lactique, à l'origine de l'explosion, avait déjà été à l'origine d'un autre accident qui, quelques années auparavant, avait coûté la vie à cinq techniciens du centre Rhône-Poulenc de Saint-Fons, dans la banlieue de Lyon. Il paraît même que le procédé était encore en cours d'expérimentation lorsque la direction décida de passer à l'étape de la fabrication industrielle, c'est-à-dire celle qui rentabilise recherches et expérimentation, celle qui rapporte des profits.

Toujours pour les mêmes raisons, Rhône-Poulenc est ainsi directement responsable d'un bon nombre de morts et de blessés. Et bien qu'il n'y ait pas d'illusions à nourrir sur l'éventualité d'une condamnation effective de messieurs Baumgartner et consorts, le seul fait qu'ils soient inculpés pour « blessures et homicide involontaire » est une bonne chose.

C. L.G.

Le PCF et le Programme commun : aucune actualisation des intérêts des travailleurs

Le 19 mai, PCF, PS et Radicaux de Gauche se rencontreront « au sommet » en vue d'actualiser le Programme commun (lequel date de 1972), à l'initiative du PCF qui a publié une série de propositions à ce sujet.

Et on constate que ce qu'il propose dans le domaine social reste aussi prudent que l'ensemble du Programme commun. Pour l'essentiel, il s'agirait que le SMIC soit porté à 2.200 F par mois pour 40 heures hebdomadaires ; que dans le domaine de la hiérarchie l'éventail soit resserré dans la proportion de 1 à 5 à l'intérieur de grilles uniques hiérarchiques par branche ; que l'augmentation des salaires aille proportionnellement en décroissant jusqu'au niveau de quatre fois le SMIC (niveau au-dessus duquel le pouvoir d'achat serait simplement « maintenu ») ; que l'âge de la retraite soit fixé à 60 ans avec pension complète ; que la durée du travail soit réduite.

Ces mesures pourraient sans aucun doute se traduire par une certaine amélioration du sort d'un bon nombre de travailleurs. Par exemple, pour les quelque 44 % des salariés qui, si l'on en croit la Vie Ouvrière gagnaient au 1^{er} juillet 1976 moins de 2.200 francs par mois, et même les 15 pour cent supplémentaires qui en gagnent entre 2.200 et 2.500 F. Pourtant une partie de ces alléchantes promesses restent bien floues. Le resserrement de la hiérarchie sera « recommandé » aux patrons, c'est-à-dire que

c'est ceux-ci qui décideront, et les augmentations proportionnelles ne sont pas chiffrées. On le voit, le PCF entend laisser une bonne marge de manœuvre au futur gouvernement de l'Union de la gauche... pour lui permettre d'éviter de remplir certaines de ses promesses.

Au-delà de ces améliorations promises, reste tout le problème de la crise, de l'inflation, des licenciements. On nous reparle bien de l'échelle mobile, mais on ne s'engage en rien sur ses modalités d'application. On ne nous précise pas qu'elle sera automatique et mensuelle, contrôlable par les travailleurs.

C'est là pourtant le point essentiel sur le chapitre des salaires, dans le contexte actuel. Reste aussi que, si le SMIC à 2.200 francs c'est mieux que le SMIC à 1.590 F, cela reste un salaire de misère, et le sera à coup sûr encore davantage dans les mois à venir. Sans parler des 1.200 F fixés pour le minimum vieillesse.

Concernant la réduction du temps de travail, les propositions du PCF sont évasives quant à l'avenir. Les 40 heures dans l'immediat, c'est précis. Mais, outre qu'il ne s'agit de toute façon que de l'application d'une loi sociale qui a plus de quarante ans — et c'est bien le moins que l'on puisse attendre d'un gouvernement de gauche — l'extension de la crise peut fort bien de toute façon y conduire les patrons dans la plupart des branches. Au-delà, le PCF reste flou et sur-

tout évite soigneusement de s'engager précisément sur une réduction plus importante : « réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, sans diminution de salaires pour atteindre l'objectif des 35 heures... ». Dans ces conditions, le problème du chômage n'est pas près d'être résolu. Et le PCF en est réduit à nouveau à proposer un « objectif » (créer 500.000 emplois salariés par an), ce qui signifie qu'il est conscient qu'il ne peut s'engager à rien de précis.

Bref, malgré la publicité que le PCF fait autour de ses propositions d'actualisation du Programme commun de la gauche, il est clair qu'elles ne contiennent rien qui soit susceptible de changer véritablement le sort des travailleurs. Lorsqu'en les présentant Marchais et Fiterman précisent que « l'actualisation des mesures sociales... ne coûterait relativement pas plus cher que ce qui était prévu en 1972 », on les croit volontiers.

En vérité, c'est sur le chapitre des nationalisations que le PCF fait porter l'essentiel de sa campagne de « réactualisation » du Programme commun. En proposant de rajouter les noms de six groupes financiers à la liste des neuf nationalisations déjà prévues, il se donne à bon compte un petit air radical. Mais, même en comptant ces nouveaux secteurs industriels (le pétrole, la sidérurgie et Peugeot-Citroën), l'ensemble des groupes ainsi à nationaliser ne représente au total

que 1 % des entreprises industrielles en comprenant dans ce chiffre les filiales qui, elles, garderont « leur personnalité propre ». Et ce 1 % ne représente que 15 % de la population active industrielle.

Lors du forum de L'Expansion du jeudi 21 avril, Marchais a d'ailleurs insisté sur le caractère finalement restreint des nationalisations que déciderait la gauche au gouvernement, assurant que les PME n'étaient pas concernées et reniant presque la fameuse phrase du Programme commun qui prévoit la possibilité pour les travailleurs d'une entreprise d'en demander la nationalisation. Il est vrai que la phrase en question n'était pas le fait du PCF. Et sur ce point on peut être assuré que ses partenaires du PS ne se feront pas prier pour

« réactualiser » le Programme commun, en la supprimant.

Maintenant, il reste au PCF à faire accepter ses propositions à ses partenaires de l'Union de la gauche, ce qui est loin d'être chose faite. Tandis qu'en revanche, en revenant du jour au lendemain, de façon spectaculaire, sur ses positions cent fois affirmées concernant l'élection du Parlement européen au suffrage universel, il leur a fait sur le terrain politique une concession de taille et une proposition « d'actualisation » de nature à les satisfaire.

En somme, ce que les propositions du PCF actualisent, ce sont les préoccupations pré-gouvernementales de Marchais et autres dirigeants du PCF...

Christiane LE GUERN



(Rush)

Cocorico, voilà le PS !

Dans l'hebdomadaire du PS, L'Unité, Jean Poperen annonce la volonté de son parti de célébrer avec un éclat particulier le 8 mai. Dans la foulée, d'ailleurs, il précise que « les élus socialistes sauront aussi rendre au 14 juillet son véritable sens de fête populaire, de fête de libération nationale... »

Evidemment, sur les allées du pouvoir, le PS tient à faire assaut de patriotisme cocardier. Rivaliser même avec la droite pour prouver son nationalisme. Dommage que les roses ne soient pas polychromes, car le PS les aurait bien repeintes en bleu-blanc-rouge.



Charles Hernu. (Ag. Rush)

Hernu au garde-à-vous devant les bourgeois

Charles Hernu, aspirant socialiste au ministère de la Défense nationale, s'est déjà fait remarquer par ses prises de positions contre les comités de soldats lors des mouvements dans les casernes il y a deux ans.

Aujourd'hui, il récidive. Il vient de condamner publiquement le comité de soldats de Bourg-Saint-Maurice, en des termes que ne réfuterait pas l'ex-ministre de l'Intérieur : « Les comités de soldats sont minoritaires, irresponsables et manipulés de l'extérieur ».

Pourtant, le conseil municipal de Chambéry a apporté son soutien aux soldats arrêtés ; les élus, dont dix-huit sont du PS, dont le

maire, ont pris parti pour les soldats. Qu'à cela ne tienne ! Hernu les désavoue.

Toutes les occasions lui sont bonnes pour prouver aux bourgeois qu'il sera un digne ministre de la Défense nationale et qu'une fois au gouvernement, il est prêt à désavouer les membres de son propre parti qui pourraient avoir des positions un peu trop à gauche.

Pour Hernu, comme pour tous les dirigeants du PS, l'heure n'est plus à la démagogie, mais à la multiplication des gestes rassurants vis-à-vis de la bourgeoisie.

L.V.

L'enquête sur l'affaire Dassault : des problèmes, mais pas de scandale !

Les révélations de De Vathaire avaient mis le doigt sur un certain nombre de malversations commises par la société Dassault. La fraction parlementaire socialiste avait alors parlé de scandale, comme toute la gauche, et avait réclamé qu'une enquête soit ouverte.

Une commission d'enquête voyait donc le jour en novembre 1976. Mais l'Assemblée décidait du même coup, d'étendre son étude aux secteurs nationalisés de la SNIAS et de la SNECMA. Bi-

lan : 645 pages de rapport. Superbe moyen de noyer le poisson !

Comme tout ce qui touche au fisc s'est révélé tabou, le ministère des Finances ne montrant pas toute la bonne volonté nécessaire pour faciliter le travail des commissionnés... Comme les deniers de l'Etat ne sont censés aller à raison d'une petite injection moyenne de 120 millions par an, que dans les poches aéronautiques de Dassault et pas dans celles du holding Générale Immo-

bière, qui chapeaute toutes ses autres affaires... Comme le contrôle de l'Etat n'a pas de raisons de s'effectuer sur lesdites affaires du holding. affaires complexes mais certainement honnêtes, voyons...

Résultat : on n'a strictement rien trouvé ! Qui s'en serait étonné ? Et voilà, Dassault repart pour un tour, vierge et lavé de tout soupçon, puisqu'une enquête officielle a conclu qu'il n'y avait pas de scandale... mais seulement des problèmes.

Anne GARBE.

VERS UN RETOUR A LA PROPORTIONNELLE ?

● Une manœuvre des giscardiens



Chinaud à gauche avec Giroud et d'Ornano, tous les trois battus aux élections municipales à Paris. Les récentes élections municipales ont fait découvrir aux Giscardiens les mérites de la proportionnelle. (AFP)

Depuis quelques semaines, en particulier depuis les déclarations de Roger Chinaud, leader des Républicains Indépendants, en faveur de la représentation proportionnelle, les prises de position des divers partis se succèdent sur une éventuelle modification de la loi électorale.

Pour le moment, l'idée ne semble pas faire recette.

Le RPR, à quelques exceptions près (dont Alain Peyrefitte), reste dans une très grande majorité hostile à un abandon du scrutin majoritaire. L'argument selon lequel, en cas de victoire de l'Union de la gau-

che, les partis de gauche auraient moins de sièges avec le scrutin proportionnel ne les a pas convaincus.

Quant aux partis de l'Union de la gauche, malgré leur position de principe en faveur d'un scrutin proportionnel, ils refusent de cautionner la prise de position des giscardiens et n'ont nulle envie de voler à leur secours. Il faut dire que la manœuvre des Républicains Indépendants, qui ont le front de repousser le scrutin majoritaire qui les a servis pendant dix-neuf ans, juste au moment où celui-ci risque de leur devenir défavorable, apparaît comme

grossière. Et la gauche n'aura pas grand mal à expliquer pourquoi elle remet la proportionnelle à plus tard.

Alors dans ces circonstances, à moins d'un retournement du RPR, il y a peu de chances pour que cette polémique soit autre chose qu'un de ces épisodes de la petite guerre que se mènent entre elles les diverses fractions de la majorité. Une petite guerre où les tripatoillages électoraux sont rois et où les grands principes pèsent de peu de poids. Une petite guerre où personne ne se bat pour la « démocratie ».

H.M.

● La "proportionnelle" est-elle plus démocratique ?

Il existe pour les élections deux grands types de scrutin. Le scrutin majoritaire, où les élus sont désignés à la majorité des voix. Le scrutin proportionnel où chaque formation se voit attribuer — selon des modalités qui varient — un nombre d'élus proportionnel au nombre de voix qu'elle a recueillies.

Ce dernier a la réputation d'être plus démocratique et de permettre une représentation équitable des partis. Cela n'est vrai qu'en partie. Dans la quasi-totalité des cas, les « corrections » apportées au scrutin proportionnel laissent la porte ouverte à tout autant de magouillages que le scrutin majoritaire.

LE SCRUTIN MAJORITAIRE UNINOMINAL A DEUX TOURS : PERIME POUR LA DROITE ?

C'est celui qui sert à la désignation des députés en France depuis 1958.

Il fonctionne ainsi : la France est divisée en autant de circonscriptions que de sièges à pourvoir. Au premier tour, ceux qui ont la majorité absolue (plus de 50 %) sont élus. S'il y a ballottage, au second tour, celui qui a le plus de voix l'emporte.

Ce système favorise les grands partis. Il impose aux moyennes formations de se regrouper, à droite comme à gauche. De Gaulle l'avait instauré justement comme une arme contre la gauche, pour affaiblir la représentation du Parti Communiste. Il a permis au pouvoir de favoriser, par un habile découpage électoral, les partis de droite.

Mais voilà qu'aujourd'hui, non seulement ce système ne suffit plus à empêcher une victoire de la gauche, mais il risque de provoquer une sur-représentation de la gauche, si celle-ci devient majoritaire (comme elle avait garanti une sur-représentation de la droite, quand celle-ci l'était).

Dès lors, bien sûr, un parti comme celui des Républicains Indépendants a toutes les raisons de prendre ses distances vis-à-vis du RPR et de tenter tous les moyens pour accroître sa représentation.

VERS UN SCRUTIN PROPORTIONNEL ?

Ce type de scrutin a été utilisé pour les législatives sous la IV^e République. Il est utilisé dans les élections de délégués professionnels. Il peut revêtir

des formes très différentes.

Si l'attribution des sièges s'y fait proportionnellement au nombre de voix obtenues par chaque liste, le problème capital dans ce type de scrutin est celui du cadre dans lequel il se déroule. En effet, si les comptes sont faits au niveau de l'ensemble du pays, on peut estimer qu'il donne à toutes les formations, même très minoritaires, la chance d'avoir un nombre d'élus correspondant à leur influence. Mais ce type de proportionnelle n'a quasiment jamais été utilisé.

Par contre s'il se déroule, comme ce fut le cas en France sous la IV^e République, dans le cadre du département, il ne fait que profiter aux moyennes formations, mais écarte tout autant les partis minoritaires.

En effet alors que, dans le cas de la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale, il suffirait actuellement en France, d'avoir environ 0,2 % des voix pour avoir un élu, il faut une tout autre représentativité pour avoir des chances dans un système proportionnel par département. Si dans un département il y a cinq sièges à pourvoir, il faudra environ 20 % des voix dans ce département

pour être élu.

Une proportionnelle de ce type serait sans doute plus équitable pour des partis tels que les Républicains Indépendants ou le Parti Communiste. Mais elle a d'étroites limites. Et il n'est même pas dit que les projets actuels de retour à la « proportionnelle » ne se réfèrent pas à des systèmes qui écartent encore plus les partis minoritaires. Il n'est même pas sûr qu'il ne s'agisse pas d'un simple aménagement de l'actuel scrutin majoritaire : tandis que celui-ci resterait en place, un certain nombre de sièges supplémentaires seraient par exemple créés, qu'on attribuerait à la proportionnelle, en établissant un seuil, un pourcentage minimum de voix à recueillir par les partis pour avoir droit à quelques-uns de ces sièges supplémentaires.

C'est dire qu'il n'y a décidément pas grand-chose à attendre de ces projets de réforme, qui tiennent plus des tripatoillages électoraux que de la lutte pour un scrutin plus démocratique. Et le seul souci des Giscardiens est bien de se tailler une nouvelle loi sur mesure.

Henriette MAUTHEY

● Edgar Faure : un mille-pattes qui n'a pas deux pieds dans le même parti



Faure-la-girouette. Trois petits tours avec le Parti Radical ; trois petits tours avec De Gaulle ; trois petits tours avec Pompidou ; trois petits tours avec Giscard ; trois petits tours avec Chirac ; trois petits tours... Ainsi font, font, font... (AFP)

En ces temps incertains pour le politicien, il faut voir loin et prendre ses précautions. Edgar Faure est irréprochable de ce point de vue. Bien que député apparenté RPR, il vient d'être élu président de la fédération du Doubs du Parti Radical.

A cette occasion, Edgar Faure a déclaré qu'il avait toujours eu la même « ligne de pensée », laquelle consiste selon lui à opérer « une synthèse entre le gaullisme et le radicalisme ». En d'autres temps il aurait dit « entre le radicalisme et le gaullisme ». Mais ça, c'était au temps où l'on pouvait s'afficher gaulliste sans avoir à craindre pour ses lendemains.

C'était le temps où Edgar Faure s'était fait exclure du Parti Radical.

Le président du Parti Radical, Gabriel Péronnet, a rendu homma-

ge à Edgar Faure en déclarant que « lorsqu'il était au parti, ou en dehors, il demeurait profondément radical » — si profondément sans doute que ce'a ne se voyait pas, c'est logique.

Mais enfin, si Edgar Faure a de tels talents pour faire la synthèse entre partis opposés, le Parti Radical a besoin de lui pour qu'il étudie « des perspectives d'ouverture extérieure, notamment pour tenter une réunification de la grande famille radicale... ».

Les Radicaux s'adressent là à un professionnel. Il va pouvoir occuper toute sa place dans cette grande « famille » qui a un pied à gauche et l'autre à droite. Avec Edgar Faure au milieu, qui sait s'apparenter à tout le monde et qui a de l'esprit de famille à revendre, c'est bien parti.

Y.B.

EN PRISON A 13 ANS :

Une société qui ne connaît que la répression

Un jeune de 13 ans vient de passer dix jours en prison à Loos-les-Lille, après avoir commis une dizaine de délits.

L'âge de ce prisonnier fait que la presse aujourd'hui en parle et s'indigne. Mais en réalité, la prison est odieuse, aberrante, inutile pour tous ceux qui la subissent. En France aujourd'hui, pour 28.250 places disponibles, il y a 33.589 détenus. C'est dire dans quelles conditions s'effectue la détention ! Parmi ceux-là, 14.134 personnes, soit 42 % de l'ensemble des détenus, sont en détention préventive, le plus souvent pour des délits mineurs. C'est d'ailleurs parmi eux qu'on relève le plus grand nombre de suicides, par écoeurement de la vie carcérale et lassitude devant un jugement qui ne vient pas.

Et le fait qu'aujourd'hui cette société se tienne en prison, même pour dix jours, un jeune de 13 ans, est significatif de l'avenir qu'elle peut offrir à ses membres.

L.V.

Après le succès de la journée du 28 avril, quelle tactique ?

La grève du jeudi 28 avril a été incontestablement un succès. Dès le mercredi soir les coupures de courant ont commencé. Et jeudi à l'EDF la production était réduite de 60 %, soit au minimum de sécurité. Du coup à Paris le métro et le RER étaient complètement paralysés. A la SNCF, il y avait au maximum un train sur quatre. De fait, par manque d'électricité, de nombreuses entreprises n'ont pas fonctionné, les bureaux de poste étaient souvent désertés, etc. Par ailleurs la manifestation organisée le jour même à Paris, a réuni des dizaines de milliers de travailleurs.

Par son succès, cette grève a montré d'une façon démonstrative le mécontentement profond, toute la colère des travailleurs face aux attaques qu'ils subissent, ici contre leur pouvoir d'achat, là contre leur emploi, ailleurs encore contre les deux à la fois.

Car cette colère des travailleurs face aux attaques qu'ils subissent, il n'y a pas que dans la Fonction publique et le

secteur nationalisé qu'elle existe.

Dans la sidérurgie lorraine, en particulier dans certaines entreprises comme Sacilor, les travailleurs la même semaine ont manifesté leur colère et leur combativité. Mais pour eux, cette semaine, rien n'était prévu ; c'était la semaine dernière.

Certes, pour donner le change, pour essayer de faire un peu oublier leur tactique qui consiste à éparpiller au maximum les luttes, les confédérations syndicales ont tenu elles aussi à donner un caractère spectaculaire à la grève du 28. Comme toute la presse l'a noté, ce fut une « grève dure ». Seulement si les dirigeants syndicaux veulent donner l'impression à tous les travailleurs qu'ils se battent avec une telle démonstration, ils ne pourront faire illusion qu'un court moment.

Car cette journée passée, la crise continue pour tout le monde. Le gouvernement continue à faire assaut d'arrogance et de cynisme en subventionnant ouvertement les

patrons, pendant que les salaires restent bloqués, que l'indice officiel annonce 0,9 % d'augmentation pour mars et pendant que l'on continue à jeter à la rue des milliers de travailleurs. Et ce n'est pas une démonstration d'une journée, de plus dans un secteur limité, qui va changer quoi que ce soit à cela.

Aujourd'hui, ce qui est urgent, c'est l'organisation de la contre-offensive des travailleurs. Et l'éparpillement, l'émiettement de l'action que mettent en place avec une volonté continue les dirigeants des confédérations sont d'autant plus criminels de leur part que justement les travailleurs ont pu faire la démonstration qu'ils étaient prêts à réagir.

Car de l'autre côté, soyons sûr que, plus la réplique tardera, plus ils accentueront leurs attaques contre les conditions de vie des travailleurs.

Oui, le 28 a été une réussite. Mais après ? C'est à cette question qu'il faut répondre, et pour tous les travailleurs, car nul n'est épargné.

P.S.

Malgré l'appel à l'armée, la grève des éboueurs continue

Depuis le mardi 26 avril, c'est donc l'armée qui, comme lors de la grève des éboueurs en 1974, effectue le ramassage des ordures dans les rues de Paris. Pour briser le mouvement des quelque 4 500 éboueurs en grève à plus de 80 % depuis le jeudi 23 avril, ce sont donc près de 3 000 soldats qui ont été acheminés sur Paris — le gouvernement ayant jugé trop peu sûrs les régiments stationnés dans la région parisienne. Mais le prétexte de mesure « d'hygiène » n'a pas abusé les soldats réquisitionnés, qui se sentent plus solidaires des grévistes que de Chirac et n'exécutent semble-t-il qu'à contre-cœur et avec lenteur des ordres venus d'en haut et jugés maladroits par plusieurs cadres de l'armée eux-mêmes.

Entre les transports d'hom-

mes et de matériel, les détériorations de bennes dues à d'inévitables erreurs de manipulation et les accidents possibles, ce « plan aspirateur » risque de coûter aussi cher que de satisfaire les revendications des éboueurs. Mais là n'est pas le problème de Chirac, directement impliqué dans le conflit puisqu'il est maire de Paris. Ce que Chirac et, derrière lui, le gouvernement veulent, c'est faire une démonstration, décourager les grévistes, montrer que la grève ne paie pas. Mais jusqu'à présent ils n'y sont pas parvenus.

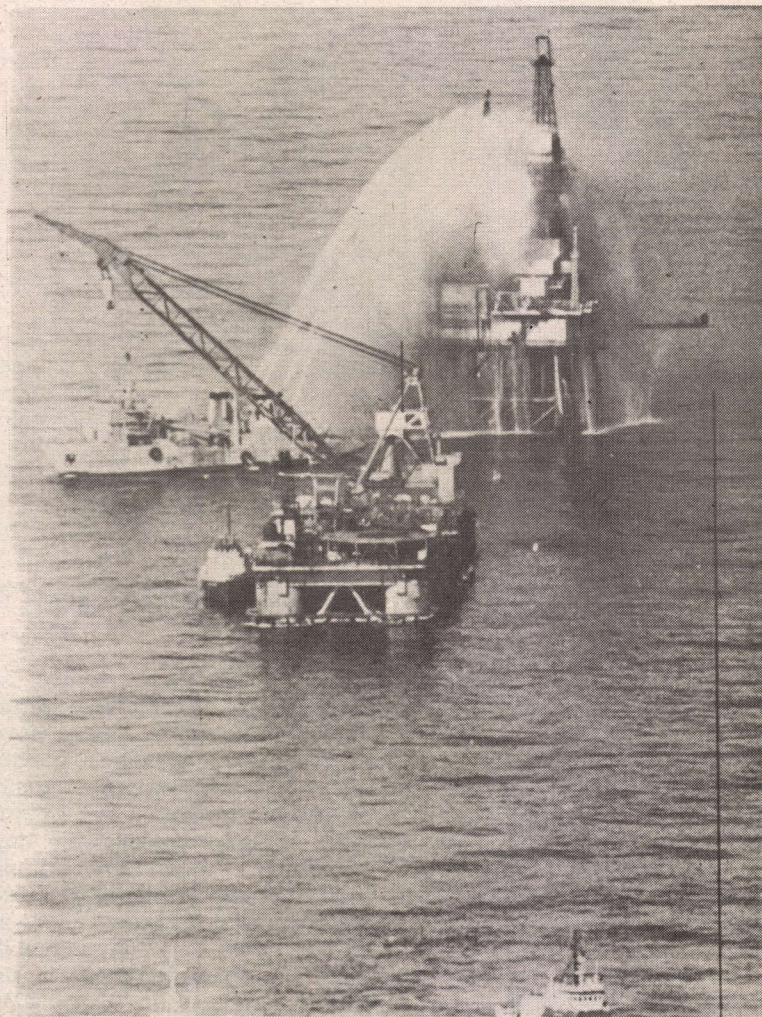
Jusqu'à présent les éboueurs ne se satisfont pas, en effet, des quelques concessions accordées par Tiberi au nom de Chirac. Ils réclament 100 F de prime, le doublement de la prime de contrainte ma-

tinale, une augmentation des effectifs et deux jours de congé par semaine (actuellement ils n'ont que deux jours de congé tous les six jours). Et mardi, c'est à l'unanimité qu'en assemblée générale, les 1 700 travailleurs présents ont décidé de ne pas se contenter des propositions rapportées par les syndicats : 12 F par mois de prime matinale, 50 F pour tous (comptés comme heures supplémentaires non faites, afin que cette augmentation ne puisse servir dans le calcul des points de retraite !), propositions assorties de promesses concernant la révision des classifications.

Les manœuvres de Chirac viendront-elles à bout de la détermination des éboueurs ? En tout cas, pour le moment, rien n'est joué.

H.M.

EKOFISK : le pari criminel des pétroliers



4.000 t de pétrole dans la mer chaque jour.

Après l'accident survenu le 23 avril, la plate-forme d'Ekofisk, en Mer du Nord, continue à déverser ses 4.000 tonnes de pétrole brut par jour. La nappe de pétrole s'étend maintenant sur plusieurs centaines de kilomètres carrés, alimentée par un geyser de 60 mètres de haut. Poussée par des vents violents, cette immense marée noire gagne chaque jour du terrain dans toutes les directions et menace les côtes norvégiennes et danoises. Nul ne sait quelles sont les chances de stopper rapidement cette gigantesque hémorragie : quelques jours ou plusieurs mois, selon que l'on parviendra ou non à faire fonctionner les dispositifs de sécurité défectueux de la plate-forme.

Dès à présent, les conséquences écologiques sont désastreuses. Le pétrole déversé et les détergents susceptibles d'être utilisés pour désagréger la nappe d'hydrocarbures constituent une menace mortelle pour la faune et la flore sous-marines. Déversés dans des zones de frai, ils risquent d'exterminer la majeure partie des larves de poissons de la génération 1977. Quant aux gros poissons, même s'ils résistent à pareils traitements, il est facile d'imaginer qu'ils garderont un goût tel qu'ils seront impropres à la consommation.

Aussi envisage-t-on d'interdire la pêche dans cette zone, qui est pourtant une des plus poissonneuses du monde.

Que la Mer du Nord soit transformée en mer morte par la faute des trusts pétroliers qui exploitent cette plate-forme n'émeut guère le journaliste du *Figaro* du 26 avril, qui ose écrire que « le pétrole est un produit biodégradable, qui n'a en principe aucune conséquence sur la flore et la faune marines » et que « au contraire on a noté que les marées noires de ces dernières années avaient même permis une certaine régénération du milieu marin ». Ce monsieur dans son bel optimisme oublie tout simplement

de dénoncer l'action destructrice du pétrole sur l'ostréoculture et sur certaines espèces d'oiseaux qui souffrent considérablement lors de tels accidents, tout comme il oublie de dire que les dispersants utilisés contre les nappes de pétrole ne sont pas, eux, biodégradables !

En réalité, c'est un très lourd tribut que paient la faune et la flore marines aux trusts pétroliers, qui chaque année déversent quelque 5 millions de tonnes d'hydrocarbures dans les mers du globe, soit lors d'accidents de pétroliers ou de plates-formes de forage, soit volontairement lors des opérations de dégazage. Ici, aussi pour l'accident de la plate-forme Ekofisk, c'est l'attitude criminelle des trusts qui est en cause. Il est trop facile de dire que le forage en mer pose des problèmes techniques qui ne sont pas encore entièrement résolus. Les trusts pétroliers qui exploitent ce genre de gisement n'ont qu'à s'assurer que les risques sont éliminés ou au moins prévoir la parade à de tels accidents avant d'entreprendre ces exploitations. Mais pour cela, ils devraient y consacrer des investissements de capitaux plus importants, donc accepter de réduire leurs profits. Alors, délibérément, ils préfèrent prendre le risque. Aussi la catastrophe d'Ekofisk n'est-elle pas due à l'imprévoyance. Elle est le résultat d'un pari qu'on fait les trusts pétroliers, dans le seul but d'accroître leurs profits.

Ceci est un exemple de plus du danger que font courir à l'humanité les intérêts privés qui dirigent notre société. Et si l'activité des hommes met notre planète en danger de mort, c'est bien parce qu'elle est soumise à une poignée de capitalistes qui ont un coffre-fort à place du cœur. Oui, la nature se meurt des pratiques criminelles de ces gens-là, mais c'est à leur système qu'il faut mettre fin pour la sauver.

Sylvie FREJUS.

Pham Van Dong à Paris :

UN REPRÉSENTANT DU VIETNAM, PAS DES TRAVAILLEURS

● En visite officielle de quatre jours à Paris, Pham Van Dong, Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, est venu avant tout glaner des capitaux pour son pays.

L'aide directe de Paris passera de 414 millions de francs pour 1976, à 650 millions pour 1977. Et les capitaux de sociétés privées seront eux aussi les bienvenus. Des contrats devraient être signés avec Creusot-Loire pour implanter là-bas un complexe sidérurgique (un milliard de francs lourds), ou avec Renault pour la construction d'un ensemble de mécanique lourde, pour ne citer que les plus gros projets parmi d'autres.

Que les dirigeants vietnamiens soient à la recherche de capitaux, cela n'a rien d'étonnant. Qu'ils fassent feu de tout bois en ce domaine et doivent demander de l'argent là où il y en a, à savoir dans les citadelles capitalistes (ils sont prêts, et le disent ouvertement, à accueillir des fonds de leurs anciens adversaires français ou américains), on ne peut pas le leur reprocher. Ces aides capitalistes ne sont pas plus que ce qu'elles sont : des remèdes d'urgence pour sauvegarder une économie vietnamienne malade de plus de trente années de guerre et de destructions colonialistes.

Si aujourd'hui ils en sont réduits à faire ces appels directs à l'investissement, c'est qu'ils n'ont guère d'autre choix.

De la même manière, pour parer au plus pressé dans leur pays dévasté par la guerre civile et la famine, Lénine et les Bolchéviks avaient dû, dans les années 1920, faire appel aux capitaux privés et étrangers, ce qui était, de leur aveu même, une concession au capitalisme afin de survivre.

Mais par contre, ce qui permet de juger ce que sont les dirigeants vietnamiens, c'est le pouvoir qu'ils ont instauré dans leur pays et la politique qu'ils mènent, aussi bien là-



(Rush)

bas qu'à l'extérieur.

Or si, indéniablement, le nouveau pouvoir représente pour les paysans et la masse des populations pauvres et déshéritées un progrès sur la dictature corrompue de Thieu, c'est bien loin d'être leur pouvoir. D'ailleurs leurs dirigeants n'ont jamais prétendu rien de tel. Ceux-ci ont toujours tenu à préciser qu'ils étaient les représentants de l'ensemble du peuple vietnamien et donc aussi de la bourgeoisie nationale. Certes, les paysans peuvent toujours donner leur avis sur la façon d'irriguer les champs et les ouvriers sur la construction des usines. Mais

ils n'ont et n'ont jamais eu aucune possibilité, à aucun moment, d'intervenir et encore moins de décider des choix politiques à prendre.

Ces choix sont faits dans le cercle restreint de dirigeants, qui pensent pour et à la place du « peuple ». De fait, c'est que, s'ils peuvent se prévaloir indéniablement d'un soutien populaire, ils mènent une politique en faveur des seuls intérêts nationaux du Vietnam, dans le but hypothétique du développement d'une économie nationale et dans le cadre d'un Etat rêvant d'un avenir impossible de développement bourgeois.

Bigéard et le Vietminh : sans pudeur, le général gégène

A propos de la venue à Paris de Pham Van Dong, dont il fut l'adversaire lors de la guerre d'Indochine, on a vu Bigéard à nouveau jouer le jeu du noble soldat, beau joueur, reconnaissant la valeur de l'adversaire. On l'a vu en effet déclarer à propos de Pham Van Dong : « En ce qui me concerne, plus un adversaire s'est battu courageusement, plus je l'admire ».

Bien sûr, bien sûr ! Mais à l'époque, quand Bigéard envoyait ses troupes brûler des villages entiers au napalm, massacrer les populations, torturer les combattants ou les supposés tels ? Cette guerre, et les suivantes, Bigéard veut-il nous faire croire que

c'était la guerre en dentelles, de la guerre propre, du style messieurs - les - Anglais - tirez - les - premiers ?

Aujourd'hui, Bigéard estime « qu'il est temps de tourner la page ». Mais cette page n'est pas, comme il voudrait le faire croire, une page d'un roman de chevalerie. C'est la page des sales guerres coloniales, des assassinats en masse, dans lesquelles lui, Bigéard, a gagné ses galons. Ses étoiles de général, malgré la vantardise qui idéalise son rôle, il ne les a pas gagnées au fil de l'épée, mais ramassées dans 'a fange... ou dans une « baignoire ».

D.B.

Et si, demain, cela s'avère nécessaire pour ses intérêts, ces mêmes dirigeants sauront le cas échéant se dresser contre les aspirations des paysans et ouvriers.

D'ailleurs, sur le plan extérieur, si un temps ils ont pu, en cherchant des alliés, soutenir tous ceux qui, comme eux, s'opposaient à l'impérialisme, actuellement, préoccupés par la seule reconstruction de leur pays, ils abandonnent à eux-mêmes aujourd'hui ceux qui continuent de se battre, ne serait-ce que dans leur voisinage immédiat, comme en Thaïlande par exemple.

Par contre, ce sont des soutiens aux puissances occidentales et ce sont de grands

coups de chapeau vis-à-vis des représentants bourgeois avec qui ils négocient. Ce sont les déclarations de Pham Van Dong à l'issue, lundi 25 avril, de son déjeuner à Matignon, sur le respect mutuel et l'estime, sur « le point final à mettre au règlement des problèmes du passé et donner une ampleur décisive au développement de nos relations de tous ordres ».

Oui, c'est tout cela qui juge le régime vietnamien. Et si celui-ci se proclame « socialiste », ce sont bien d'autres choses que les intérêts globaux des exploités et des opprimés qui guident sa politique.

Anne GARBE

Après l'attentat contre la Bourse du travail de Grenoble : une manifestation massive

La manifestation du lundi 25 avril, en riposte à l'attentat contre la Bourse du travail de Grenoble, a rassemblé environ 20.000 personnes. C'était la plus importante manifestation depuis Mai 68.

En fait, parmi le peloton des élus municipaux de Grenoble et des communes environnantes, la droite se trouvait représentée, en la personne d'un député RPR du département. Parmi les protestations qui ont suivi l'attentat, les communiqués du RPR, des RI, se confondaient avec ceux des partis de gauche et de tous les syndicats. Plus des trois quarts de la manifestation étaient composés des syndicats, le reste étant composé des partis de gauche qui avaient mobilisé dans tout le département. Le cortège syndical était silencieux. Les partis de gau-

che scandaient : « Union, action, Programme commun ». En fin de cortège venaient les révolutionnaires, Lutte Ouvrière, l'OCT et la LCR, sous une banderole commune.

La gauche, apparemment, a l'intention d'en rester là, puisque c'est aux pouvoirs publics qu'elle fait appel pour « que la lumière soit faite sur cet attentat ». Quant aux travailleurs, elle les appelle à rester calmes.

Pourtant, de nombreux exemples, dont celui de l'Italie, nous montrent que des manifestations, aussi nombreuses soient-elles, ne suffiront pas pour empêcher l'extrême-droite d'agir ; que c'est aux travailleurs dans les usines et dans les quartiers, de se mobiliser pour empêcher les nerfs de l'extrême-droite de nuire.

Correspondant LO.



La manifestation de la gauche à Grenoble. Son importance montre l'indignation populaire mais pour arrêter des attentats fascistes, il faudra autre chose que des promenades dans la rue. (AFP)

Génocide des Indiens en Amazonie

Sept grands chefs indiens ont demandé au président brésilien, le général Ernesto Geisel, de mettre un terme aux atteintes des droits de l'homme dont sont victimes les quelque 180.000 Indiens vivant au Brésil.

Les chefs indiens accusent le Département général du patrimoine indien (GDPI) de ne pas faire profiter les Indiens des bénéfices provenant de l'exploitation des arbres situés sur leurs terres.

Ils dénoncent plusieurs cas d'emprisonnement et même de tortures infligées à certains Indiens, par des Blancs recrutés par la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) et responsables des villages indiens.

Le massacre des Indiens au Brésil a été déjà fréquemment dénoncé. C'est un véritable génocide qui se poursuit là-bas, au vu et au su de tout le monde !

PAKISTAN

D'une dictature civile à une dictature militaire ?

Les principales villes du Pakistan, Karachi, Lahore, Hyderabad, etc., en tout dix millions de personnes, sont soumises au couvre-feu ; trois zones économiques sont soumises à la loi martiale ; la quasi-totalité des dirigeants des partis d'opposition sont arrêtés.

Depuis le 7 mars, les troubles sont permanents au Pakistan. Le bilan, avant la grève générale du vendredi 22 avril, se montait déjà à 170 morts. Vendredi 22 mars, dans un seul quartier populaire, l'armée a tiré et tué onze personnes.

L'opposition, regroupée au sein de l'Alliance nationale pakistanaise, réclame pêle-mêle le départ du Premier ministre Ali Bhutto, le retour aux principes de l'islam, la démocratie,

l'interdiction de l'alcool et des jeux. Elle reproche à Ali Bhutto d'avoir falsifié les résultats des élections du 7 mars.

Mais qu'est-ce qui a pu en quelques mois permettre à cette opposition, qui ne regroupait que 10 élus sur 140 auparavant et était dispersée, d'arriver à ébranler le régime de Bhutto et son tout-puissant Parti Populaire. Et cela à tel point qu'aujourd'hui c'est l'armée qui apparaît comme le sauveur du régime et qu'elle pourrait bien être amenée à ne pas se contenter de sauver le régime de Bhutto, mais à reprendre directement en main le pouvoir ?

D'OU VIENT LE REGIME DE BHUTTO ?

C'est qu'Ali Bhutto avait lui-même reçu le pouvoir de la main des militaires. Ceux-ci s'étaient déconsidérés complètement après la débâcle militaire de décembre 1971 au Bangla-Desh, face d'une part à la révolte de toute la population qui réclamait son indépendance et aussi et surtout face à l'armée indienne qui était intervenue massivement au Bengale.

Dans un pays misérable, où le nationalisme est le ciment artificiel qui sert à berner les masses, la déconfiture des militaires avait créé une situation explosive. Des manifestations se produisirent, qui devinrent très vite violentes. Le pilier de l'Etat étant déconsidéré, il montrait ainsi sa faiblesse. Aussi le maréchal Yahya Khan décida-t-il de remettre le pouvoir aux civils et, en l'occurrence, à Ali Bhutto. Celui-ci avait avec son parti, le Parti Populaire, remporté la grande majorité des sièges dans la partie occidentale du Pakistan aux élections de décembre 1970.

Son parti s'était fait le symbole de la volonté de changement de la grande majorité de la population. Fin 1968-début 1969, il rallia la révolte populaire accompagnée de grèves très violentes. Mais il s'ingénia déjà à détourner la colère populaire en demandant le départ du président de l'époque. Cela se traduisit aux élections de 1970. Mais surtout Ali Bhutto avait (voir article ci-contre) toujours été

aux côtés des militaires, en particulier quand il s'est agi de réprimer avec une violence terrible la révolte du Bangla-Desh.

La venue au pouvoir d'Ali Bhutto a soulevé des espoirs importants dans la population pauvre. Il s'était proclamé partisan d'un « socialisme islamique ». Dès son arrivée, il prit des mesures démagogiques, comme le limogeage des principaux dignitaires militaires trop compromis dans le régime précédent, le retrait du passeport aux membres des 22 familles les plus riches qui contrôlent l'économie du pays, la suppression des paiements d'indemnités aux anciens princes déchus en 1947. Par ailleurs, il libéra 200 étudiants et syndicalistes paysans et ouvriers incarcérés, il rétablit le droit de grève et de manifestation, et supprima la censure sur la presse. Indéniablement, la grande masse des 60 millions de Pakistans attendait beaucoup du nouveau régime. En particulier les paysans : en 1971, un tiers des familles paysannes possédaient moins d'un hectare. Par ailleurs le chômage sévissait et une oligarchie de 22 familles contrôlait toute l'économie du pays.

Mais contre cela rien ne fut fait. La réforme agraire promise ne fut jamais réalisée, l'expropriation des grosses fortunes encore moins. La seule chose marquante fut la mise en place d'une bureaucratie parasitaire recrutée dans le Parti Populaire, qui accapara tous les postes et sinécures. Bhutto plaça ses hommes, et sa famille en particulier, aux postes clés du gouvernement. Seulement, avec la crise mondiale, la misère endémique de la population devint encore plus dure à supporter. C'est au niveau de la hausse des prix surtout, et aussi du chômage, que cela se traduisit.

UNE OPPOSITION HETEROCLITE QUI CATALYSE LE MECONTENTEMENT

C'est dans ce contexte qu'est créée en janvier 1977 l'Alliance Nationale Pakistanaise (ANP), regroupement de neuf groupuscules tenus pour négligeables il y a quelques

mois, regroupant d'une part 6 partis religieux et trois partis laïcs, qui ne se sont regroupés qu'en vue des élections du 7 mars. Mais ce n'est pas sur leur idéologie religieuse et réactionnaire que ces partis ont pu mobiliser des foules et réunir 36 % des voix.

Pour la population, ces partis sont apparus comme la seule façon d'exprimer son opposition à la misère que symbolisait ce régime.

Bhutto, chef du gouvernement, est pour les masses pakistanaïses le responsable de leur situation. Et c'est ce qui explique qu'elles se tournent vers la seule opposition existante. Le drame est que c'est la seule issue qu'elles aient pu trouver.

Car derrière les troubles d'aujourd'hui il y a, comme hier, la misère criante de millions d'hommes. Cette misère, Bhutto s'est montré incapable d'y mettre fin et l'opposition réactionnaire qui s'oppose aujourd'hui à lui l'est tout autant.

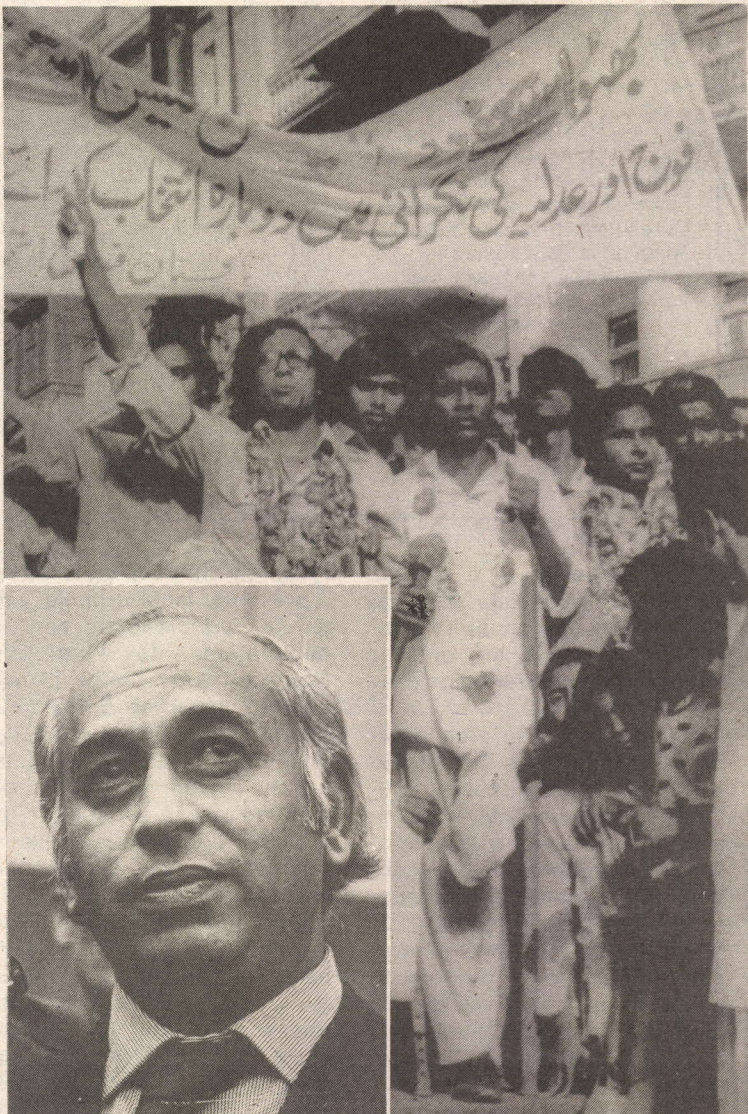
VERS QUELLE ISSUE ?

Mais il peut s'avérer dangereux que les troubles se prolongent de trop, dans un pays où les contradictions sociales sont si criantes. Si l'armée a cédé le pouvoir à Bhutto en 1971, c'est justement en vue d'avoir un régime possédant un meilleur consensus populaire, certainement pas pour accepter une agitation continue.

Aujourd'hui des pourparlers sont en cours entre l'opposition et Bhutto pour arriver à un compromis.

Mais dès maintenant, c'est l'armée qui assure en fait l'ordre dans le pays. C'est elle qui décidera si elle permet ou pas la continuation de l'expérience civile. Les révoltes, populaires de 1968-69 et de 1971 peuvent l'amener à être prudente sur une reprise directe des affaires. Mais, tant que cette armée existera, que ce soit un gouvernement civil ou militaire, le Pakistan de la misère ne sera amené à connaître qu'une dictature anti-populaire, quel que soit le nom dont le régime pourra s'affubler.

Paul SOREL



En haut, manifestation contre Ali Bhutto à Karachi. En bas, Ali Bhutto. (AFP et UPI)

LIBAN

Les Palestiniens sous le joug syrien

Durant tout le week-end dernier, des affrontements ont eu lieu à Beyrouth, entre les « casques verts » syriens de la force de sécurité arabe et des Palestiniens du Front du refus. En deux jours, une cinquantaine de personnes ont été tuées ou blessées, dont des civils.

Ainsi, plusieurs mois après l'arrêt des combats de la guerre civile au Liban, l'armée syrienne s'en prend de nouveau aux Palestiniens, et cela alors même qu'il y a quelques jours elle leur prêtait main-forte, dans le sud du Liban, pour résister aux milices phalangistes.

Sous ces deux aspects contradictoires, la Syrie mène la même politique. En ratissant les camps palestiniens de Beyrouth, après avoir pris le prétexte de l'assassinat de deux soldats syriens, elle serre un peu plus la vis au camp palestinien et surtout, en son sein, aux éléments qui refusent de baisser pavillon, les éléments du Front du refus.

Car il s'agit, pour la Syrie, de faire accepter aux Palestiniens le résultat des négociations qu'elle mène, tant à Moscou dernièrement, avec la visite d'Assad chez Brejnev, qu'avec Carter dans les prochaines semaines. Des négocia-

tions qui doivent déboucher sur un règlement au Moyen-Orient, incluant notamment une solution à la question palestinienne et des concessions territoriales d'Israël à la Syrie. Les termes exacts n'en sont pas connus, mais il est fortement question de la création d'un mini-Etat croupion palestinien. Et cette solution, pour qu'ils n'aient plus d'autre perspective que de l'accepter, implique que les Palestiniens soient réduits à l'impuissance. Mais les dirigeants syriens ne veulent pas pour autant annihiler la force militaire des Palestiniens. Celle-ci, dans les négociations qui



Pendant que Assad allait à Moscou pour mettre au point le « plan de paix » au Proche-Orient, avant d'en discuter avec Carter dans quelques jours, les troupes syriennes s'attaquaient sur le terrain aux Palestiniens récalcitrants. (UPI)

vont s'engager, aura un rôle de monnaie d'échange. Pour la même raison, la Syrie veut empêcher l'armée israélienne et les conservateurs libanais de marquer des points contre les Palestiniens au Sud-Liban.

Quant aux opérations anti-palestiniennes à Beyrouth, elles ont aussi un rôle politique à l'égard des USA. Pour convaincre ceux-ci de pousser Israël à faire des concessions à la Syrie, celle-ci doit se montrer bonne gardienne de l'ordre, montrer qu'on peut lui faire confiance pour maintenir l'ordre dans les territoires

sous son contrôle. C'est d'ailleurs là tout le sens politique de l'intervention syrienne au Liban depuis le début de celle-ci.

Etre des pions sur l'échiquier diplomatique syrien, voilà où en sont réduits les Palestiniens. La politique nationaliste de leurs dirigeants, après les avoir attachés, au nom de la lutte exclusive contre Israël, au char des Etats arabes, Jordanie, Egypte ou Syrie, porte une lourde responsabilité dans l'impasse dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui.

Pierre MIGENNES

ESPAGNE

La légalisation à petit pas des organisations syndicales

Le gouvernement espagnol a adopté le vendredi 22 avril un décret « réglementant le dépôt des statuts des nouvelles associations syndicales », et cela en application de la loi sur les « associations syndicales » récemment approuvée par les Cortès. Ce décret doit entrer en vigueur le 28 avril. A partir de cette date, les organisations syndicales, jusqu'à présent illégales (même si elles étaient tolérées), devront déposer leurs statuts auprès du ministère des Relations syndicales, qui se réserve le droit de les accepter ou pas.

Les quatre principales organisations syndicales concernées sont les Commissions ouvrières (contrôlées par le PCE), l'UGT (socialiste), l'Union Syndicale Ouvrière

(USO, autogestionnaire) et la CNT (anarcho-syndicaliste).

Cette loi, en effet, n'instaure pas un régime de réelle liberté syndicale. Rien ne dit que toutes les organisations seront reconnues. Le gouvernement peut au contraire choisir de faire traîner, pour bien montrer qu'il garde le dernier mot. Enfin, les syndicats franquistes officiels (CNS) restent en place et les cotisations obligatoires seront toujours retenues sur les salaires des travailleurs. Quant aux problèmes posés par la reconversion de l'appareil de la CNS prévue par le gouvernement Suarez, ils ne sont pas résolus ; en particulier celui de la propriété des biens immobiliers confisqués à l'UGT et à la CNT pendant la guerre civile, ainsi que

ceux accumulés depuis, que les organisations syndicales revendiquent.

En annonçant le décret sur la légalisation, le ministre des Relations syndicales De La Mata déclarait : « Nous avons un an devant nous pour adapter la législation espagnole aux conventions internationales. » Cela illustre bien le choix du gouvernement Juan Carlos-Suarez : la libéralisation continue à petits pas, au rythme fixé et voulu par lui. C'est un moyen de bien montrer qu'il reste maître du jeu et qu'il lui est à tout moment possible d'interrompre le processus si, par exemple, les organisations syndicales ne se montrent pas suffisamment coopératives.

Et dans ces conditions, la véritable garantie pour les travailleurs espagnols de leurs droits d'association et d'organisation n'est pas dans la libéralisation contrôlée de Juan Carlos. Elle est dans l'exercice effectif de ces droits. D'ailleurs, si cette libéralisation contrôlée a lieu aujourd'hui, c'est aussi parce que les travailleurs espagnols n'ont pas attendu Juan Carlos. C'est parce que, bien avant la mort de Franco elle-même, ils ont lutté et donné vie, contre les syndicats officiels, aux Commissions ouvrières, à l'UGT, à l'USO, à la CNT et à d'autres organisations qu'ils reconnaissent comme leurs.

Jean VITTEAU.

QUARANTE APRES, LES BASQUES COMMEMORENT OUVERTEMENT GUERNICA

Cette année, pour la première fois depuis la guerre civile, les Basques ont pu commémorer ouvertement le massacre de Guernica.

Il y a quarante ans, le 26 avril 1937, l'aviation allemande, engagée dans la guerre civile aux côtés de Franco, bombardait pendant trois heures Guernica.

Quatre tonnes de bombes déversées par la Légion Condor firent de cette petite ville basque un brasier où périrent 1.600 personnes.

Il n'y avait pourtant aucun objectif ni militaire ni économique à Guernica. Mais c'était l'un des hauts lieux traditionnels du Pays basque espagnol. Et, en le rasant, le camp franquiste donnait un avertissement aux Basques républicains, indiquant clairement le sort qu'il comptait réserver aux grandes villes basques et en particulier à Bilbao, si elles tardaient trop à se rendre.

Au procès de Nuremberg, quelques années plus tard, Goering devait déclarer que Guernica avait

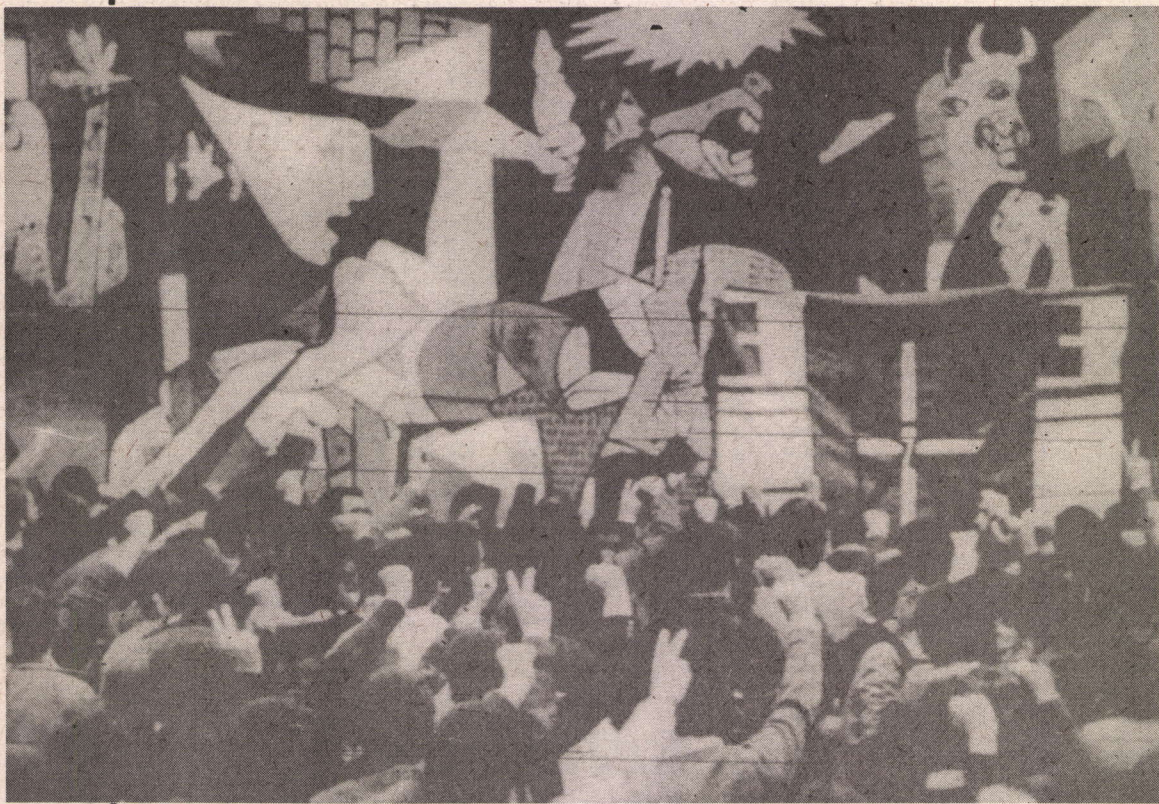
été un banc d'essai pour l'aviation allemande. Quant à Franco, après avoir affirmé pendant des dizaines d'années que ce massacre était l'œuvre des séparatistes basques anti-franquistes, il revint en 1967 sur cette version, mais ce fut pour dire que seule l'armée allemande était responsable.

Mais pour des centaines de milliers de Basques, Guernica resta et est toujours un symbole : celui de la violence utilisée par le régime franquiste, contre le peuple basque bien sûr, mais aussi celui de la lutte contre la dictature et du nationalisme basque.

Aujourd'hui Juan Carlos a annoncé que ses flics n'empêcheraient pas les manifestations de commémoration. C'est un geste de conciliation vis-à-vis des nationalistes basques.

Mais cela ne peut pas faire oublier que ceux qui gouvernent l'Espagne aujourd'hui ont reçu le pouvoir de ceux qui assassinèrent la population de Guernica.

F.R.



Manifestation de nationalistes basques à Guernica devant une copie du célèbre tableau de Picasso. Le tableau original est toujours au musée de New York, le peintre ayant interdit qu'il soit envoyé en Espagne avant que celle-ci connaisse une véritable démocratie.

(UPI)

Italie Le mouvement étudiant dans l'impasse

Après l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi universitaire, le mouvement étudiant italien a connu une nouvelle flambée, sans que pour autant, semble-t-il, les manifestations prennent l'ampleur d'un mouvement de masse, comme en février et en mars dernier. A Bologne et à Rome, plusieurs facultés ont été réoccupées pour dénoncer la réforme, protester contre la présence de la police et réclamer la libération de certains étudiants détenus. Enfin, dans l'après-midi du 21 avril, à Rome, il y a eu de violents affrontements avec la police : un policier est mort, tué d'une balle tirée par un manifestant.

En réaction, le gouvernement italien a annoncé que désormais la police ferait elle aussi usage de ses armes contre des manifestants armés. De plus, pour une durée d'un mois, toute manifestation est interdite.

Pour le gouvernement Andreotti, la mort du policier, de même d'ailleurs que tout le climat de violence qui se développe en Italie autour des enlèvements, des attentats et du banditisme, donne une occasion de tenter de redorer son blason en apparaissant

comme le défenseur de l'ordre, le rempart contre la violence. Le ministre de l'Intérieur y est allé de son couplet démagogique : « Nous ne laisserons pas les fils des paysans du Sud se faire tuer par ceux de la bourgeoisie romaine » C'est oublier le demi-million d'anciens étudiants actuellement sur le pavé en quête d'emploi, bientôt rejoints, à la fin de l'année scolaire, par 200.000 autres. Leurs problèmes sont assez loin de ceux des authentiques « fils de bourgeois romains » !

Le Parti Communiste, lui, proteste contre l'interdiction de toute manifestation, dont il a été la première victime. Mais il calomnie lui aussi le mouvement étudiant, en le disant manipulé par des groupuscules qui menacent « l'ordre républicain », et sa politique de soutien à Andreotti est le principal responsable de l'isolement des étudiants et du désespoir de certains d'entre eux. Comme perspective politique, le PCI offre en tout et pour tout sa participation au pouvoir dans « un gouvernement national, rassemblant toutes les formations démocratiques et fort de la con-

fiance du plus grand nombre » (L'Humanité du 25 avril).

Mais face à cette situation bloquée, à cette absence de perspective politique, la politique choisie par certains membres du mouvement étudiant, en s'engageant tout simplement dans l'affrontement armé avec la police, n'ouvre aucune perspective réelle. Cette violence exprime certes, d'une certaine façon, le désespoir des étudiants durement frappés par le chômage et qui ne voient pas d'issue politique face à la politique de collaboration de classes du principal parti ouvrier. Mais cette politique, défendue par les groupes « d'autonomie ouvrière » en particulier, les coupe en fait de plus en plus de la classe ouvrière dont ils se réclament et de l'ensemble de la population laborieuse. La responsabilité de l'interdiction des manifestations le 1^{er} mai, si elle est maintenue, rejallira certainement en partie sur eux. L'attaque des permanences du PCI, même si les travailleurs avalent mal la politique de ce dernier, n'est pas non plus de nature à gagner leur sympathie.

Les groupes « d'autonomie ou-

vière », malgré leur titre, ne se soucient pas en fait de la façon dont leur action est ressentie et jugée par la population laborieuse. C'est une politique suicidaire, voire pire : le danger existe de voir de tels groupes, sur cette voie, prendre un caractère anti-ouvrier. L'itinéraire qui mène de cette soi-disant violence révolutionnaire à la violence d'extrême-droite, avec l'abandon du critère de classe prolétarien au nom des intérêts de la petite-bourgeoise, a des précédents fâcheusement célèbres en Italie même, avec l'évolution de Mussolini du socialisme au fascisme. Les groupes d'« autonomie ouvrière » sont en train, en tout cas, de tourner le dos aux intérêts du mouvement ouvrier, et par là même aux intérêts réels des étudiants chômeurs dont ils se veulent les défenseurs. Le fait que la politique du PCI, et même de certains groupes d'extrême-gauche porte une part de responsabilité dans cette évolution ne la justifie pas pour autant. Ce n'est pas de rage et de désespoir que la classe ouvrière italienne a besoin, c'est d'une claire politique révolutionnaire.

Solange DUPUY

Ethiopie : les limites de l'anti- impérialisme

Le gouvernement militaire de l'Ethiopie a décidé samedi 23 avril plusieurs mesures visant les Etats-Unis. Quatre missions américaines sont fermées ; les quelque trois cents personnes y travaillant avaient quatre jours pour quitter le pays. En même temps, le gouverne-

ment du lieutenant-colonel Mengistu fermait six consulats occidentaux à Asmara, capitale de l'Erythrée, province du nord en quasi-dissidence, et expulsait les trois derniers correspondants occidentaux de presse à Addis Abéba.

Les militaires ont présenté ces

mesures comme dirigées contre la politique impérialiste des Etats-Unis. Mais elles répondent en fait à de tout autres préoccupations. C'est que le régime est en butte à d'énormes difficultés. A l'intérieur, son autorité est battue en brèche par des groupes d'opposition les plus divers. Il est tenu en échec depuis des années par le mouvement du peuple érythréen pour son indépendance. Bien que divisé en trois organisations concurrentes, ce mouvement marque des points, et le moral même de l'armée éthiopienne est mis à mal. En même temps, l'Ethiopie risque de perdre son seul accès commode à la mer : au moment proche de l'indépendance de Djibouti, il est possible que ce territoire demande son rattachement à la Somalie. Le régime militaire qui remplace celui du Négus depuis trente-sept mois n'est donc assuré de

rien.

Le régime peut espérer retirer deux avantages du geste spectaculaire qu'il vient d'accomplir. D'abord, en jouant sur le nationalisme éthiopien, rallier certains opposants à sa cause. Ensuite, montrer qu'il ne craint pas de faire par là un geste en direction de l'URSS. Plusieurs ouvertures vers celle-ci avaient d'ailleurs déjà été faites depuis que les USA avaient, il y a trois mois, remis en cause l'aide militaire massive qu'ils apportaient à l'Ethiopie.

Ces mesures peuvent-elles prélever à une nouvelle tentative de mobilisation des masses déshéritées du pays, que le régime dresserait contre la rébellion érythréenne pour une nouvelle « marche rouge », ou à d'autres mesures ? On ne peut savoir jusqu'où peut aller le régime militaire sur le terrain du bluff et de la démagogie. Mais ce qui est

sûr, c'est que cet « anti-impérialisme » n'est que verbal. Les hommes qui dirigent l'Ethiopie ont eu de hautes responsabilités sous le règne de Haïlé Sélassié, et donc ont été liés, politiquement sinon humainement, aux Etats-Unis. Et leur ouverture vers l'URSS est trop motivée par des raisons opportunistes pour qu'on puisse y voir une quelconque orientation politique. Il ne s'agit en fait de rien d'autre que d'une tentative de pression sur les Etats-Unis eux-mêmes, comme cela a été le cas pour bien des Etats de pays sous-développés, quand ils ont adopté une politique analogue.

Ces mêmes colonels — ou leurs frères — pourraient demain se tourner à nouveau vers les Etats-Unis dès qu'ils estimeront que cela est possible... et intéressant.

Jean MASSARDIER.

Portugal : 3 ans après, les menaces d'Eanes...

A l'occasion des fêtes du 3^e anniversaire du 25 avril au Portugal, le général Eanes, président de la République, a adressé une véritable mise en garde contre les travailleurs et contre la gauche.

« Nous assistons tous les jours à des conflits sociaux qui doivent être considérés comme étant du sabotage économique » a-t-il déclaré. Aussi faut-il « régler d'urgence le droit de grève, ainsi que le mode d'intervention des travailleurs dans les entreprises ».

A l'adresse du Parti Communiste, il a ajouté : « On ne peut pas être démocrate à l'intérieur de l'Assemblée et entretenir l'agitation à l'extérieur ».

Les manifestants d'extrême-gauche qui avaient choisi de scander des slogans contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale, lors des défilés commémoratifs du 25 avril, se

sont vu qualifier de « marginaux de la politique et de professionnels de l'agitation » et promettre des « mesures d'exception pour assurer la tranquillité ».

Quant au chef du gouvernement, Soares, « il devra prendre les mesures énergiques qui s'imposent, faute de quoi une alternative politique serait inévitable ».

Ainsi, il est bien fini le temps des promesses qui, selon le général Eanes, ont enivré le peuple mais dont le pays est sorti appauvri. L'anniversaire du 25 avril a été célébré au nom du retour à l'ordre, avec une parade de l'armée manifestant dans la tradition et la discipline. Mise au pas, cette armée qui a été l'instrument essentiel du 25 avril sert encore maintenant de symbole du régime. Mais c'est le symbole d'un régime qui a mis fin à toute participation populaire, qui a dressé

des limites à toute contestation. C'est un régime qui se prépare ouvertement à revenir sur les droits démocratiques les plus élémentaires, comme le droit de grève et qui ne collabore encore avec un parti comme le Parti Socialiste que dans la mesure où celui-ci, fort d'une solide base sociale et populaire, est prêt à servir une telle politique et en a les moyens.

Et si le pouvoir mis en place au Portugal commémore encore le 25 avril, si le général Eanes peut affirmer aussi clairement qu'il célèbre dans le 25 avril autre chose que la classe ouvrière, c'est bien parce que celle-ci n'a joué dans le coup d'Etat qu'un rôle de spectateur et que ses intérêts n'étaient nullement représentés par les militaires qui, ce jour-là ont renversé le régime de Caetano.

Dominique LEGER.



Manifestation des gauchistes à propos du 3^e anniversaire du soulèvement du 25 avril 1974. Leur banderole porte : « Soldats toujours aux côtés du peuple ». Mais pour le général Eanes, c'est là un slogan de « marginaux de la politique » et de « professionnels de l'agitation ».

(UPI)

Argentine : 17 journalistes arrêtés ou enlevés par le régime

L'arrestation le 22 avril du directeur britannique du quotidien Buenos Aires Herald porte à dix-sept le nombre des journalistes arrêtés ou enlevés depuis cinq mois en Argentine. M. Roberto Cox serait poursuivi pour avoir relaté dans son journal une conférence de presse des « Montoneros » (mouvement péroniste clandestin qui pratique la guérilla) tenue à Rome.

Les poursuites dont sont victimes les journalistes argentins — dont des hommes qui ne sont nullement marqués à gauche et qui avaient gardé la possibilité d'écrire sous la dictature — sont bien révélatrices du climat qui règne dans ce pays. De fait, par la censure officielle ou par la terreur pratiquée ouvertement envers les journalistes (dont trois ont été assassinés récemment), toute liberté de la presse est supprimée. C'est qu'en fait le régime argentin mène une politique de répression et de terreur systématique en direction de toute la population. Les militants et tous ceux qui ont simplement des sympathies à gauche sont traqués, torturés ou assassinés. La police et l'armée sont aidées dans cette tâche par des organisations d'ex-



Une photo du quadrillage de Buenos Aires prise en janvier 1976. C'était déjà la terreur instituée par l'armée. Depuis, les journalistes n'ont même plus le loisir de prendre de telles photos sans être eux-mêmes les victimes de ces militaires.

(AFP)

trême-droite, comme l'Alliance Anticomuniste Argentine, qui multiplient les coups de main anti-ouvriers.

Et si, du fait de leur profession, l'on peut connaître quelque peu le sort des journalistes argentins, cela ne lève qu'un voile sur les méfaits de la dictature et sur ses milliers de victimes plus obscures.

L.G.

Mobutu l'humaniste

Le président zairois, dont l'armée française cherche à rétablir de la façon qu'on sait le pouvoir branlant, est un grand humaniste. On peut en juger d'après cette déclaration, citée par Le Monde, à propos des méthodes militaires à utiliser contre les « rebelles » katangais :

« Avec les flèches empoisonnées, nous sommes sûrs d'anéantir l'ennemi, tandis qu'avec les balles, il y a toujours des

survivants. En état de guerre, lorsqu'il y a des blessés, la Croix Rouge intervient, il faut les soigner dans nos propres hôpitaux, les nourrir à nos frais... » a-t-il déclaré tout simplement.

Voilà l'homme que l'armée de Giscard est allée secourir. En somme, qui se ressemble s'assemble. Les as de la « gégène » et de la corvée de bois, en Algérie, ne doivent pas être dépayés.

A.F.

Tchécoslovaquie : le socialisme à la Husak

Un tribunal de Prague vient de confirmer la validité du jugement de licenciement qui a frappé l'un des signataires de la Charte 77.

Celui-ci, Zdenek Mlynar, est un ancien membre du présidium du PC à l'époque du Printemps de Prague. Il a été licencié du Musée National à la mi-janvier. Il avait par ailleurs, en compagnie d'autres signataires de la Charte, rejeté l'offre des autorités d'émigrer volontairement. Depuis, il n'a pu retrouver un emploi, même manuel, et aujourd'hui il est contraint d'émigrer pour cela.

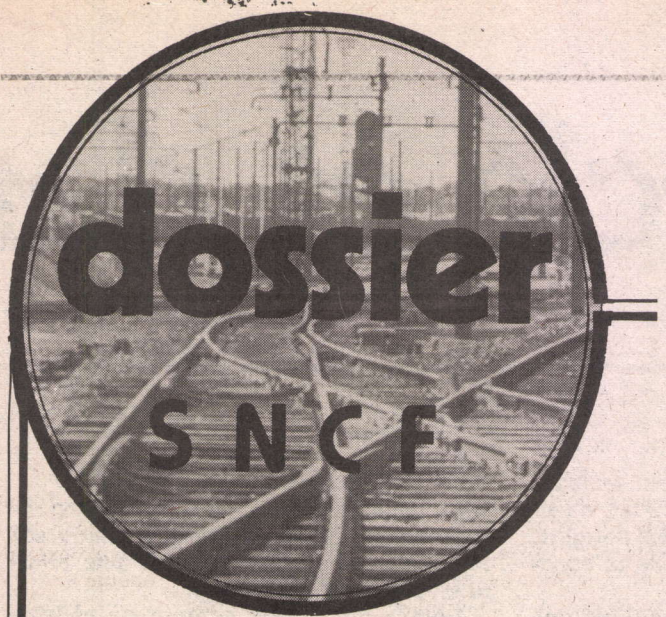
Mais le fait le plus patent

est l'attitude du tribunal, qui a rejeté sa requête en appel en déclarant que l'adhésion aux principes de la Charte 77 constituait « une activité contre le peuple et contre l'Etat ».

Une vingtaine d'autres signataires sont dans le même cas que Mlynar et ont aussi fait appel. Mais tout laisse à croire que le jugement de Mlynar fera jurisprudence.

Voilà bien le socialisme à la Husak ! Et c'est bien les bureaucrates eux-mêmes qui l'affirment : réclamer plus de liberté, c'est mettre en péril leur Etat !

A.J.



une société nationale au service des trusts plutôt qu'un service public

En 1976, le déficit de la SNCF était de 1,3 milliard de nouveaux francs. En 1977, le déficit prévisible sera de l'ordre de 3 milliards et demi de francs.

LA CRISE DE LA SNCF

Pourtant, il y a quelques années, le gouvernement avait prétendu réformer la SNCF et en finir avec le déficit. Mais la soi-disant réforme a fait long feu. Le contrat de programme de 1969, qui visait à organiser l'équilibre budgétaire, n'a même pas été renouvelé. Bien sûr, la crise économique et la baisse du trafic marchandises qui en résulte, depuis 1975, expliquent en partie la catastrophe financière actuelle. Mais la crise économique n'est pas la seule raison. Le marasme de la SNCF dure en effet depuis de longues années. La crise ne fait qu'accentuer un phénomène qui existait déjà.

Comment se fait-il qu'un moyen de transport dont l'infrastructure a été achevée il y a un demi-siècle, et dont la construction est depuis longtemps amortie, ne soit aujourd'hui soi-disant pas

rentable ?

Comment se fait-il que la part du rail recule constamment au fil des années par rapport au transport routier, y compris pour des marchandises lourdes et sur de longues distances, là où précisément le chemin de fer semble disposer d'avantages évidents ?

Comment se fait-il qu'en dépit d'une diminution de moitié du personnel cheminot en quarante ans et d'une multiplication par cinq de la productivité dans ce même laps de temps, la SNCF ne parvienne toujours pas à équilibrer son budget et continue à envisager la compression des effectifs comme moyen de rentabiliser la Société nationale ?

Serait-ce que les chemins de fer sont devenus aujourd'hui un moyen de transport périmé et dépassé par l'automobile, le camion ou l'a-

vion ?

Personne n'affirme cela. Au contraire, le chemin de fer reste le mode de transport de masse le plus économique, le moins polluant, le plus sûr.

La part qu'ont conquise les autres moyens de transport est anormalement élevée. Elle s'explique par la politique du gouvernement et de la direction de la SNCF, qui se fait au détriment des chemins de fer. Les transports routiers, par camions, cars ou voitures particulières, ne payent pas au même degré que la SNCF les frais d'infrastructure (construction et entretien des routes). Sans parler du coût social des accidents... Dans un cas, c'est le gouvernement qui en prend l'essentiel en charge. Dans l'autre, c'est la SNCF. La prétendue libre concurrence de la route et du rail n'a rien de libre.

UNE POLITIQUE EN FAVEUR DU CAPITALISME...

L'autre grande raison de la crise de la SNCF, c'est la politique menée en faveur des trusts.

Si l'on en croit son nom, la Société nationale des chemins de fer français est une émanation de la nation, et on pourrait s'attendre en conséquence à ce qu'elle défende le patrimoine collectif face à la concurrence et aux appétits des trusts. En fait, c'est exactement l'inverse qui se produit. Et c'est bien normal que dans un régime capitaliste, avec un Etat bourgeois, la SNCF —

comme les autres entreprises nationalisées — serve d'avantage les intérêts du capitalisme que ceux du public.

La SNCF a mille liens avec le capitalisme privé. D'une part, il y a des capitaux privés dans la SNCF, ainsi que dans les nombreuses filiales que la SNCF a créées. Et ces capitaux rapportent des bénéfices, quand bien même la SNCF fait des pertes.

D'autre part, la Société nationale consent des tarifs de faveur au moyen des bas prix de transport des marchandises. Depuis quelques

années, certains contrats commerciaux sont devenus secrets. Le public ne peut même plus connaître les conditions de certains marchés passés entre des trusts et une société dite nationale.

La plus grosse partie du trafic marchandises se fait sur des wagons privés, pour lesquels la SNCF paye une redevance. Dans les achats de matériels aux trusts de l'industrie ferroviaire, la SNCF se montre une cliente à la fois généreuse et peu exigeante.

...ET AU DÉTRIMENT DES USAGERS ET DU PERSONNEL

Bref, dans ces conditions, la SNCF peut moins que jamais faire face à ses charges de service public — charges qui n'existent d'ailleurs pas pour la route ou l'avion. Alors, la SNCF liquide petit à petit le service public lorsque ce service n'est pas rentable. Les lignes secon-

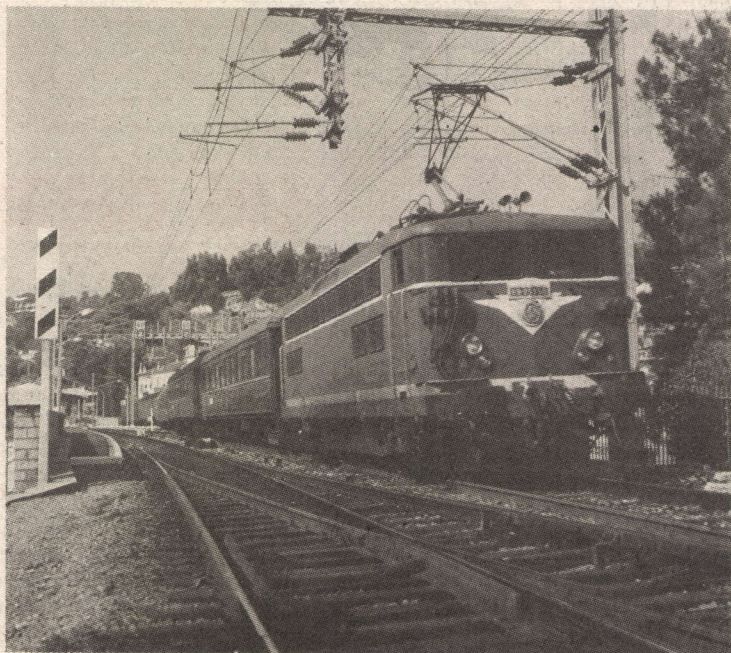
dares sont fermées, l'entretien du matériel se fait moins bien, les retards augmentent, la surcharge du réseau est de plus en plus forte.

Et cela se fait également au détriment du personnel : les salaires sont bas, les effectifs se réduisent sans cesse, les conditions de tra-

vail ne s'améliorent pas et les risques ne diminuent pas chez les cheminots.

Fourcade a même osé parler récemment d'une remise en cause des avantages de retraite dont bénéficie le personnel. A l'époque du million et demi de chômeurs, il envisagerait de reculer l'âge de la retraite chez les cheminots !

On ne peut à la fois servir les trusts, le public et le personnel. Depuis toujours, les dirigeants de la SNCF et de l'Etat ont choisi les trusts.

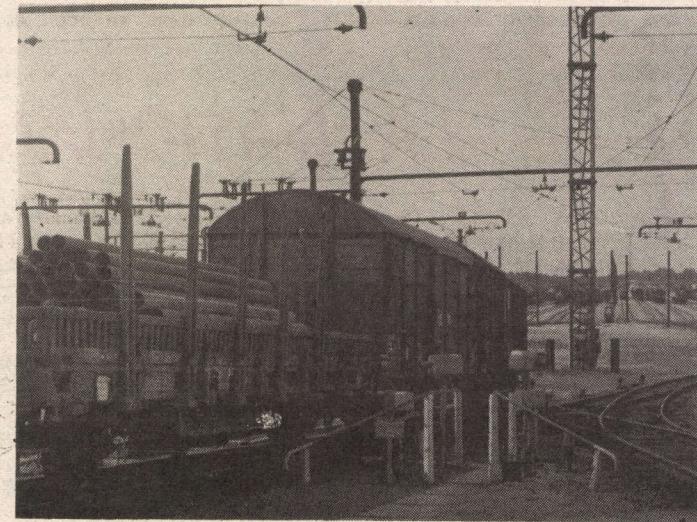


La SNCF en chiffres

La SNCF est une des plus grandes entreprises (secteur public et privé confondus) de France, mais pas la première. Elle l'était encore en 1969, mais en 1974 son chiffre d'affaires la plaçait au sixième rang.

Avec 274.000 cheminots en 1976, elle se situe juste derrière les PTT quant aux effectifs (l'équivalent de la popu-

Quant au transport voyageurs, la SNCF utilisait, en 1974, 13.400 voitures qui lui permirent de transporter 640 millions de voyageurs dont 410 millions rien que pour la banlieue parisienne (petits trajets, il est vrai) où les migrations quotidiennes sont très fortes. La gare Saint-Lazare voit à elle seule passer chaque jour 365.000 voya-



lation d'une ville comme Nantes).

Son budget recette pour 1977 devrait atteindre 23.671 millions de francs et son budget dépense 28.196 millions de francs, ce qui signifierait un déficit prévisible de 4.525 millions. La récente augmentation de 6,5 % des tarifs réduira ce déficit à 3.700 millions environ.

La SNCF est avant tout un transporteur de marchandises, qui représentent environ les deux tiers du trafic. Elle a expédié en 1974, 266 millions de tonnes de marchandises en utilisant 294.000 wagons. Le tonnage kilométrique (nombre de tonnes multiplié par le nombre de kilomètres parcourus) pour 1974 était de 77 milliards de t/km.

Le nombre de voyageurs/kilomètre, en 1974, était de 47 milliards de v/km.

La longueur globale du réseau était de 34.787 km pour l'année 1976 (presque le tour de la Terre), mais il était de 52.000 km en 1932.

Les deux tiers du réseau sont ouverts au service voyageurs et marchandises, le tiers restant n'étant utilisé que par les marchandises.

En 1975, 9.360 km de lignes étaient électrifiées (sur le reste des lignes, les locomotives fonctionnent au diesel), ce qui ne représente que 27 % du réseau mais assure 76 % du trafic.

Chaque jour, 1.310.000 km sont parcourus, soit deux aller-retour Terre-Lune.

UNITES DE MESURE DU TRAFIC

1 voyageur × 1 kilomètre = 1 voyageur-kilomètre (VK)

1 tonne × 1 kilomètre = 1 tonne-kilomètre (TK)

Notre prochain dossier :

— A L'OMBRE DU GRAND CAPITAL :
LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.



un siècle et dem.

Les chemins de fer ont toujours coûté de l'argent à l'Etat, c'est-à-dire aux contribuables. Dès l'origine, il a participé au financement de la construction des chemins de fer.

Les réseaux une fois constitués, les compagnies exploitantes ont dû faire appel aux subventions de l'Etat pour

faire face à leur déficit chronique.

La nationalisation de 1937 est apparue comme la possibilité de rembourser les capitalistes engagés dans une affaire décidément déficitaire.

Depuis lors, l'Etat a tenté de réduire les pertes, voire d'équilibrer le budget, sans y parvenir jamais sur une période

un pe

En de l'a tables me, l' le bu actuel sur le

Les chemins de fer avant la SNCF

En France, la première voie ferrée de 21 kilomètres de long, à traction animale, fut ouverte, il y a 150 ans, en mai 1827. C'était la ligne Sainte-Etienne - Andrézieux, concédée par l'Etat à une compagnie privée pour la desserte de houillères dans la Loire.

Dix ans après, en 1837, c'était Paris - Saint-Germain, la première ligne voyageurs fonctionnant entièrement à la vapeur. Puis, à une vitesse prodigieuse, les chemins de fer se sont développés. En 1839, c'était Paris - Versailles. En 1843, Paris - Rouen et Paris - Orléans. Il y avait 590 kilomètres de lignes en 1842, 3.550 en 1851, 17.400 en 1870 et 36.800 en 1900.

Les chemins de fer ont joué un rôle capital dans la révolution industrielle. Ils ont permis le transport en masse des matières premières, notamment le charbon et le fer. Ils ont favorisé la conquête du marché par les produits industriels. Ils ont constitué eux-mêmes un des très gros clients de l'industrie naissante, en particulier pour la sidérurgie. Enfin, en favorisant l'exode rural, ils ont puissamment contribué à la

transformation d'une partie de la paysannerie pauvre en prolétariat.

Dès les premières lignes, ce fut l'Etat qui en donnait les concessions, pour 99 ans, à des compagnies privées. Une loi de 1842 répartissait les rôles de chacun. L'Etat prenait à sa charge un tiers des frais d'acquisition des terrains (et deux tiers pour les localités intéressées) et du gros de l'infrastructure et des ouvrages d'art. Seules revenaient aux compagnies les superstructures et l'acquisition du matériel roulant.

Les concessionnaires s'appelaient, entre autres, Pereire, Rothschild, Fould, c'est-à-dire les plus grands banquiers de l'époque.

En plus de ces avantages, l'Etat accorda diverses subventions, des prêts à faible taux d'intérêt, etc.

Sous le règne de Napoléon III, en 1859, de nombreuses compagnies fusionnèrent pour donner les six grandes compagnies qui se partagèrent le réseau : PO (Paris-Orléans), Est, Ouest, Midi, Nord et PLM.

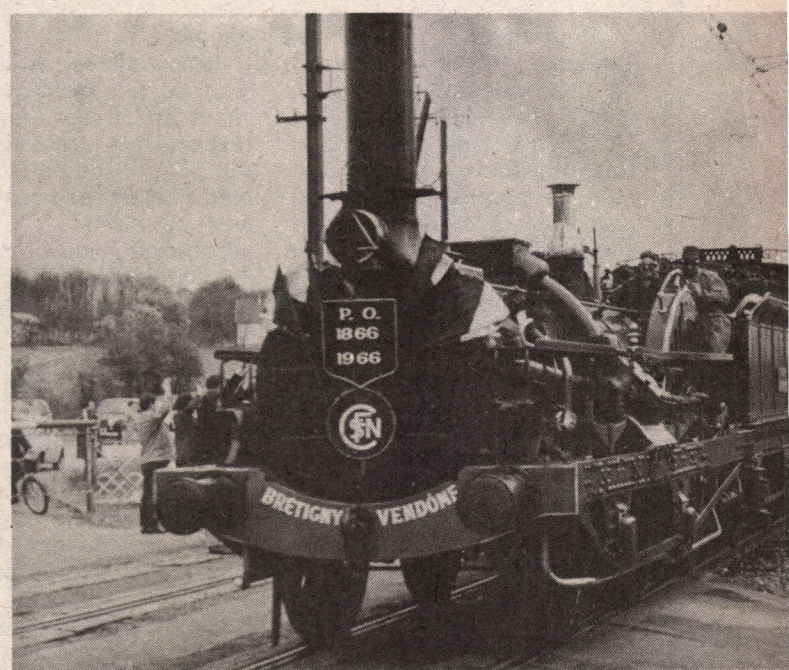
Cependant, en dépit de toutes

ces aides, certaines compagnies ne parvenaient pas à équilibrer leur budget. Et, dès 1875, l'Etat a commencé de racheter, dans l'Ouest de la France, des lignes d'intérêt régional dont les concessionnaires ne pouvaient plus assurer l'exploitation, inaugurant ainsi, bien avant le Front Populaire, sa future politique de nationalisation. C'est ainsi que l'Etat se trouvait dès cette époque à la tête de 2.615 km de lignes.

Et, jusqu'à la création de la SNCF, petit à petit, l'Etat s'est rendu acquéreur d'une partie du réseau qui revenait trop cher aux compagnies (en 1909, absorption du réseau de l'Ouest).

En 1921, l'Etat prit à sa charge les dépenses occasionnées par la guerre et les destructions, et créa parallèlement un Comité de direction pour coordonner l'ensemble du trafic. A cette époque, la longueur du réseau atteignait son maximum avec plus de 50.000 kilomètres de lignes.

A partir des années 1929, avec la crise économique mondiale, l'Etat fut obligé d'intervenir de nouveau pour subventionner les compagnies. Celles-ci pouvaient



La célébration d'un centenaire. Les locomotives passent, l'a

emprunter, et l'Etat remboursait les intérêts. Mais, fin 1936, le total des avances directes et indirectes de l'Etat dépassaient les 30 milliards de l'époque. En dépit de toutes les injections finan-

cières, les compagnies ne parvenaient pas à éponger le déficit. L'Etat décida alors de prendre ce déficit en charge officiellement une bonne fois pour toutes en nationalisant les chemins de

LA NATIONALISATION

C'est le gouvernement de Front Populaire qui prépara la nationalisation de la majeure partie des réseaux de chemins de fer qui appartenaient encore aux compagnies privées. Et c'est le gouvernement Chautemps, après la chute du Front Populaire, qui prononça la mesure en août 1937.

Cette opération fut menée de façon aussi modérée qu'il était possible. La nouvelle Société nationale était en effet une société d'économie mixte, dans laquelle l'Etat était majoritaire avec 51 % des actions (consistant dans l'apport de son réseau propre). Les compagnies apportaient 49 % des capitaux.

Cette structure de société mixte est demeurée identique jusqu'à nos jours. Le rachat des actions appartenant aux compagnies s'échelonna jusqu'au 31 décembre 1982 (dans moins de six ans !), da-

te à laquelle la société appartiendra entièrement à l'Etat.

En attendant, les compagnies continuent de toucher sur les actions qu'elles possèdent un intérêt fixe de 6 %, quelles que soient les pertes ou les bénéfices de la SNCF.

Ainsi, grâce à l'Etat, les compagnies ont pu dégager progressivement leurs capitaux pour se livrer à des acti-

vités plus lucratives. Par ailleurs, elles ont conservé la propriété de leur domaine privé autre que le réseau ferré et elles ont pu éventuellement le louer ou le vendre à la SNCF.

Bien entendu, étant actionnaires, les compagnies étaient et sont toujours représentées au Conseil d'administration de la SNCF.

La SNCF continue de payer

Pour l'année 1977, la SNCF devra rembourser : 12 800 actions à la Compagnie du Nord, soit 64 000 F ; 11 400 actions soit 57 000 F, à la Compagnie de l'Est ; 10 400 actions, soit 52 000 F, à la Compagnie Paris-Orléans ; 23 800 actions, soit 119 000 F, à la Compagnie PLM ; enfin 5 100 actions à la Compagnie du Midi, soit 25 500 F. Au total donc, au cours de l'année 1977, la SNCF remboursera aux anciennes compagnies pour 288 500 F d'actions. Et pour la même année, à raison de 6 % d'intérêt pour les actions qui leur restent, elle leur versera 27 762 F.

La SNCF depuis la nationalisation

Dans la période qui suivit la constitution de la SNCF, la prise en charge par l'Etat a favorisé la rationalisation et la modernisation des chemins de fer. Mais elle n'a pas supprimé le déficit, loin de là...

Tout d'abord, deux ans après la nationalisation éclatait la Seconde Guerre mondiale. Il est significatif que le régime de Vichy ne revint pas sur la nationalisation que venait d'accomplir le Front Populaire.

La guerre de 1939-45 a provoqué des dommages considéra-

bles : des milliers de locomotives, de ponts, des centaines de milliers de wagons étaient détruits, ainsi que près de 5 000 kilomètres de voies et des centaines de gares. Au total, les destructions représentaient environ 20 % de la valeur du réseau. Ainsi, fin 1944, seuls quelques tronçons de lignes isolées étaient exploitables (en tout 18 000 kilomètres).

Les travaux de reconstruction d'après-guerre ont été financés par l'Etat et menés tambour battant. La remise en service du

Le contrat de programme de 1969-70

En 1969, face à un déficit croissant des entreprises publiques, le gouvernement mit sur pied des « contrats de programme » visant à redresser leur situation financière, et concernant particulièrement la SNCF.

Les grands principes de cette réforme étaient : autonomie de la SNCF de façon à en faire une « entreprise commerciale comme les autres » ; vérité des prix et rentabilisation. L'objectif étant

d'arriver à équilibrer le budget SNCF en 1974. Et les moyens étaient de rationaliser systématiquement l'exploitation, d'accélérer la diminution des effectifs de fermer 10.000 kilomètres de lignes secondaires.

Les subventions de l'Etat qui chaque année comblaient le déficit étaient supprimées, en principe, sauf pour une période transitoire.

Par contre le gouvernement,

s'il n'était pas d'accord avec une mesure de rentabilisation proposée par la SNCF (augmentation de tarifs par exemple), devait prendre en charge le déficit occasionné par la non-application de cette mesure. Cela ne changeait pas grand-chose par rapport au système antérieur.

Quels ont été les résultats de cette réforme ? Le nombre des cheminots est passé de 300 000 en 1971 à 274 000 maintenant.

7 280 kilomètres de lignes ont été supprimés. On a rogné sur tout, sur les petites gares, sur le nettoyage, même sur les WC publics !

Le budget a été presque équilibré en 1973 et 1974 (si l'on ne tient pas compte des milliards de subventions ordinaires de l'Etat). Mais ensuite, loin de s'améliorer, la situation financière de la SNCF s'est dégradée, avec

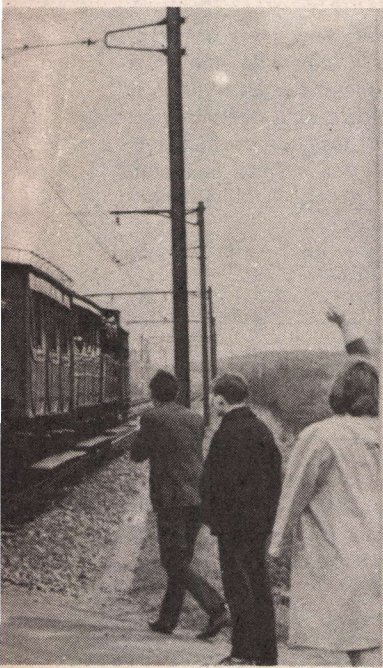
le développement de la crise et la diminution du trafic marchandises (moins 17 % en 1975). D'où 1,3 milliards de déficit en 1976 et 3,5 milliards prévus pour 1977.

Le contrat de programme de 1969 a expiré en 1973. Il a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1975, mais il n'a pas été reconduit depuis.

Sur le plan budgétaire, c'est en fin de compte un échec.

Li d'aide de l'état

longue.
lépité de la réduction des effectifs,
andon des lignes les moins ren-
de diverses tentatives de réfor-
tat n'est pas parvenu à équilibrer
get de la SNCF et, avec la crise
e, il semble moins que jamais
point d'y arriver.



de de l'Etat demeure.
fer.
Comme l'écrit aujourd'hui l'un
des directeurs de la SNCF : « La
nationalisation n'était plus guère
que la constatation d'une évolu-
tion de fait ».

réseau ferré était l'un des objec-
tifs prioritaires de la reconstruc-
tion économique. Et dès 1946,
30 000 kilomètres étaient à nou-
veau disponibles et le trafic était
supérieur à celui de 1938. Cette
réparation des dommages de la
guerre a été l'occasion d'une
modernisation du réseau et du
matériel roulant.

Depuis lors, au fil des plans
mis au point par l'Etat, le réseau
a poursuivi sa modernisation, es-
sentiellement par l'électrification
des lignes à plus gros trafic.

Cependant, au-delà de la pé-
riode de reconstruction, le défi-
cit a persisté et l'Etat a été obli-
gé d'accorder à la SNCF une
subvention dite « d'équilibre »,
afin d'équilibrer le budget.

En dépit d'une politique de
rentabilisation (fermeture de mil-
liers de kilomètres de lignes se-
condaires) et de diminution des
effectifs, le déficit prenait des
proportions considérables à la
fin de la décennie 1960-70, un
milliard et demi par exemple en
1967.

C'est alors que l'Etat entreprit
de réformer ses relations avec la
Société nationale.

Les subventions actuelles de l'Etat

En dehors de la prise en char-
ge du déficit proprement dit, la
SNCF reçoit de l'Etat des sub-
ventions considérables et variées.

Pour égaliser la concurrence
avec la route, elle touche une
contribution aux dépenses d'in-
frastructure (1,35 milliard en
1973), qui est d'ailleurs fort loin
d'égaliser cette concurrence.
L'Etat contribue aux frais de gar-

de des passages à niveau qui
coupent des routes nationales
(321 millions). Il prend en charge
le déficit du régime des retrai-
tes (2,890 milliards).

Par ailleurs, l'Etat impose à la
SNCF des « obligations de ser-
vice public », c'est-à-dire qu'il
empêche la SNCF de faire payer
le plein tarif (militaires, par exem-
ple), d'augmenter certains tarifs
(banlieue parisienne) de sup-

primer certains services omni-
bus. S'il ne tenait qu'à elle, la
SNCF aurait sans doute davan-
tage « rentabilisé » les chemins
de fer au détriment du service
public. Mais tout ceci mérite com-
pensation, sous forme de subven-
tions de l'Etat.

L'ensemble de ces aides re-
présente des sommes importan-
tes : six milliards et demi en

1973 et dix milliards et demi en
1976.

Et en dehors de cela, il y a le
déficit proprement dit. Il était
très faible, quasi nul en 1973 et
1974. Depuis 1975 il augmente,
dépasse le milliard en 1976 et
atteindra les trois milliards et de-
mi cette année... à moins que le
gouvernement n'impose une ré-
duction draconienne des inves-
tisements.

Le déficit et la retraite des cheminots

Depuis 1909 environ — bien
avant la nationalisation — les
cheminots bénéficient d'un ré-
gime de retraite avantageux : les
cheminots peuvent partir à 55
ans et même 50 ans pour les
agents de conduite. Cela entraî-
ne évidemment une certaine sur-
charge financière pour les cais-
ses de retraite.

Mais la diminution rapide de
près de la moitié du personnel
en quarante ans a entraîné un
déséquilibre entre le nombre des
retraités et celui des cheminots

en service. Il y avait 423 000 pen-
sions de retraite en 1973 pour
283 000 actifs.

Dans ces conditions, il va de
soi que les cotisations des ac-
tifs ne suffisent pas à payer les
pensions. L'Etat doit équilibrer le
budget retraite. C'est la rançon
de la suppression des effectifs.
Il lui en a coûté 2,890 millions
pour l'année 1973...

Récemment Fourcade a envi-
sagé de prolonger l'âge du dé-
part à la retraite des cheminots.
Déjà en 1953, Laniel avait voulu

s'en prendre au statut de la Fon-
ction publique et notamment à la
retraite des fonctionnaires et des
cheminots. Une grève générale

lui avait répondu. Laniel s'en est
allé. Le régime de retraite est
demeuré intact. Fourcade ferait
sans doute bien d'y réfléchir.

Donner d'une main et reprendre de l'autre

On l'ignore parfois, mais la SNCF, comme n'importe quelle entre-
prise, doit payer ses impôts. Et pour un montant qui n'est pas
négligeable : deux milliards quatre cents millions en 1974 !
Bien davantage, jusqu'à présent, que ce qu'on appelle le « dé-
ficit » de la SNCF.

La concurrence rail-route

Si pour la SNCF le trafic est
connu avec une relative préci-
sion, les chiffres du transport
routier sont des évaluations.
Comment savoir exactement
combien de passagers sont
transportés en voitures indivi-
duelles ? De plus, dans le
camionnage, il existe des sur-
charges non déclarées.

Il apparaît cependant que
la route joue aujourd'hui un
rôle dominant. Et l'évolution
de ces dernières années va
dans ce sens : de 1963 à 1973
le trafic voyageurs de la SNCF
a progressé de 20 % contre
100 % pour la route. En 1969
encore, le rail transportait plus
de marchandises que la route ;
c'est l'inverse maintenant.
Ce n'est qu'au-delà des par-
cours de 300 kilomètres que
le rail l'emporte sur la route.
Mais, même sur longues dis-
tances, le trafic routier de-
meure très important.

Pourquoi cette relative dé-
saffection du rail ?
L'automobile, le camion
sont des moyens nouveaux
par rapport au chemin de fer.
Ils sont plus commodes pour

les petites distances. Ils vont
partout et pour les marchan-
dises évitent des transborde-
ments route-rail-route irra-
tionnels sur faibles parcours.
Il était normal que l'auto et
le camion se taillent une pla-
ce importante dans le trafic.
Mais cette place est devenue
disproportionnée.

Depuis quelques décennies,
la route a bénéficié d'infini-
ment plus de progrès techni-
ques et d'investissements que
le rail (performances, tonnage
accrus des véhicules, fantasti-
que développement du réseau
routier).

A cela viennent s'ajouter
d'autres raisons.

L'automobiliste, le routier
ne payent sous forme d'impôts
ou de taxes qu'une partie des
frais d'infrastructure (cons-
truction et entretien des rou-
tes, signalisation, police).
C'est l'Etat, c'est-à-dire la co-
llectivité, qui prend en charge
le gros des dépenses. En re-
vanche, la SNCF paye elle-
même l'entretien et l'améliora-
tion de l'infrastructure ferro-

DEUX EXEMPLES

Pour vérifier la compétitivi-
té du rail et de la route, nous
avons téléphoné à différents
transporteurs et à la SNCF
pour déplacer un groupe élec-
trogène (imaginaire) du Puy
jusqu'à Mériel (lieu de la fé-
te de Lutte Ouvrière).

La SNCF a répondu que sur
cette distance, le prix était de
251,10 F la tonne, mais qu'il
fallait payer un minimum de
cinq tonnes, soit 1.255,05 F.
Pour l'amener à la gare, la
SNCF nous a conseillé de
nous adresser à un transpor-
teur privé.

Le SERNAM (filiale messa-
geries de la SNCF) demandait
510 F pour transporter le grou-
pe électrogène jusqu'à la gare
du Puy (10 km) mais propo-
sait 949 F pour la totalité du
transport... par la route.

Chez Calberson, transpor-
teur routier privé, le prix était
du même ordre qu'au SER-
NAM.

Autre exemple tout aussi
imaginaire : 20 tonnes de bois

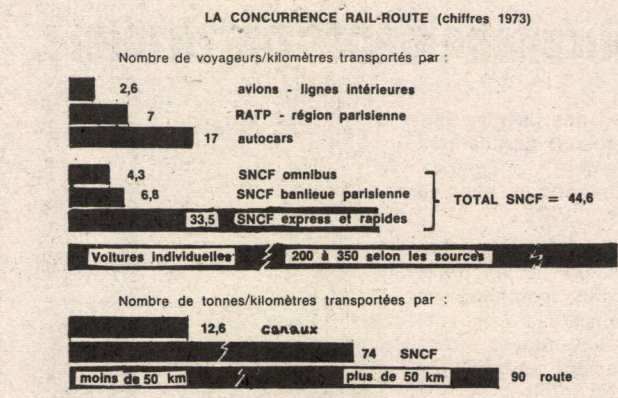
à expédier de Paris à Nan-
tes.

La SNCF demande 67,30 F
la tonne de gare à gare, et
les transporteurs routiers
consultés avaient des tarifs
allant de 67,20 F (comme la
SNCF) à 165,3 F la tonne. Le
moins cher a toutefois précisé
qu'il nous compterait 22 ton-
nes au lieu de 20, pour com-
pléter un camion déjà chargé.

Quant au SERNAM, il ne
prend pas de chargements
aussi lourds.

Conclusion : dans tous les
cas, la SNCF fait les meilleurs
tarifs... mais parfois théori-
ques, et seulement de gare à
gare. Elle n'est pas équipée
de service annexe de camion-
nage, d'engins de levage,
pour drainer ce trafic — pour-
tant de longue distance —
vers le rail.

En fait, ce « petit » trafic
n'intéresse guère la SNCF qui
cherche plutôt à le dissuader,
pour se consacrer aux trains
et wagons complets.



vière (excepté une subven-
tion très insuffisante de l'Etat).
C'est la collectivité qui paye
l'insécurité routière (16.500
morts et 370.000 blessés en
1972), hors de commune me-
sure avec celle des chemins
de fer.

Ajoutons que le transport
routier est resté artisanal.
Bien des petits patrons « ar-
rachent » des marchés grâce
à la surcharge des véhicules,
aux dépassements d'horaires.
Même des grosses entrepri-
ses de transport en font au-
tant.

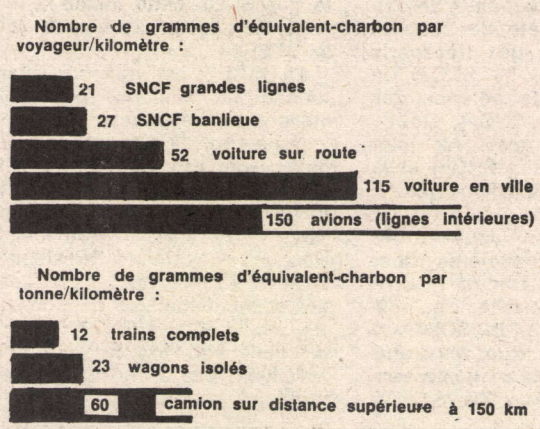
A cela viennent s'ajouter
des raisons qui tiennent à la
SNCF elle-même et à sa poli-
tique en faveur de la grande
industrie.

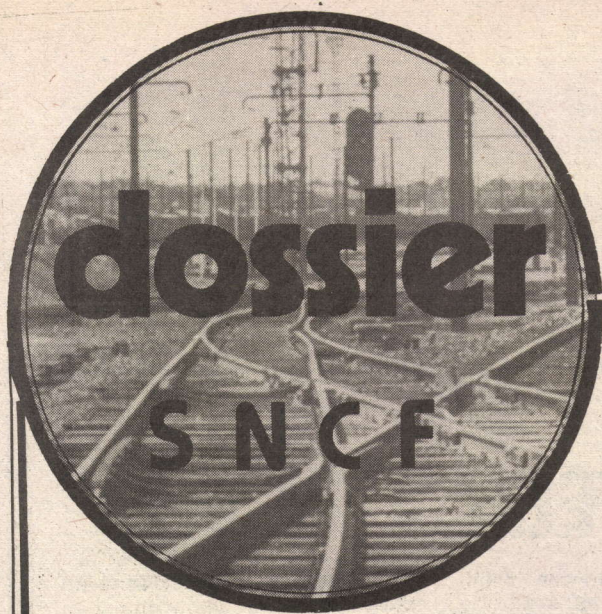
Elle se désintéresse dans
une large mesure des petits
tonnages (elle a cependant
créé récemment le SERNAM
qui s'occupe des colis et mar-
che relativement bien). Elle
ne s'occupe vraiment que du
trafic par train complet (plus
de la moitié du total marchan-
dises) et par wagons com-
plets. Et alors que les trains
complets ont priorité, les wa-
gons isolés peuvent station-
ner des jours sur une voie.

La SNCF abandonne ce qui
est le moins rentable : servi-
ce omnibus, petites gares, li-
gnes secondaires. Il n'est pas
étonnant que même sur lon-
gues distances et pour de
gros tonnages, la route la con-
currence sévèrement.

Le rail économise l'énergie

L'énergie est un élément fondamental du coût du transport,
bien que pas le seul.
En ramenant toutes les formes d'énergie (électrique, gas-
oil ou essence) à l'équivalent-charbon, on obtient les compa-
raisons suivantes :





la sncf et les trusts

Le déficit et les tarifs

En 1973 un directeur général de la SNCF admettait que les tarifs des transports — pas seulement par rail — connaissent une « insuffisance de l'ordre de 10 % de leurs dépenses ». Les syndicats affirment en particulier que le transport marchandises de la SNCF est vendu au-dessous du prix de revient.

Cependant la SNCF fait apparaître dans ses bilans (exemple de l'année 1974) un bénéfice pour les trains rapides et express (1,5 milliard) et pour les trains et wagons complets de marchandises (1,7 milliard).

Le trafic des colis et détail est juste équilibré et les omnibus sont en déficit (250 millions), ainsi que la banlieue parisienne (120 millions).

Mais par ailleurs, la SNCF annonce un déficit des dépenses communes à tous ces trafics, de... trois milliards.

Dans ces conditions, il est bien difficile d'apprécier quel

secteur est réellement déficitaire ou pas.

On remarquera que les trains et wagons complets — l'enfant chéri de la SNCF — ont par définition un taux de remplissage et un rendement élevé. Ils fonctionnent un peu comme les charters des compagnies aériennes, qui sont plus rentables que les vols réguliers.

De plus, les trains complets bénéficient au premier chef de l'infrastructure des grands axes, des priorités et des sollicitudes de la SNCF. On ignore ce qu'ils rapportent — ou ce qu'ils coûtent — à la SNCF, mais on ignore surtout ce qu'ils rapportent aux trusts utilisateurs.

Il est particulièrement significatif d'examiner l'évolution des divers trafics depuis quelques années.

MARCHANDISES

Le coût des wagons et trains complets a sensiblement moins augmenté que les tarifs détail et leur rapport s'est inversé :

	1949	1972
détail	0,22	1,31
wagons et trains complets	0,41	0,82

Les pétroliers sont particulièrement favorisés : leur prix de transport par rail n'a pratiquement pas bougé depuis 1949 :

	1949	1973
(anciens francs)(anciens francs)	5,33	5,73

A cette tarification favorable aux plus gros clients s'ajoute la pratique des ristournes. Celles-ci représentaient 1 milliard de francs en 1969. C'est le dernier chiffre connu. Depuis, la

nouvelle convention Etat-SNCF autorise le secret sur certains accords tarifaires.

VOYAGEURS

Les tarifs voyageurs ont augmenté bien plus vite que ceux des marchandises. Et là encore, les disparités sont révélatrices : ce sont les tarifs banlieue, qui sont des trajets obligatoires pour l'usager, qui augmentent le plus.

Evolution des tarifs. Indice 100 en 1949 :

	1949	1972
TK moyen	100	200
VK moyen 2 ^e classe	100	423
VK moyen banlieue	100	566

Sans doute l'homme d'affaires qui voyage en train paiera-t-il comme tout un chacun le prix fort. Mais que lui importe

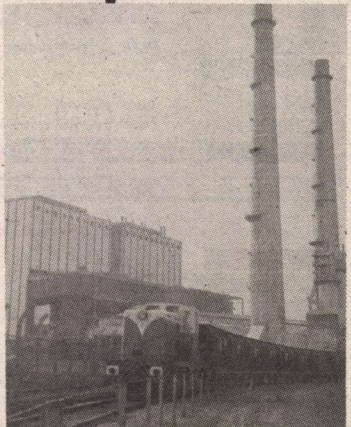
quelques francs supplémentaires, si par ailleurs la SNCF lui fait gagner des millions sur le trafic marchandise ?

Les embranchements particuliers

C'est le nom des liaisons ferroviaires qui relient directement un établissement industriel, commercial ou agricole avec le réseau général SNCF.

Il existe 11.000 embranchements particuliers et, en 1974, la part du trafic marchandises intérieur (transit international exclu) ayant emprunté au moins un embranchement particulier a atteint 95 % du total.

C'est dire l'importance fondamentale de ces embranchements et la part énorme que constitue le trafic des grosses entreprises ainsi embranchées.



Un embranchement particulier.

Les filiales SNCF

En 1972 la SNCF avait des participations financières dans 62 sociétés (de transport, d'électricité, immobilières, de tourisme) qui sont des filiales ou des sous-filiales.

La première par son capital propre est la SICF, Société immobilière des chemins de fer français (à 99,99 % de capitaux SNCF), qui gère une partie des logements de l'entreprise (La SNCF est un des plus grands propriétaires immobiliers de France, avec 120 000 logements en 1974).

Puis les principales sont la STEF (Société française de transport et entrepôts frigorifiques à 53 % de capitaux SNCF), la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation des transports auxiliaires, à 83 % SNCF), la SGW (Société de gérance des wagons, à 80 % SNCF), etc.

On y trouve aussi Air Inter (25 % de capitaux SNCF) et la Cie Nationale du Rhône (25 % SNCF).

Ces filiales ont souvent des participations financières dans des sous-filiales comme la CNC (Compagnie nouvelle des cadres), filiale de la SCETA à 54 %, qui se charge des transports ferroviaires en containers, comme Vacances 2 000 (SCETA,

à 35 %), etc. La SCETA contrôle 29 filiales et sous-filiales.

En ce qui concerne cette société, par exemple, le secret le plus complet règne sur les tarifs réciproques de la SNCF et de la SCETA.

Par ailleurs on peut remarquer, dans le bilan financier de la SNCF pour l'année 1974, que la STEF a bénéficié de 3,4 millions de « prêts et avances consenties par la SNCF et non remboursés », de 17 millions de « cautions et avais fournis par la SNCF ». La STEF a réalisé 2,3 millions de bénéfices déclarés (pour un chiffre d'affaires de 190 millions). Pourtant la SNCF cette année-là n'a encaissé aucun dividende de la STEF !

En 1973, il est vrai, elle avait touché 1,6 millions (pour 4,2 millions de bénéfices).

Dans les filiales et sous-filiales, sont associés à la SNCF de grosses sociétés et les principaux groupes bancaires du pays, Paribas, Rothschild, Banque de l'Union Parisienne, Banque Lazare, etc...). S'il est évidemment malaisé de connaître les profits qu'ils en tirent, on peut être assuré qu'ils ne travaillent pas à perte... contrairement à la SNCF.

LES WAGONS PRIVES

Tous les wagons de marchandises n'appartiennent pas à la SNCF. Une forte proportion sont des wagons privés qui appartiennent à des trusts ou des particuliers et souvent gérés par des organismes spécialisés (SGW par exemple).

Ces wagons privés existaient déjà avant la création de la SNCF.

Depuis 1945 (il y en avait 34.000), leur nombre a augmenté énormément, alors que le parc SNCF diminuait.

Le rendement de ces wagons est bien supérieur à ce-

lui des wagons SNCF : ils passent en priorité, n'attendent pas. Leur chargement moyen en 1971 était de 36 tonnes contre 17,9 tonnes pour les wagons SNCF, etc. Tout ceci pour le plus grand profit de leur propriétaire.

En outre, la SNCF paye des redevances pour ces wagons, comme si c'était elle qui les louait. Imaginons une autoroute où l'automobiliste, au lieu de verser un péage, recevrait une redevance pour avoir eu l'amabilité d'utiliser l'autoroute.

Le montant des redevances

est considérable. On a calculé en 1965 que cela revenait à « payer » le prix de certains de ces wagons en quatre ou cinq ans (source syndicale).

En 1972, le total des redevances atteignait 676,50 millions, soit environ 8.000 NF par wagon et par an.

Quelques voitures voyageurs privées pour les travailleurs immigrés (Sté Wasteels) pour la péninsule ibérique viennent même d'apparaître.

Une excellente affaire pour les propriétaires... au détriment de la Société nationale.

	1951	1958	1970	1972	Février 1977
Parc SNCF	307.000	321.000	227.000	219.000	188.850
Parc wagons privés % du trafic (t/km)	39.000	53.000	75.000	82.000	84.192
transporté par les wagons privés	—	31,5 %	39,5 %	44,8 %	environ 50 %

La SNCF cliente des industries ferroviaires

La SNCF constitue un marché important pour l'industrie. En 1975, les dépenses en matériel roulant atteignaient 1,6 milliard et en travaux 3,8 milliards.

Depuis le début de la crise, le montant des investissements a été quelque peu relevé, ce qui équivaut à un soutien pour le patronat.

Les monopoles qui fournissent le matériel ferroviaire (Sagor : 150.000 tonnes de rail en 1976 ; Alstom, Francorail - MTE, etc.) sont très peu nombreux et imposent à la SNCF — qui s'avère très « compréhensive » — leurs conditions.

Ce matériel coûte cher : 40 à 60 millions anciens une voiture voyageurs (prix 1973), 4 à 7 millions et demi un wagon couvert ordinaire, 150 à 300 millions anciens une locomotive.

De plus en plus, le matériel est mis au point et testé par la SNCF et le constructeur s'épar-

gne ainsi des frais de recherches.

Pourtant, si la SNCF voulait profiter de sa propre position

de monopole, c'est elle qui serait en mesure d'imposer ses conditions et ses prix aux fournisseurs.

L'EXEMPLE DE LA BB 7200 : UNE BONNE AFFAIRE POUR ALSTHOM

Les locomotives BB 15 000 tombaient fréquemment en panne. A ses ateliers d'Hellemes, la SNCF expérimenta un certain nombre de modifications. Ainsi, la BB 15 006 fut transformée en BB 7 003. Le prototype une fois mis au point, la SNCF décide la mise en service de cette nouvelle série (BB 7 200) et 60 exemplaires sont commandés à Alstom.

Alstom fait donc l'économie de la réalisation et de la mise au point du prototype.

Mais l'histoire de la série BB 7 200 ne s'arrête pas là. Au moment de la mise en service, on s'aperçoit que ces locomotives « à hacheur de courant » émettent des signaux parasites dans les circuits des voies, occasionnant des anomalies dans le fonctionnement des signaux.

Chaque mois, la SNCF reçoit donc 7 locomotives défectueuses, qu'elle envoie en réparation... dans ses ateliers. Et comme ceux-ci ne peuvent en traiter que 4 par mois, c'est de 3 nouvelles locomotives défectueuses et non réparées que le parc de la SNCF s'accroît, chaque mois.

la dégradation du service public

Il fut un temps où la SNCF avait la réputation de faire partir et arriver ses trains à l'heure. Aujourd'hui les retards sont tellement fréquents qu'on supprime les billets de retard sur la banlieue parisienne. Il y en aurait de trop !

Bien sûr les retards, les entassements et incidents datent d'avant même la SNCF. Mais depuis quelques années il existe une forte dégradation du service public.

La SNCF, elle, insiste surtout sur les progrès techniques et les gains de vitesse, qui sont indéniables (Paris-Bordeaux en 4 h 30 en 1975 contre 6 h 45 en 1950, par exemple).

Mais il y a aussi les statistiques SNCF des retards qui sont significatives. En 1976, 6,1 % des trains rapides et express avaient un retard supérieur à 14 mn et 2,9 % des autres trains voyageurs. 10,1 % des trains de messageries subissaient un retard supérieur à 30 mn et 4,3 % des trains marchandises avaient un retard supérieur à 60 mn. La SNCF a trouvé un nouveau terme pour qualifier les trains en retard. On dit « trains influencés ».

C'est — entre autres — la conséquence d'une saturation de certaines lignes, qui atteignent parfois un point critique. Ainsi

pour certaines sections de la ligne Paris-Dijon-Lyon, le moindre incident provoque des retards en chaîne. Le goulot d'étranglement Saint-Florentin-Dijon a entraîné en 1970, lors de périodes de pointe, un retard de 24 heures pour 10 trains par jour en moyenne. Lors des grands départs, les retards et incidents se multiplient.

Cette dégradation résulte aussi de la réduction des dépenses d'entretien et de la diminution du personnel. Les « visites » (vérification technique des installations et du matériel) sont de plus en plus rares. On tire au maximum avant de réviser une voiture.

En 1974, 966 voitures voyageurs — sur 13 432 — ont subi une révision générale ou « majeure » (chiffres SNCF).

La politique d'économies entraîne de mauvaises installations, comme pour les caténaires de la banlieue Paris-Nord qui ont causé d'innombrables incidents.

La dégradation du service public, c'est aussi la fermeture des lignes secondaires. Certes, l'exode rural a vidé certaines régions. Certaines « lignes électorales », construites autrefois pour des raisons politiques, à

une époque d'ailleurs où l'automobile n'existait pas, n'ont plus forcément leur raison d'être aujourd'hui.

Mais il est évident que ce qui guide la SNCF dans ce domaine, ce n'est pas l'évaluation des besoins réels de la population, mais la recherche effrénée d'économies. De 1932 à 1976, la longueur du réseau est donc passée de 52 000 km à 34 700 km : près des deux cinquièmes en moins !

Les banlieusards de la région



L'encombrement des gares parisiennes, un des aspects de la dégradation du service public.

Quant à la direction SNCF, elle est bien consciente de cette dégradation. En 1973 elle a créé un Office central des transports marchandises (OCTM), dont la mission essentielle est de gérer la pénurie en faisant passer à tout prix les trains de marchandises considérés comme prioritaires, notamment les rames complètes de la grande industrie...

Entre le service public et le service des trusts, le choix de la SNCF est fait depuis longtemps.

UN CHEMINOT DE MELUN

« La SNCF est en train de supprimer la filière « visiteurs », c'est-à-dire le personnel chargé de veiller à tous les incidents possibles avant de laisser partir un train. Autrefois, vous voyiez dans les gares un cheminot frapper avec un marteau sur tous les freins pour vérifier qu'aucun n'était bloqué. Ces visiteurs « au défilé » n'existaient pratiquement plus. La SNCF est en train d'installer des détecteurs de boîtes chaudes, qui signalent automatiquement une surchauffe au passage du train. Mais il n'y en a pas partout. Il y a un an, un convoi a été arrêté vers Combs-la-Ville. Un wagon-couche commençait à flamber en pleine nuit : le frein était bloqué depuis 30 kilomètres.

Un visiteur est capable, d'un coup d'œil sur les ressorts, d'apprécier la surcharge d'un wagon. Cela ne se fait plus que dans les triages, et de moins en moins. Plus personne ne veillera à l'état des bâches, aux chappes d'attelage qui risquent d'accrocher les crocodilles sur les voies, à la fermeture des portes.

Maintenant, il arrive qu'un wagon de sable parti de la région parisienne arrive à Marseille pratiquement vide. A Melun, il y a quelques mois, une grue dont la flèche dépassait du gabarit a détruit le tableau d'affichage électronique. Encore à Melun, où le poste du visiteur chargé de vérifier tous les wagons avant le départ n'existe plus, c'est par hasard qu'un camarade a vu, sur un wagon de munitions, que les freins normalement déconnectés étaient en service : il s'en faut d'une étincelle, dans un cas comme ça.

Les trains arrivent et partent n'importe comment. Il n'y a pas longtemps, il a fallu prévenir les usagers sur le quai de se mettre à l'abri : le haut-parleur a annoncé le passage d'un « train lance-pierres »... Effectivement, il perdait son chargement ».

Diminution des effectifs...

Alors que la productivité a été multipliée par 5, de 1938 à 1977, le personnel des cheminots (auxiliaires compris) a diminué de moitié en quarante ans :

1938 : 514.000,
1958 : 363.000,
1972 : 286.700,
1976 : 274.000.

Cette diminution se fait en « douceur », essentiellement par les démissions et départs en retraite non remplacés.

En 1977, 3.000 emplois doivent être encore supprimés.

Mais la diminution n'est pas uniforme. De 1970 à 1976, le personnel d'exécution a diminué de 5,28 %. Par contre, la maîtrise a augmenté de 3,93 % et les cadres de 1,35 %.

Parallèlement, le pourcentage des auxiliaires augmente : 4,4 % en 1971 et 5,3 % en 1973.

De plus, bien des travaux d'entretien et de nettoyage vont à des entreprises annexes. Autant de personnel en moins à bénéficier du statut cheminot.



Accrochage des wagons.

Evolution du nombre des accidents (collisions et déraillements)

1971	1972	1973
145	208	233

(Sources INSEE et SNCF)

... et de la sécurité

Le travail des cheminots est souvent dangereux. Le spectacle d'un triage où travaillent manœuvres, attelers, enrayeurs, est impressionnant : les uns sautent en marche, passent entre deux tampons, les autres courent sur les voies pour poser les

sabots de freinage des wagons.

Le nombre total des accidents du travail est de 12 000, plus de 2 000 accidents de trajet par an. Le nombre d'accidents mortels a évolué comme suit :

1964	1968	1972	1973	1974	1975
85	59	39	56	65	47

Encore la SNCF ne fait-elle apparaître nulle part les accidents du personnel employé par les entreprises privées, qui assurent des travaux dangereux (entretien des voies, des caténaires) et montrent le plus souverain mépris de la sécurité.

La SNCF, au contraire de ces entreprises, dispose d'un règlement de sécurité très strict et très complet.

Un releveur, sur un triage, devrait selon le règlement contourner tout un train chaque fois que l'étiquette qui doit se trouver sur le wagon a été mise sur le mauvais côté. En fait, il passe à travers l'attelage. Sinon, plus aucun train ne partirait à l'heure. De même, il est interdit de courir sur les voies. Pourtant la SNCF ferme les yeux dans les triages et incite à accélérer le travail. Mais s'il y a un accident, elle sort son ré-

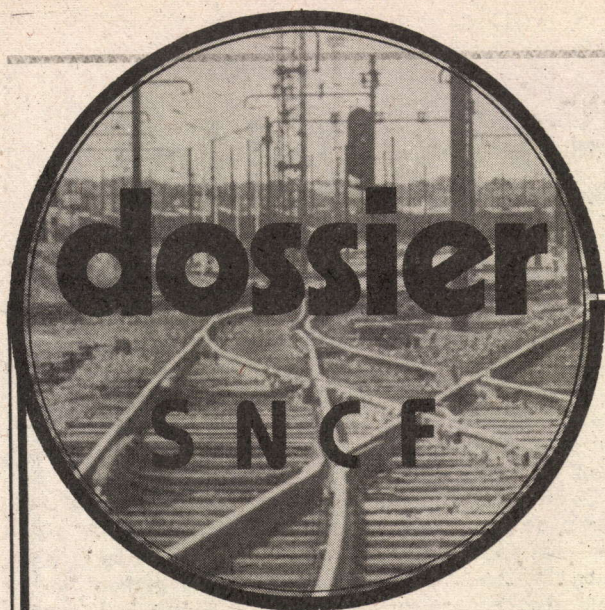
glement, qui lui permet de trouver un responsable : l'accidenté lui-même ou un camarade de travail.

En ce qui concerne le matériel, il était autrefois révisé avec une périodicité largement inférieure à la durée de vie estimée. Maintenant, chaque pièce est testée jusqu'à la rupture. Et la durée de vie obtenue sert de base de calcul pour fixer la périodicité des révisions.

A cette politique du risque calculé, s'est rajoutée, dans le cadre du plan Barre, une réduction pure et simple des dépenses d'entretien pour l'année 1977 de 2 milliards 350 millions d'anciens francs. Les voitures qui devaient être révisées et ne le seront pas, les voies qui devaient être entretenues et ne le seront plus, obligent la SNCF à réduire la vitesse des trains concernés.



La catastrophe du tunnel de Vierz en 1972. Pourtant ni le personnel ni la hiérarchie n'ignoraient que le tunnel était en mauvais état.



le chemin de fer de demain

Que propose l'Union de la gauche ?

Les syndicats revendiquent le retour aux 40 heures, la mise au cadre permanent des auxiliaires, le relèvement des salaires. Mais seulement l'embauche de 12 mille cheminots supplémentaires, alors que la diminution des effectifs a été énorme.

C'est surtout dans le domaine de la gestion de la SNCF que les fédérations CGT et CFDT ont établi un programme précis (le Programme commun se contente de parler de la priorité à accorder aux transports en commun).

CGT et CFDT veulent changer la direction de la SNCF en éliminant les représentants des anciennes sociétés, en renforçant la représentation syndicale et en introduisant celle des usagers : sur 21 membres,

l'Etat en aurait 5, les syndicats 9, les usagers 7. Pour les travailleurs, la CGT propose « une heure par mois prise sur le temps de travail et rémunérée, pour participer aux réunions d'information et exprimer son avis sur la gestion de l'établissement ». C'est peu de chose pour ce que la CGT appelle « une gestion démocratique de la SNCF ».

Pour supprimer le déficit, les syndicats envisagent des augmentations de tarifs, surtout marchandises et première classe, des réductions des redevances aux propriétaires des wagons privés (mais pas la nationalisation des dits wagons) et quelques autres mesures contre les trusts.

Et surtout les syndicats dé-

fendent avec acharnement le projet du TGV Paris-Lyon. Si demain la gauche vient au pouvoir et qu'elle entame une politique de grands travaux pour soutenir l'économie en crise, la construction du TGV sera vraisemblablement de ceux-ci.

En attendant, les syndicats se cantonnent dans la lutte corporatiste pour défendre avant tout le « déroulement de carrière » des cheminots. Autant qu'ailleurs, les syndicats se montrent « responsables » envers la bourgeoisie et se gardent d'impulser des luttes d'ensemble. Plus qu'ailleurs peut-être, car ils sont conscients qu'une grève générale à la SNCF paralyserait l'économie et pourrait entraîner d'autres secteurs de la classe ouvrière.



Cheminots en grève au dépôt d'Achères (1970). L'arrêt de la SNCF, c'est la paralysie de l'économie. (Ph. AP)

Le T.G.V.

Le Train à Grande Vitesse est un projet de nouvelle ligne Paris-Lyon décidé en 1971. En évitant Dijon (425 km au lieu de 512 km) et grâce à un matériel ultra-moderne atteignant 260 km/h, Lyon ne serait plus qu'à 2 heures de Paris et du même coup Marseille à 4 h 43.

Cette nouvelle liaison s'impose car l'actuelle est complètement saturée. Par jour d'affluence, c'est jusqu'à 10 trains de marchandises qui prennent 24 heures de re-

tard. La SNCF doit détourner des convois par Moulins ou Troyes...

Le TGV foncera en ligne droite à travers le Morvan avec des rampes de 35 p 1 000 qui l'interdiront aux trains de marchandises. Il sera réservé au trafic voyageurs... s'il voit le jour. Il devrait en effet coûter 3,6 milliards (tarifs en juin 1976). Et Fourcade vient de déclarer que ce projet, sans être abandonné, serait « étalé dans le temps ».

Les chemins de fer dans la société future

Le capitalisme, en France comme dans la plupart des pays, a déjà nationalisé les chemins de fer, les a centralisés et socialisés dans une large mesure. Cette situation est un excellent point de départ pour l'exploitation future des transports ferroviaires, lorsque les travailleurs dirigeront l'Etat et l'économie. Mais la politique suivie en matière de transports sera radicalement différente.

DES MESURES IMMEDIATES...

Pour le trafic marchandises, il y aura tout d'abord l'expropriation des capitaux privés associés à la SNCF et à ses filiales, et celle des wagons privés. La SNCF ne sera plus pillée comme aujourd'hui par les trusts.

En ce qui concerne la concurrence de la route, on recherchera un partage plus rationnel du trafic, laissant au rail tous les transports lourds sur longues ou moyennes distances. Il faudra systématiquement équiper les gares d'instruments de levage, de manutention et de camionnage annexe pour drainer vers le chemin de fer le trafic de détail, sans que le transbordement soit un gros problème. A cette tâche pourraient être associés les petits transporteurs routiers indépendants, dont les biens ne seraient pas nationalisés.

En ce qui concerne les voyageurs, l'objectif serait de pousser la notion de service public à sa conséquence logique, en visant à la gratuité des transports dès que les ressources le permettraient et en commençant par le trafic de banlieue. La gratuité accroîtra alors le trafic ferroviaire et diminuera d'autant celui des autos individuelles.

Les recettes des chemins de

fer seront réduites, bien entendu, mais l'ensemble de la société y gagnera à tout point de vue : économie d'énergie, diminution de la pollution, suppression des hécatombes dues aux accidents de la circulation.

L'accroissement du trafic, tant marchandises que voyageurs, nécessitera l'embauche de personnel, dont le nombre sera fixé non par des impératifs d'économies, mais par la volonté d'assurer la bonne marche du réseau dans des conditions de sécurité et de confort satisfaisantes.

Les fournisseurs de matériel ferroviaire, dont les entreprises auront aussi été prises en main par les travailleurs, seront amenés à accroître leur production pour faire face à la demande. Quant au réseau lui-même, il est, sauf en quelques sections, capable de supporter un trafic plus élevé.

Les lignes secondaires qui ont été fermées seraient réouvertes dès qu'un nombre suffisant de riverains le demanderaient.

Voilà un certain nombre de mesures qui pourraient être prises rapidement, en utilisant tel quel l'essentiel du réseau, mais avec une rentabilité beaucoup plus grande.

un nouveau développement des transports, parallèlement au développement général des forces productives.

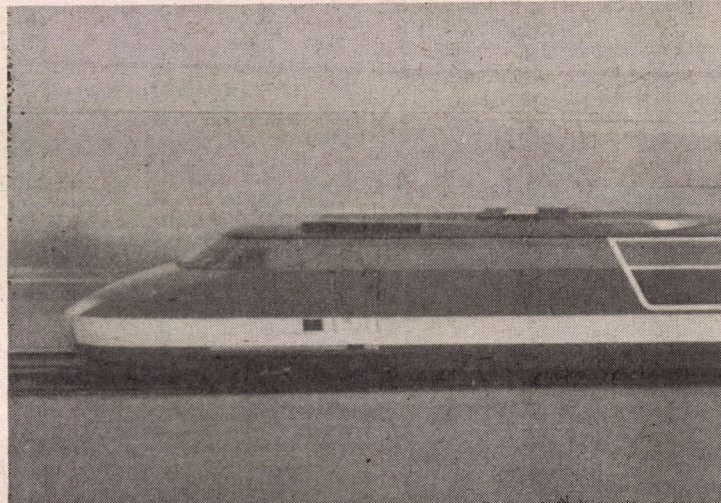
Il faudra d'une part impulser les recherches sur la mise au point d'autres moyens de transports collectifs, car nous ne sommes pas des fétichistes des chemins de fer. L'aérotrain à moteur linéaire, par exemple, qui a déjà dépassé expérimentalement les 400 km/h semble aujourd'hui plus coûteux que le rail. Mais il faudra sans doute reprendre les recherches. Peut-être connaîtra-t-il un développement brillant dans l'avenir.

En tout cas, les techniques de pointe existant dès aujourd'hui (Tokaïdo au Japon, futur TGV Paris-Lyon) donnent une idée de ce qu'il serait possible de faire en ce domaine. Un TGV construit jusqu'à Marseille, et le trajet Paris-Marseille pourrait s'effectuer en 3 h 30 environ. De même, Paris-Berlin (moins de 1.000 kilomètres à vol d'oiseau) en 4 heures ou 4 heures et demie.

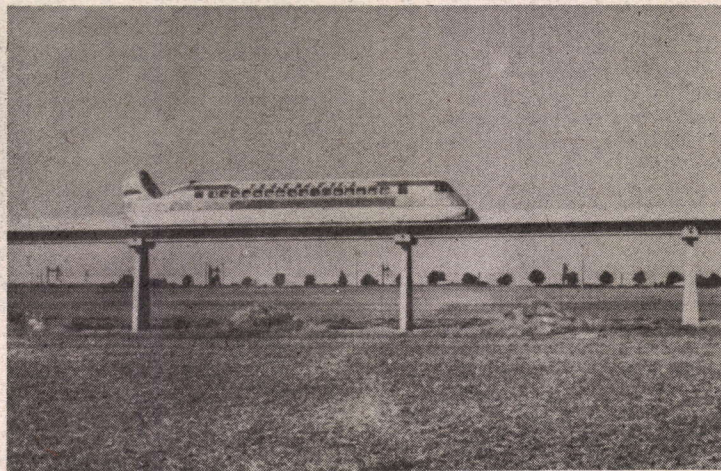
Cela suppose bien évidemment la construction de nouvelles lignes spéciales et directes — un peu ce que sont les autoroutes par rapport au reste du réseau routier. Mais après tout, c'est envisagé dès maintenant. L'UIC (Union internationale des chemins de fer) étudie en effet un projet de 40.000 kilomètres de lignes nouvelles à grande vitesse reliant les principales métropoles européennes.

Sans supprimer le rôle de l'automobile ni de l'avion pour les très petites ou les très longues distances, on voit que le chemin de fer pourra connaître un développement sans précédent.

Mais l'humanité future sera peut-être moins attachée qu'au-



Le turbotrain TGV aujourd'hui...



...l'aérotrain peut-être demain.

(Ph. AFP)

jourd'hui à la recherche de la vitesse à tout prix. Ce qui compte, ce n'est pas seulement la rapidité, mais la façon de voyager. Les bourgeois qui organisent des croisières l'ont compris depuis longtemps. Le train peut en tout cas permettre des conditions de transport avec une vie sociale et intellectuelle tout autre. Pourquoi pas des voitures-bibliothèques, dis-

cothèques ou cinéma par exemple ?

La maîtrise de l'humanité sur les moyens de transport et la façon de voyager est une des mesures du degré de la civilisation et, à cet égard, tant par la vitesse que par la sécurité, le confort ou la richesse sociale, la société future bouleversera les transports d'aujourd'hui.

...A UN CHANGEMENT RADICAL DE LA FAÇON DE VOYAGER

Une fois cette première étape réalisée, et même au fur et à mesure de sa réalisation, il sera possible de s'orienter vers

● La Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste des Travailleurs ont finalement réussi à conclure un accord sur un cortège unitaire des révolutionnaires à Paris (il y en a aussi dans plusieurs villes de province). Si ce cortège n'aura pas lieu séparément de celui des organisations syndicales, comme nous l'avions proposé, comme les camarades de l'OCT, à la LCR, il pourra néanmoins se démarquer nettement du cortège des organisations traditionnelles soutenant l'Union de la gauche, par les mots d'ordre et les textes des 18 banderoles sur lesquelles se sont mises d'accord les trois organisations, banderoles et slogans qui invitent d'une part les travailleurs à une mobilisation et une lutte d'ensemble et d'autre part affirment nettement ce que les révolutionnaires pensent de l'Union de la gauche.

Nous nous félicitons que cet accord ait pu être conclu. Car à l'occasion de ce Premier mai, les travailleurs les plus conscients auront un autre choix que de défiler derrière les organisations qui se rallient toutes à l'Union de la gauche.

Dans cette atmosphère de campagne électorale qui a commencé depuis des mois et qui se prolongera jusqu'en 1978, ce Premier mai est une occasion de montrer que, dans le mouvement ouvrier, il y a aussi un courant, minoritaire certes, mais qui sait affirmer vigoureusement qu'il n'attend rien de Mitterrand ou de Marchais et qu'il se refuse à cautionner la duperie électoraliste.

Bien sûr, cet accord sur le Premier mai n'a pas réglé les divergences entre les trois organisations. Dans une certaine mesure les négociations ont au contraire révélé clairement ce qui nous sépare fondamentalement dans notre façon d'envisager le rôle des révolutionnaires vis-à-vis de la classe ouvrière, dans la perspective de la venue de l'Union de la gauche au gouvernement.

Pour notre part, nous pensons d'abord, bien sûr, que les révolutionnaires doivent donner comme perspective aux travailleurs celle d'une lutte d'ensemble généralisée, sur des revendications concrètes et précises face à la crise et le plan d'aus-

PREMIER MAI : Dans le cortège des révolutionnaires, les tra- vailleurs montreront à la droite comme à la gauche qu'ils ne comptent que sur leurs luttes

térité gouvernemental : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et l'échelle mobile des salaires, ce à quoi se refusent les grandes centrales syndicales. Sur ce plan nous nous trouvons apparemment en accord avec les camarades de la LCR et de l'OCT. Mais nous pensons aussi, et l'un ne va pas sans l'autre, que les révolutionnaires doivent se situer politiquement très clairement par rapport à l'Union de la gauche, s'ils veulent être autre chose qu'une caution d'extrême-gauche. Dans une telle situation pré-électorale, sans mobilisation particulière de la classe ouvrière, où ce sont les illusions attentistes qui dominent chez les travailleurs à l'égard de ceux qui leur promettent le changement mais ne sont prêts qu'à servir les intérêts de la bourgeoisie, il est nécessaire, urgent, que les révolutionnaires mobilisent leurs efforts pour enseigner la défiance aux travailleurs ; pour les mettre en garde, d'emblée, contre un gouvernement

de gauche qui se servira de leur confiance pour leur faire accepter des sacrifices que la droite aurait été incapable de leur imposer.

Les camarades de la LCR pour leur part affirment dénoncer « concrètement » les faits et actes de l'Union de la gauche, et nous reprochent de ne le faire qu'abstraitement, de façon « méséducatrice », pour reprendre leur expression. Mais la pédagogie n'a rien à voir à l'affaire. Nous pensons nous aussi qu'il est nécessaire de dénoncer chaque fait et geste de Mitterrand ou de Marchais. Et pour ce faire, il ne faut pas se limiter à « certaines critiques ». Il ne faut pas avoir peur de dire clairement ce que les révolutionnaires pensent, eux, des hommes qui sont prêts à prendre le relais de la droite au gouvernement.

Lors des discussions sur le cortège révolutionnaire du Premier mai, nous n'avons d'ailleurs refusé aucun mot d'ordre qui réponde concrètement à la situation réelle des travail-

leurs, ou qui dénonce concrètement, sur des faits précis, l'Union de la gauche. Bien au contraire. En réalité, il se trouve que ce sont les camarades de la LCR qui pour leur part ont des préventions contre certains mots d'ordre auxquels le seul reproche explicite qu'ils adressent est d'être « propagandistes ». L'accord sur la manifestation a pu se faire car la LCR a finalement renoncé à jeter l'exclusive sur un mot d'ordre tel que « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes ». Et nous nous en félicitons.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que la LCR ait changé de politique pour autant et qu'elle renonce réellement à ce type de préventions. La preuve en est qu'elle a réédité son exclusive contre certaines formulations claires et sans ambiguïté de défiance à l'égard de l'Union de la gauche, lorsqu'il s'est agi de rédiger un communiqué commun d'annonce de la manifestation, en refusant la formulation suivante que nous proposions : « Que la gauche l'emporte ou pas, les travailleurs ne feront pas l'économie de la grève pour défendre leur niveau de vie. C'est cela que les travailleurs devront exprimer en manifestant dans le cortège des révolutionnaires le Premier mai ». Cette réédition d'une exclusive qui avait amené à une rupture momentanée des négociations, dix jours auparavant, nous a amenés à faire des communiqués séparés. En la circonstance, cet inconvénient est tout à fait mineur, mais il est bien significatif de ce qui nous sépare.

En tout état de cause, le fait qu'un accord ait pu se réaliser sur une telle manifestation avec des mots d'ordre clairs est en soi un fait positif. Mais c'est le déroulement de la manifestation lui-même qui permettra de juger à posteriori si ce cortège unitaire des révolutionnaires, avec ses mots d'ordre et ses banderoles, aura représenté une démonstration véritablement claire aux yeux des travailleurs venus défiler le Premier mai.

Huguette CHEVIREAU

Les "commu- nistes pour l'auto- gestion" sortent du PSU

La session des 23 et 24 avril de la DPN (Direction politique nationale) du PSU a vu la rupture, semble-t-il définitive, entre la majorité du parti et la « tendance B » qui se réclame du « socialisme autogestionnaire ».

La « tendance B » s'est constituée lors du dernier congrès du PSU, à Strasbourg, et regrouperait essentiellement des militants de la région Rhône-Alpes issus de l'ex-AMR (Alliance Marxiste Révolutionnaire, qui a fusionné avec le PSU il y a quelque temps). C'est l'attitude du PSU aux dernières élections municipales qui semble à l'origine de la rupture. En effet cette attitude a fait constater à la « tendance B » que « le PSU se trouve de plus en plus satellisé par l'Union de la gauche », au moment où s'est affirmée « une force significative contestant la stratégie réformiste de l'Union de la gauche, avant même que celle-ci accède au gouvernement ». Pour la « tendance B », les « comités communistes pour l'autogestion » qu'ils appellent à former devront « permettre une confrontation pour l'élaboration collective d'une alternance programmatique et organisationnelle d'un type nouveau dans ses structures comme dans son rapport au mouvement des masses ». Sur cette base, les dirigeants de la « tendance B » appellent à la tenue d'une réunion nationale les 7 et 8 mai prochains.

Si les militants de la « tendance

B » entendent ainsi, en quittant le PSU, prendre leurs distances d'avec un parti qui s'est clairement aligné derrière la politique de l'Union de la gauche, on ne peut pas dire, d'après leurs premières prises de position, que ce soit en y opposant une alternative très claire. En effet la « tendance B » part de la constatation de « l'existence d'un mouvement social critique par rapport aux organisations traditionnelles », qui « s'est manifesté en dehors des organisations d'extrême-gauche, voire contre ». Plus que d'une critique politique de l'Union de la gauche, c'est une critique aux « organisations traditionnelles » en général que porte le « courant B », cherchant visiblement à trouver l'oreille de courants comme le courant écologique et le courant féministe. Et si nous en croyons ses premières déclarations, le « courant B » ne craint pas d'avoir recours à une certaine démagogie vis-à-vis d'eux. Et, sur ce plan, le refus de la « tendance B » de participer au cortège des révolutionnaires le 1^{er} mai est bien significatif.

En refusant « les organisations traditionnelles » en général, il semble bien que le « courant B » du PSU ne refuse pas seulement « la satellisation du PSU par l'Union de la gauche ». Il refuse aussi une prise de position révolutionnaire claire par rapport à celle-ci.

André FRY.

LUTTE DE CLASSE numéro 45

EST PARU

AU SOMMAIRE :

PAGE 2 :

L'Éthiopie après deux ans de pouvoir militaire.

PAGE 9 :

Italie : la crise de l'extrême-gauche.

PAGE 15 :

CET : défend les idées révolutionnaires ou propager l'apolitisme ?

PAGE 19 :

Face à la violence raciste, quelle politique pour l'extrême-gauche américaine ?

Pour se le procurer, le demander à nos militants ou écrire à Lutte Ouvrière.

1940-19152 MOHT2 1A

dans l'extrême gauche

Troisième conférence de « Ceux du Technique »

Samedi 23 avril, s'est tenue à Paris la troisième Conférence Ceux du Technique. Le lendemain, c'était la fête, la troisième aussi.

La Conférence a réuni une centaine de collégiennes et de collégiens, de jeunes travailleuses et de jeunes travailleurs de la Région Parisienne et d'une quinzaine de villes de province.

Elle a permis de tirer le bilan de l'activité de Ceux du Technique depuis un an. Notamment sur la campagne d'adhésions et d'explication menée au premier trimestre 1977, qui a permis de faire de nouvelles adhésions ou de créer de nouveaux comi-

tés Ceux du Technique sur une cinquantaine de CET.

Le bilan, c'est aussi l'intervention des militants de Ceux du Technique dans les grèves de quelques dizaines de CET, grèves dans lesquelles souvent ils ont joué un rôle dans l'organisation et la direction.

Après ce bilan, la Conférence a été l'occasion pour Ceux du Technique de redéfinir un certain nombre de positions fondamentales pour les révolutionnaires : la volonté de bâtir une organisation politique révolutionnaire ; la volonté de lutter pour l'égalité des femmes dans les rapports filles-garçons ; la volonté de lutter pour « le droit à la culture pour les jeunes tra-

vailleurs », etc.

Plusieurs dizaines d'interventions sur l'activité des comités par des militants de CDT rendaient compte, bien souvent avec humour, de leur activité durant ces deux trimestres.

Et ces interventions ont montré que Ceux du Technique est une organisation qui est dynamique et qui vit.

Cette année, nous n'avons pas assisté à un mouvement d'ensemble dans la jeunesse scolarisée. Les grèves dans les CET ont été locales et se sont limitées à des problèmes particuliers. Mais cela n'a pas empêché les idées révolutionnaires de faire leur chemin dans la jeunesse.



LA FÊTE, UN SUCCÈS

Le lendemain, c'était la fête. Elle se déroulait dans une des salles du Pavillon de Paris à la Porte de Pantin.

Dès l'entrée, c'était la bonne humeur, plusieurs dizaines de stands, un spectacle ininterrompu pendant dix heures. Ininterrompue aussi la

discussion politique dans les forums. Elle était ferme mais fraternelle et chacun disait ce qu'il avait à dire.

La fête de Ceux du Technique a été un succès, non seulement par son animation où l'on pouvait voir les jeunes et les moins jeunes participer aux jeux collectifs, qui regroupaient spontanément du monde, mais aussi par le nombre d'entrées, puisqu'il en a été comptabilisé près de 1.400. Parmi ces 1.400, des centaines de jeunes des CET, des quartiers, des usines, des banques et de bien d'autres endroits.

Pendant les interventions d'un militant de CDT de Rennes et de notre camarade Arlette Laguiller, venue saluer la fête au nom de Lutte Ouvrière, la salle était attentive.

Enfin, la fête s'est terminée par un grand bal où le rock était à l'honneur.

Une fête qu'on n'oubliera pas.



LES FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

à Grenoble

Nos camarades organisent leur deuxième

FÊTE CHAMPETRE

le DIMANCHE 8 MAI,
à partir de 10 heures
à MONTBONNOT
(terrain du Cujd)

MONTBELIARD

Pour la troisième fois consécutive, la Halle Polyvalente de Montbéliard a abrité la fête de Lutte Ouvrière pendant deux jours. Plus de neuf cents entrées ont été enregistrées. C'est donc encore un succès pour les révolutionnaires. Les allocutions politiques ont été suivies très attentivement et, bien sûr, tout le monde s'est bien amusé au bal du samedi soir, comme en écoutant du folklore sud-américain ou marocain. Rendez-vous a été donné pour la fête de 1978.

rêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

THE SPARK

LE CHOMAGE
AUX USA

Le bi-hebdomadaire trotskyste américain **Spark** illustre de façon frappante ce que peut signifier le chômage pour les jeunes des grandes villes.

« Des dizaines de milliers de jeunes, parmi les plus pauvres de New York, ont fait la queue pendant des heures pour décrocher des emplois pour l'été. Dans certains endroits de la ville, des adolescents ont attendu des nuits entières dans le froid, plus de 15 heures. Ailleurs, les queues se sont formées dès 3 heures du matin. Ces jeunes tentaient d'obtenir quelques-uns des postes créés par une subvention fédérale.

La plupart des postes offerts concernaient des emplois dans les hôpitaux ou dans l'entretien des parcs publics — donc, des emplois qui ne fournissent aux jeunes aucune qualification d'avenir. Et qui sont peu payés (au maximum, 52 \$ 20 par semaine, soit 260 F). Les seuls jeunes à être concernés sont ceux dont les familles relèvent de l'aide sociale, ou

qui ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

Et pourtant, on a pu voir des bousculades, même pour de tels emplois.

Cela n'est pas surprenant, étant donné le taux de chômage atteint aujourd'hui dans la jeunesse : plus de 20 % des adolescents — un taux qui atteint les 50 % pour les jeunes Noirs, Porto-Ricains, etc., dans le centre des grandes cités comme New York.

Le gouvernement et les grands moyens d'information se lamentent tout le temps à propos de la population relevant de l'aide sociale... Ils disent que les pauvres n'ont pas de travail à cause de leur attitude. Ils disent que les gens n'ont pas de travail parce qu'ils n'en veulent pas.

La dernière scène qui s'est déroulée à New York a montré une fois de plus que toute cette propagande n'est que mensonge. Des milliers de jeunes, fils et filles des plus démunis, ont démontré où se trouve le vrai problème...

Dans son numéro du 20 avril, **Combat Ouvrier** relate la lutte des employés de commerce qui se déroule depuis le début du mois en Guadeloupe.

« Après 15 jours de grève, les employés des Ets Reynoir et d'Unimag sont toujours aussi déterminés et ne restent pas inactifs.

Ils l'ont prouvé en informant la population par voie de tracts et informant les employés des autres magasins, en venant faire des prises de paroles devant certains magasins. (...)

A la suite des premières entrevues avec les patrons, les employés ont eu l'impression que Christian Rimbaud, PDG des Ets Reynoir, était l'un des

obstacles principaux. Et c'est pour faire pression sur lui qu'ils décidèrent jeudi dernier de le séquestrer durant toute une journée. D'ailleurs de nombreux employés étaient décidés à garder ce patron arrogant jusqu'à ce qu'il cède.

Depuis, le mouvement a continué de s'amplifier et, à l'heure où nous écrivons, les employés des Ets Reynoir de Basse-Terre (Prisunic) se sont à leur tour mis en grève.

Les grévistes savent que leur lutte sera longue et ils sont loin d'être démoralisés ou d'être « dans l'impasse », comme l'écrivent des journaux tels que **France-Antilles**.

Rouge passe à 1,80 F au 2 mai

Rouge a annoncé vendredi 22 avril que le prix du journal passerait à partir du 2 mai 1977 de 1,50 F à 1,80 F.

D'une part, la rédaction explique que l'objectif qui prévoyait 11.500 exemplaires quotidiens pour équilibrer le journal n'est pas atteint. Au contraire même, les ventes de février ont baissé de 400, se situant à 9.300 exemplaires, après avoir été de 9.150 en décembre et de 9.720 en janvier.

Mais même si, en mars, il semblait qu'il y ait un pas en avant rapprochant les chiffres des ventes des 11.000, le problème d'équilibrer les finances reste entier. D'abord parce que cette augmentation correspond à la campagne pour les municipales et d'autre part parce que les charges que doit supporter le journal ne cessent d'augmenter.

D'abord la diffusion en fac-similé sur le Sud-Est depuis janvier et le Sud-Ouest à partir du 2 mai coûtera huit millions d'anciens francs supplémentaires par mois. Il faut ajouter à cela l'augmentation du coût du papier de 8,5 %, ainsi que celle des fournitures diverses et des frais de personnel, pour suivre la hausse du coût de la vie.

La rédaction explique que, même si cette augmentation paraît importante, elle est nécessaire pour couvrir l'augmentation de ses nouvelles charges, d'autant qu'en février toute la presse, à l'exception de **Rouge**, de **Libération** et de **l'Humanité**, a augmenté ses prix. **Libération**, elle, ne passera à la même date que de 1,50 F à 1,60 F. D'après les camarades de **Rouge** eux-mêmes, ce n'est d'ailleurs que la moitié des coûts supplémentaires qui seront couverts par le passage à 1,80 franc.

COMBAT OUVRIER

GRÈVE
DES EMPLOYÉS
DE COMMERCE

LA CGT... GAUCHISTE ?

■ A l'Asthom, les travailleurs terminent leur cinquième semaine de débrayages avec toujours autant de participants (environ 50 % des ouvriers et 10 % du personnel des bureaux), avec pour principale revendication une augmentation de 300 F pour tous. La direction, jour après jour, essaie d'intimider en distribuant des avertissements, en invoquant l'obligation qui lui serait faite de respecter le plan Barre ; de menacer en annonçant, le 27 avril, une réduction d'horaire de 2 heures, non payées, à partir du 1^{er} mai ; car selon elle les débrayages ne lui permettent pas d'honorer ses commandes.

Mais pour le moment rien n'y fait et les travailleurs ont toujours le moral.

La CGT, quant à elle, qui n'était pas intervenue la semaine précédente, a changé de tactique et entrepris une série de « commandos » d'un genre nouveau. Lundi 25, une quarantaine de militants, en cachette des travailleurs et même des syndiqués, par-taient occuper le Groupement Industriel de Saint-Ouen (le CNPF local) et l'annonçaient ensuite par affiche dans l'usine. Lorsque, le lendemain, des travailleurs du secteur où la CGT est la plus influente deman-



dèrent des comptes sur cette action faite dans leur dos, les militants qui y avaient participé... quittèrent la réunion sans rien expliquer du tout.

Mardi 26, nouvelle opération du même style dans les bureaux directoriaux, envahis avec la bénédiction des responsables syndicaux qui, d'habitude, se mettaient devant les portes pour en interdire l'accès et qui, cette fois, sont entrés eux-mêmes pour couvrir les directeurs de pa-

pillons lancés à pleines poignées.

Malgré l'apparence quelque peu radicale de ces initiatives, la CGT n'offre aucune réelle perspective à un mouvement qui dure déjà depuis cinq semaines, alors que la direction n'a jusqu'à présent accordé que 2 % d'augmentation et ne semble pas décidée à en lâcher davantage.

Correspondant LO.

DUNKERQUE :

Les dockers ne cèdent pas

■ Le conflit entre les dockers et Usinor est toujours au point mort. Les répercussions sur l'économie régionale sont maintenant très apparentes. C'est ainsi que plusieurs milliers d'ouvriers d'entreprises du port se retrouvent au chômage, avec des indemnités de 3 à 4,50 F par heure (montant de l'aide publique), tandis que d'autres sont contraints de prendre des congés anticipés.

Et le patronat, par tous les moyens qui s'offrent à lui (presse, radio, télévision), tente d'intoxiquer la population en l'opposant aux dockers, rendant ces derniers responsables des difficultés économiques locales. Ainsi, vendredi 22 avril, plusieurs centaines de personnes — en majorité commerçants et PME, mais aussi quelques travailleurs amenés par leurs patrons — ont manifesté dans la ville. Leurs proclamations officielles renvoyaient les dockers et Usinor dos à dos. Mais en fait, c'était leur sentiment anti-dockers qui s'exprimait. A noter que le CID-UNATI, considérant que ce sont les employés et les salariés qui font tourner l'économie régionale, avait refusé de s'associer à ce rassemblement et à l'action ville morte.

Mais Usinor ne veut toujours pas

céder sur le nouveau quai aux aciers qui devait être ouvert le 4 avril. Dans un « livre blanc », Usinor confirme, selon lui, que les dockers devront travailler en 4x8 sur le nouveau quai aux aciers et parle d'une certaine harmonisation de rémunération entre les personnels utilisés par elle. Ce qui signifie en clair qu'Usinor veut non seulement employer les dockers en 4x8, ce qui est contraire à leur statut actuel, mais en plus, diminuer leur salaire.

Les dockers tiennent bon et ne veulent pas céder, sachant que, s'ils le font, c'est tout leur statut et leurs avantages qui seront remis en cause : et pas seulement à Dunkerque. Car il y a gros à parier que les capitalistes qui utilisent les autres ports suivront l'exemple d'Usinor.

Il est difficile de prévoir comment le conflit se terminera. D'autant qu'Usinor, fort du soutien du gouvernement, ne serait-ce que grâce au plan Barre, ne semble pas vouloir céder. Mais les dockers sont tout aussi déterminés, au bout de sept semaines de grève, à ne pas accepter le diktat d'Usinor, malgré les diverses pressions qui s'exercent sur eux.

Correspondant LO.

Etablissements Kramer (Paris)

Cinquième semaine de grève

Aux établissements Kramer, à côté du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le personnel est en grève depuis le 29 mars. Cette entreprise fabrique des baromètres et emploie une trentaine de personnes, surtout des femmes, qui sont payées au SMIC. Chez Kramer, on peut être par exemple embauchée depuis dix ans et gagner 1 600 F par mois, ou bien monteuse depuis plus de vingt ans et gagner 1 800 F. En plus, ce petit patron de combat, qui possède deux autres entreprises du même genre, emploie tous les moyens pour faire accélérer les cadences. Sur les tours, par exemple, il a fait monter des

engrenages spéciaux pour les faire tourner plus vite et augmenter la vitesse de production des pièces.

Il y a cinq semaines, le patron proposait une augmentation de 15 centimes de l'heure pour les femmes et de 20 centimes pour les hommes. Cette proposition ridicule et scandaleuse a fait déborder le vase. Les travailleurs ont décidé la grève pour 15 % d'augmentation. Jusqu'à présent ils tiennent bon, bien que, à l'heure où nous écrivons, le patron ne veuille rien céder.

Correspondant LO.

Peyrichou Pluidor (Savenay-Loire-Atlantique)

En grève depuis sept semaines

Un délégué CFDT raconte :

« L'entreprise Peyrichou Pluidor est une toute petite entreprise qui fabrique du matériel d'irrigation. Elle embauche 14 personnes. C'est tout petit. Notre lutte a démarré le 18 mars, surtout pour une augmentation de salaire. A la boîte, les salaires varient entre 1 600 et 2 000 F par mois. Même un chef d'équipe a un salaire qui n'atteint pas 2 000 F. Mais aussi pour des tas d'injustices : une prime d'intéressement supprimée ; les jours fériés de juin 1976 toujours pas payés ; la loi sur les congés payés pas respectée... Au début de notre conflit, on a perdu beaucoup d'énergie à aller voir l'inspecteur du travail, le maire, le sous-préfet. Savenay est quand même assez loin des grandes villes (entre Nantes et Saint-Nazaire). Plein de tracasseries qui, en fait, ne nous ont rien apporté pour notre lutte.

— Tu es délégué CFDT. Sur le plan syndical, as-tu été aidé ?

Le syndicat CFDT Chimie n'a pas apporté le soutien qu'on attendait. Bien sûr, au début de la grève, surtout avant les municipales, il était présent. Il voulait faire un exemple de notre boîte pour montrer la politique néfaste de la droite. Après les élections, plus rien ou presque ! En fait, on s'est débrouillés seuls. Toutes les tâches nous sont tombées dessus. A neuf grévistes, tu vois un peu. Il a fallu se démenner pour faire connaître notre lutte. Pour être entendus de la population, on a fait du porte-à-porte. Un jour, à quatre, on pris 500 tracts chacun et on est allé voir les gens, discuter avec eux. Tu as vu, à la dernière manifestation, la CFDT était manifestement beaucoup plus préoccupée de faire de la propagande pour faire adhérer au syndicat et pour le Programme commun. Sur nous, notre sort... presque rien ! »

Thomson Gennevilliers

Contre les licenciements des intérimaires

Deux intérimaires d'un petit atelier de maquette devaient être licenciés le vendredi 22 avril. Mais pendant les deux jours précédents, la dizaine de travailleurs de ce service ont débrayé pour dire qu'il n'était pas question pour eux d'accepter le départ de leurs camarades intérimaires, qui travaillent à leurs côtés depuis déjà deux ans.

Deux jours de débrayage, où la direction les a trimballés de bureau en bureau, de responsable en responsable. Le vendredi matin, l'ensemble des syndicats CGT-CFDT-FO appelaient tous les travailleurs à se joindre au service en lutte pour obtenir le maintien à leur poste des deux intérimaires.

Et c'est plus d'une cinquantaine, bien décidés, que nous sommes entrés dans le bureau de la direction. La direction y avait convoqué le bureau du Comité d'entreprise et se proposait de réétudier les possibilités du plan de charge.

Nous avons donc décidé de rester en grève jusqu'à ce que l'on ait une réponse. Elle ne s'est pas fait attendre, car à midi les représentants du CE étaient reconvoqués. La direction a finalement accepté de modifier sa décision : elle gardera nos camarades un mois de plus, pour leur permettre de trouver un emploi.

Correspondant LO.

La reprise : après quatre semaines de grève, quel bilan ?

Lundi 25 avril, le travail a complètement repris à General Motors.

Dès le jeudi 21, la CGT et la CFDT annonçaient triomphalement qu'elles avaient obtenu de la direction le départ des CRS de l'usine pour le lendemain. C'est donc le vendredi que, lors d'un meeting tenu à l'intérieur de l'usine, les responsables criaient victoire puisque, disaient-ils, les CRS étaient partis. Ces propos étaient d'ailleurs accueillis par des sifflets. Mais, le jour même, la majorité des ouvriers reprenaient le travail.

En fait de victoire, ces trois semaines et demie de grève n'ont apporté aux travailleurs rien de plus que ce que la direction avait accordé à l'issue de la deuxième semaine de grève : 1 % en plus des 1,6 % prévus, 100 F de prime de reprise. On est loin des 200 F par mois réclamés et, sur le paiement des heures de grève, rien n'a été obtenu.

D'un côté, pendant quinze jours, avant l'occupation de l'usine par les CRS, l'unanimité s'est faite face à la direction : les mensuels se sentaient concernés par le mouvement et il a fallu quinze jours de manœuvres, de lettres, de coups de téléphone, de pressions en tout genre pour que la direction arrive à les faire reprendre. Et encore a-t-elle dû durcir sérieusement sa position, en faisant intervenir les CRS, pour y parvenir vraiment.

De ce point de vue, si la grève ne se termine pas par une victoire pour les travailleurs, ce n'est pas non plus une victoire de la direction. Car la direction aura pu mesurer la profondeur du mécontentement et, pendant près d'un mois, malgré l'intervention policière, aucune production n'est sortie des ateliers. D'ailleurs, après deux jours de reprise, si la plupart des travailleurs manifestent de la colère tant vis-à-vis de la direction que vis-à-vis des organisations syndicales, l'ambiance n'est pas à la résignation et à la démoralisation.

Colère vis-à-vis des organisations syndicales, et cela se comprend. Car à aucun moment, dans la conduite de la grève, les responsables syndicaux n'ont cherché à associer les grévistes, ni à les informer réellement. Les négociations se sont déroulées dans le plus grand secret et, au jour le jour, bien malin celui qui pouvait dire si même il y avait des négociations ! Il est vrai par ailleurs que l'attitude des directions syndicales a été facilitée par la désaffection relative d'une partie des travailleurs. Les dirigeants des syndicats n'ont rien fait pour que cette situation change. Bien au contraire. Ils s'en sont servis.

Ayant senti la profondeur du mécontentement, après les trois premiers jours de grève, la CGT et la CFDT ont choisi de se mettre à la tête du mouvement



Les flics à l'intérieur de l'usine. Leur départ a permis aux dirigeants syndicaux de présenter la reprise (sans avoir rien obtenu) comme un compromis honorable. (Rush)

mais sans rien faire pour qu'il prenne de l'ampleur. Les interventions aux portes des autres usines de Gennevilliers ont été très limitées. Et ne parlons même pas du département de la Seine-Saint-Denis tout proche, pourtant la plus grande concentration ouvrière de France : rien n'a été fait en direction des entreprises de la région. Et pour-

tant, pour faire reculer la direction sur un des points essentiels du plan Barre, le blocage des salaires, les travailleurs de la GM avaient besoin de chercher l'appui de tous les travailleurs, concernés par les mêmes problèmes. Mais, autant cela ne gênait pas la CGT et la CFDT de prendre la tête d'un mouvement limité à une seule entreprise, au-

tant il n'est pas question pour elles d'envisager un élargissement, une unification des luttes.

Ce sont les leçons que les travailleurs doivent tirer de ce mouvement, s'ils ne veulent pas que, dans les luttes à venir, leur mouvement soit de nouveau bradé.

Correspondant LO.

SACILOR (Gandrange)

Les travailleurs montrent leur colère

Depuis la manifestation du 14 avril, qui avait rassemblé des milliers de sidérurgistes à Thionville, un climat de mécontentement commence à apparaître dans les différentes usines de Sacilor face aux menaces de licenciement. Des débrayages éclatent chaque jour un peu partout, bien souvent sans même que les délégués soient avertis. Cela a commencé par le service Entretien, directement menacé puisqu'il est question de le faire passer de 4 x 8 en 2 x 8, avec des pertes de salaire allant jusqu'à 800 F. Puis le mouvement a gagné le secteur de la production ; aucun cahier de revendications n'a été déposé, il s'agit seulement de montrer sa colère. Les agents de maîtrise eux-mêmes ont débrayé dans bien des secteurs, chose qu'on voit très rarement.

Car les syndicats, quant à eux, n'ont proposé jusqu'à maintenant que des journées d'action à répétition : rallye sur l'emploi le 5 avril, opération ville morte à Thionville le 14, descente à Paris le 19. La prochaine journée d'action est prévue pour le 17 mai.

La CFDT se permet d'apparaître plus combative, sachant qu'elle ne courrait pas de gros risques si la CGT ne s'associait pas à ce qu'elle propose. D'ailleurs, au niveau de toute la sidérurgie, le Conseil syndical de la CFDT-Lorraine a décidé d'appeler les travailleurs à 24 heures de grève reconductibles à proposer dans toutes les entreprises à partir du mardi 26 avril. Dans ce contexte, elle n'a pas hésité, le 26 avril, à appeler tout l'Entretien de Gandrange-Rombas à partir en grève de 24 heures reconductibles et essayer d'entraîner avec lui tous les secteurs de la production, mais elle a fait cela sans aucune préparation, sans avoir diffusé aucun tract et sans même prendre la peine de prévenir la CGT. Si bien que les travailleurs étaient les premiers surpris en apprenant le matin qu'ils devaient partir en grève. Si le mouvement a été bien suivi malgré tout, c'est que le mécontentement est très fort et que les travailleurs utilisent toutes les occasions pour l'exprimer.

Correspondant LO.

CLERMONT-FERRAND :

DEUX USINES EN GRÈVE

Depuis une dizaine de jours, deux entreprises sont en grève, les travailleurs revendiquant essentiellement une augmentation de salaire.

Il s'agit d'une part de la Société Métallurgique de Gerzat, qui occupe environ 340 ouvriers. La grève a commencé le 14 avril, pour obtenir 200 F pour tous, alors que les plus bas salaires sont de 1.600 F pour 174 heures. Avec le soutien des sections syndicales CGT et CFDT, l'occupation a été votée. La direction non seulement refuse toute entrevue avec les syndicats, mais encore a fait traduire deux délégués syndicaux devant le juge des référés pour obtenir l'évacuation de l'usine. Depuis dimanche matin 24 avril, la police a remplacé les grévistes et occupe l'usine de Gerzat.

D'autre part, l'usine Brun, située en pleine ville et qui fabrique des toiles et des bâches pour l'armée surtout, avec une main-d'œuvre essentiellement féminine, est en grève aussi depuis le 18 avril. Là encore, la revendication à l'origine du conflit porte sur le salaire. La CGT se vante d'être « raisonnable », puisqu'elle ne demande que 1.700 F, alors que nationalement elle réclame un minimum à 2.200 F. Elle avait même accepté d'appeler les grévistes à évacuer les locaux occupés pour avoir un rendez-vous avec le patron. Mais celui-ci n'a rien cédé et a envoyé un huissier pour faire comparaître des grévistes

au tribunal des référés. Alors la colère des travailleurs a relancé la grève et plusieurs

manifestations ont eu lieu en ville.

Correspondant LO.

ATELIERS DU LANDY (SNCF) :

La solidarité paye

À la SNCF, sur le chantier d'entretien du Landy (région Paris-Nord), la direction a envoyé une lettre à un cheminot pour le mettre à la « réforme ». Le prétexte invoqué est que le service médical a déclaré ce camarade inapte pour certains postes. C'est une façon comme une autre de réduire les effectifs, car il était facile de trouver un poste à sa convenance. Mais, d'après la direction, aucun « profil de poste » n'existait pour lui dans l'entreprise.

Devant ce mauvais coup de la direction, les cheminots de son chantier réagirent comme il le fallait. Ils se sont tous réunis et décidèrent d'aller protester au bureau de la direction sur le temps de travail. C'est tout le chantier, à part quelques exceptions, dont la maîtrise, qui est allé protester.

Et dès le lendemain la direction faisait savoir que la réforme ne se ferait pas et, comme par enchantement, les restrictions médicales étaient en grande partie levées, aux yeux de la direction.

Les cheminots du chantier ne pensaient pas si bien faire : ils ont trouvé un remède efficace pour ne pas laisser mettre à la porte l'un des leurs, mais aussi pour lui « retrouver » un meilleur état de santé !

Correspondant LO

C'EST NOUS LES CANUTS

de Fernand
RUDE

● *C'est nous les canuts* relate l'insurrection des ouvriers lyonnais de la soie de novembre 1831.

A l'automne 1831, après une crise, les affaires marchent bien pour les fabricants de la soie à Lyon, et le travail ne manque ni pour les chefs d'ateliers (qui, bien que possédant quelques métiers, sont proches des ouvriers par leur niveau de vie), ni pour les ouvriers, ceux que l'on appelle les « canuts ». Cependant, les fabricants maintiennent des salaires très bas, ne permettant pas de vivre décemment. Aussi les travailleurs de la soie réclament-ils une augmentation des tarifs.

Le 21 novembre, une manifestation de canuts est prévue dans Lyon pour réclamer « le tarif ». Elle se heurte à une partie de la garde nationale composée de fabricants. S'armant à leur tour, les ouvriers deviennent maîtres du faubourg de la Croix-Rousse le soir et, en deux jours, rejoints par des travailleurs d'autres corporations, ils tiennent les faubourgs de Lyon et entrent à l'Hôtel de Ville. Là, deux gouvernements provisoires seront formés : le premier, composé de représentants des ouvriers, n'aura qu'une existence éphémère ; le second, formé par les chefs d'atelier, restera maître de la ville jusqu'aux

premiers jours de décembre, moment où les autorités officielles, soutenues par l'armée, reprendront la ville.

Le livre de Fernand Rude a le mérite de nous faire vivre dans le détail ces événements où, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, les travailleurs ont instauré leur gouvernement, à côté du gouvernement officiel. Même si, dans le cas présent, il fut limité à une seule ville, bien qu'il n'ait eu qu'une existence éphémère, et bien que les canuts n'aient pas remis en cause le pouvoir légal de façon claire, ils ont tout de même dirigé la ville pendant plus d'une semaine, assuré l'ordre — en s'opposant aux pillages — et pris certaines mesures d'aide aux nécessiteux.

Avec *C'est nous les canuts*, Fernand Rude a fait un bon travail d'historien, et son livre est intéressant pour qui veut connaître la révolte des canuts de Lyon. On peut lui reprocher une accumulation de détails, rendant par moment la lecture un peu fastidieuse ; c'est cependant un livre à lire, en tant que document sur les débuts du mouvement ouvrier en France.

Marianne LAMIRAL

C'est nous les canuts de Fernand Rude - Maspéro - Collection Actes du Peuple - 39 F.



L'insurrection des canuts à Lyon en 1831. La troupe tente d'investir le centre de la ville. (Gravure d'époque)

La mort d'Artemio Cruz

de Carlos FUENTES

● *Sur son lit d'agonie, un grand propriétaire mexicain fait le bilan de sa vie. Engagé dans les rangs des révolutionnaires mexicains, il a changé de camp à l'approche de leur défaite. Une fois la victoire acquise, il quitte l'armée et épouse la fille d'un riche propriétaire foncier à qui il promet « en échange » de mettre au pas ses paysans récalcitrants. Homme à poigne, n'hésitant à recourir à aucun moyen pour éliminer ses adversaires, Artemio Cruz franchira tous les obstacles pour devenir un puissant, ami des Américains, contrôlant un journal où il développe d'abondance ses idées anti-communistes.*

L'auteur, Carlos Fuentes, ancien ambassadeur du Mexique à Paris récemment démissionnaire, s'est livré à une description sans complaisance des milieux patronaux mexicains. Malheureusement, il s'est attaché aussi et surtout à conter par le menu les déboires sentimentaux d'Artemio Cruz, déboires qui semblent expliquer, du moins c'est l'impression qui ressort du livre, la cupidité, la férocité et le manque de scrupules d'Artemio Cruz.

Ce qui rend bien vite les 400 pages fastidieuses à lire car on n'est jamais vraiment intéressé par le monologue interminable d'Artemio Cruz.

Guy FICHET

La mort d'Artemio Cruz, de Carlos Fuentes - Collection Folio - Prix : 10,80 F.

SELECTION télévision

Samedi 30 avril

ANTENNE 2 - 17 h 10 - *Des animaux et des hommes* : les animaux martyrs.

Dimanche 1^{er} mai

TF1 - 20 h 30 - Film : *Salut l'artiste*, d'Yves Robert, avec M. Mastroianni, F. Fabian. Les difficultés d'un acteur de second plan.

TF1 - 22 h 05 - Ballets : *Le lac des cygnes*, par le Théâtre du Bolchoï. La musique est de Tchaïkovski.

FR3 - 22 h 30 - Film : *Passage to Marseille*, de M. Curtiz, avec Humphrey Bogart, Michèle Morgan. Un film de guerre.

Lundi 2 mai

TF1 - 14 h 25 - *Angela Davis*. Une interview de 25 minutes, à propos de son livre *Autobiographie*.

TF1 - 20 h 30 - Film : *L'obsédé*,

de William Wyler. Un drame psychologique.

FR3 - 20 h 30 - Film : *Quand siffla la dernière balle*, d'Henry Hathaway, avec Gregory Peck. Western.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - *L'huile sur le feu*, de Philippe Bouvard. Débat entre Philippe Tesson, rédacteur en chef du *Quotidien de Paris*, et René Andrieux, rédacteur en chef de l'*Humanité*.

Mardi 3 mai

FR3 - 20 h 30 - Film : *Ivanhoé*, avec R. Taylor, Elisabeth Taylor, etc. Réalisé par Richard Thorpe, il s'agit d'un excellent film d'aventures, d'après le roman de Walter Scott.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Sur le sujet « les enfants inadaptés », les Dossiers de l'écran présentent un film TV de Paul Sabatier, *Un ne-*

veu silencieux, avec Jean Bouise. Les participants au débat qui suivra ne sont pas annoncés. Alors qu'il y a en France près de 3 millions d'handicapés, les moyens mis en œuvre en ce domaine par l'Etat sont particulièrement dérisoires. Le débat soulèvera-t-il ce problème ?

Mercredi 4 mai

TF1 - 20 h 30 - Film : *La Maison des autres*, d'après le roman de Bernard Clavel. La vie d'un apprenti pâtissier, à Dôle, et une peinture de mœurs attachante.

FR3 - 20 h 30 - Film : *Boccace 70*. Sketches réalisés par F. Fellini, L. Visconti, V. de Sica, et toujours drôles.

TF1 - 22 h 10 - *Les grandes énigmes*. Des spécialistes de la NASA viennent parler de Mars et ses mystères scientifiques.

Vendredi 6 mai

FR3 - 21 h 30 - *Les grandes batailles du passé* : Naseby 1645. La première grande victoire de la Révolution anglaise.

FR3 - 22 h 45 - Film : *Que viva Mexico*, de S.M. Eisenstein. Montage effectué en 1939 par Marie Seton, à partir des épisodes filmés, tournés par Eisenstein qui n'a jamais pu terminer son film. Au Mexique, la vie quotidienne des Indiens, leur culture, leurs souffrances, et leur révolte. Un film à voir.

Samedi 7 mai

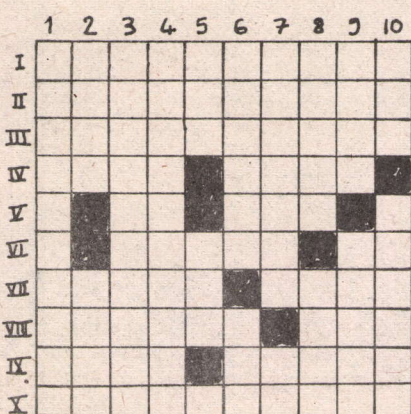
FR3 - 20 h - *Les animaux chez eux*.

Dimanche 8 mai

TF1 - 20 h 30 - Film : *La colline des potences*, de Delmer Daves.

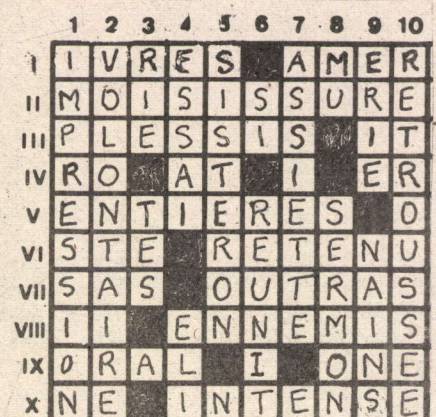
FR3 - 22 h 30 - Film : *Trafic en haute mer*, de Michael Curtiz.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. On y passe un bon moment. — II. El'e vit outre-mer. — III. Bras de mer. — IV. Préfixe négatif - Il en faut plus d'une pour remplir la grille. — V. Donne beau jeu - Sa poudre donne du grain à la peau. — VI. C'est plaisant quand c'est dans l'œil - Démonstratif. — VII. Cet acide est vital - Table souvent sanglante. — VIII La traîner, ce n'est pas le Pérou - Recherchée dans la presse. — IX. Douceur - Habitant des bois. — X. Ce corps ne manque pas de connaissances.

VERTICALEMENT. — 1. Il nous remplit de chaleur. — 2. Le dire, c'est parfois baisser les bras - Peu appréciée quand elle est basse, elle l'est parfois quand elle est chaude. — 3. Ce ne sont que des coups d'essai. — 4. Pas toujours très moderne, et n'y perd pas toujours. — 5. Un Etat dans un Etat - Indique que le gaz part. — 6. Supprimer comme autrefois - Montagne baladeuse. — 7. Ne veut pas du bien - C'est vraiment n'importe qui. — 8. Inquiétez - Peut jouer un air. — 9. Prince de Troie - A du chien. — 10. Possessif - N'en a pas qui veut.



L'HÉRITAGE

de Mauro BOLOGNINI

Avec *L'Héritage*, Bolognini a certainement signé l'un de ses meilleurs films. C'est une satire de mœurs, une description de la bourgeoisie italienne au siècle dernier. Le maître mot de l'histoire, très balzacienne à bien des égards, est l'argent. L'argent, encore et toujours. Cet argent qui fait courir et se prostituer, dans la Rome du XIX^e siècle les spéculateurs, les hommes d'affaires, les carriéristes et les aventuriers, les aristocrates décadents et les politiciens vénaux.

Parce qu'elle aime l'argent plus que tout au monde, Irène, jeune personne bien élevée, sortie, sans dot, de l'arrière-boutique de ses parents quinquailleurs, se métamorphose en une intrigante passionnée qui se donne pour but de séduire tous les mâles de la famille Ferramonti afin de capter l'héritage du vieux père.

Celui-ci, au bout d'une vie de laderie et de dureté à l'égard de tous ceux qui l'entourent, a vendu sa boulangerie, congédiant avec quelques billets son fils Pipo qui travaillait à ses côtés.

Jetant dehors sa fille et son autre fils, il s'est bien juré, en les vouant à tous les diables, qu'ils ne verraient pas un sou de son énorme magot.

L'héritage est donc à prendre... Irène va tout faire pour y parvenir. Une Irène qui, sous les traits de Dominique Sanda, belle et talentueuse, va utiliser son corps, sa vive intelligence, son habileté à manier les gens et les sentiments. Véritable mante religieuse, elle dévorera à belles dents les hommes de la famille, qui, scénario ô combien classique, finissent tous, chacun à leur manière, par mourir d'amour pour elle. Cette intrigue, somme toute assez conventionnelle, est traitée avec une réelle maîtrise. La beauté des images, la somptuosité du décor n'enlèvent rien à la tension des sentiments, à la violence contenue, puis, souvent, à leur pitoyable capitulation. Par touches plus ou moins appuyées, sur ce fond d'Italie en pleine mutation où la bourgeoisie a pris son essor, Bolognini sait aussi évoquer les milieux politiques et



les milieux d'affaires, les combines qui permettent grâce à des complicités dans les ministères d'obtenir, pour celui qui veut s'enrichir, les commandes de l'Etat. Ce film, à ce titre-là aussi, est donc intéressant.

Mais, quand on a la société contre soi, la bonne société bourgeoise s'entend, qui se salit les

maines dans les combines mais ne pardonne pas que cela se sache, on est rejeté sans pitié de son sein. Et malgré la réprobation que son comportement d'arriviste provoque, malgré la noirceur de sentiments du personnage d'Irène, on se prend à s'indigner quand elle devient victime. Or c'est là l'ambiguïté du

film. Irène vaut-elle mieux, loué parmi les loups, que ceux qui l'ont vaincue ?

Anne GARBE

Impérial (2^e) - St-Germain Studio (5^e) - Gaumont Champs-Élysées (8^e) - Montparnasse 84 14^e) - Convention (15^e).

La naissance du cinéma

une exposition à voir

Le centre culturel du Marais, à Paris, vient d'ouvrir une exposition-spectacle très intéressante intitulée *Naissance d'un art : de l'image animée aux découvertes de Louis Lumière*, et qui doit durer jusqu'au 31 août.

Ce n'est pas une exposition banale. Les organisateurs ont reconstitué le « Grand café », situé boulevard des Capucines à Paris, où le 28 décembre 1895, Louis Lumière donna la sensationnelle première projection publique de son cinématographe. On peut voir *la descente du Nil*, l'ancêtre des films de reportage, dans le « salon indien » reconstitué, et dans une ambiance musicale de café-concert. On peut voir aussi, dans un « ciné-tunnel », un grand nombre des toutes premières réalisations de Louis Lumière, comme le comique *Arroseur arrosé*, qui obtenait un grand succès, la sortie des usines Lumière à Lyon, *L'arrivée du train en gare de la Ciotat* qui effrayait les spectateurs voyant

le train foncer sur eux, ou la *Charcuterie mécanique* qui a conservé son effet cocasse.

L'exposition elle-même présente en grand nombre les appareils, engins et jouets qui furent à l'origine du cinématographe : thaumatropes, phénakistoscopes, zootropes, praxinoscopes. Ils portent des noms savants à l'image des préoccupations de leurs inventeurs, qui les concevaient comme des jouets scientifiques. Mais ce sont en fait pour la plupart des appareils tout simples, donnant l'illusion du mouvement par divers procédés plus ou moins ingénieux, que le visiteur de l'exposition peut souvent expérimenter par lui-même, ce qui est fort agréable et amusant.

La technique du cinéma lui-même est née de la synthèse de ces techniques d'animation des images, de celles de la projection et de la photographie. Cette synthèse s'est trouvée plus ou moins habilement réalisée par de

Touche pas à mon gazon

de Ted KOTCHEFF

Au faite de sa réussite, un jeune ingénieur talentueux travaillant pour une firme d'aérospatiale, la Taft, se voit annoncer un beau matin par son P-DG qu'il est licencié séance tenante, dans le cadre d'une réduction générale des effectifs.

Seulement voilà il faut payer les traites pour la maison, la piscine, le jardin. Et pas moyen de retrouver un emploi. Le gazon est enroulé, les arbres déterrés, les plantes embarquées et l'électricité coupée. Et voilà qu'au comble du malheur, il perd, à cause d'un petit travail en extra, son allocation chômage. Le couple Jane Fonda et Georges Segal se trouve alors par hasard mêlé à un hold-up, et

voilà que l'idée leur vient de s'y mettre aussi. Et ça marche.

Le couple de sympathiques voleurs se voit même applaudir par les abonnés présents dans les bureaux de la compagnie des téléphones quand ils viennent la cambrioler. Mais pour finir, ne voulant pas rester des « OS du cambriolage », ils s'attaquent aux coffres de la Taft où sont entreposés les centaines de milliers de dollars et plus qui servent à fournir les pots de vin secrets que distribue la firme. Tout réussira, et ayant fait preuve de ses capacités de grand voleur, Georges Segal-Harper se trouvera promu P-DG de la Taft en lieu et place de celui qu'il a réussi à dévaliser et qui l'avait jadis

licencié.

C'est avec un humour corrosif que le réalisateur a traité cette histoire. En passant, il égratigne les P-DG, les services administratifs, la police qui fait la chasse aux immigrés chômeurs, les prédicateurs dont l'un d'eux fait l'apologie de l'argent. La morale finale est que ce sont les plus grands voleurs qui ont les meilleures places. Et comme on nous le dit en nous faisant rire d'un bout à l'autre du film, on se laisse bien facilement convaincre de cette vérité.

P.S.

Paramount Odéon (6^e) - Opéra (9^e) - Montparnasse (14^e) - Maillot (17^e) - Mercury (8^e).

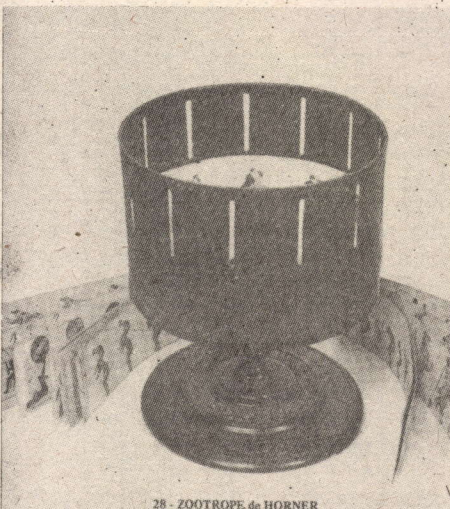
nombreux chercheurs et inventeurs, sensiblement à la même époque, dans les dix dernières années du XIX^e siècle, par Edison aux Etats-Unis ou William Paul en Angleterre. Mais c'est le cinématographe des frères Lumière, techniquement plus au point, qui s'est imposé, et dès la fin de 1896 les appareils sortis de leurs usines de Lyon se comptaient par centaines.

Un des mérites de l'exposition est de montrer concrètement ce que le cinématographe doit aux techniques antérieures, comment il s'est assimilé les éléments de différentes branches du savoir, quelle étape il représente dans la culture humaine. Avant de se développer comme une forme d'expression artistique caractéristique de l'ère moderne, avec ses moyens importants et sa

réalisation collective, le cinéma est une technique dont les pionniers, tels les frères Lumière, méritent d'être connus et appréciés.

L'exposition du Centre culturel du Marais peut agréablement et utilement y contribuer.

Christiane LE GUERN



28 - ZOOTROPE de HORNER

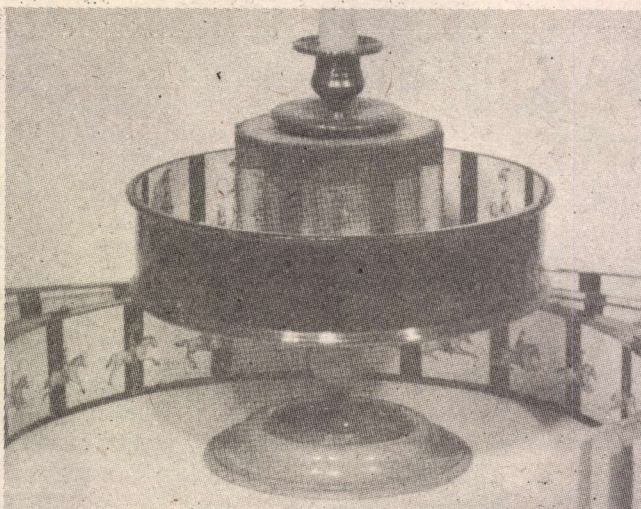


Photo n° 1 : Le Zootrope, de Horner : une bande enroulée à l'intérieur du tambour et qui porte les dessins, crée en tournant l'illusion du mouvement pour celui qui regarde par une fente. Photo n° 2 : Le praxinoscope, de Reynaud : même principe, mais un jeu de miroirs remplace le système des fentes, et le mouvement est plus lié. Photo n° 3 : Les frères Lumière, inventeurs du cinématographe.

sélection

FILMS RECENTS :

AFFREUX, SALES ET MECHANTS de Ettore Scola : La dénonciation, au moyen d'un humour féroce, de la vie et des mœurs dans un bidonville de la banlieue romaine.

Styx (5").

BARRY LYNDON de Stanley Kubrick : Un aventurier dans l'Europe aristocratique du 18^e siècle — et un beau film.

Impérial (2") - Colisée (8") - Calypso (17") - Saint-Antoine (11").

COUSIN, COUSINE de Jean-Charles Tacchella : Ou comment un couple joyeux et sympathique échappe à la monotonie de la vie conjugale : une sorte de vaudeville tendre et un peu conformiste.

Panthéon (5").

Elysées Lincoln (8") - Saint-Lazare Pasquier (8") - Montparnasse 74 (14").

DERSOU OUZALA, de A. Kurosawa : Les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur de la taïga russe au début du siècle.

Arlequin (6") - Paramount Elysées (8").

JE DEMANDE LA PAROLE de G. Panfilov : Une jeune femme en URSS, partagée entre sa famille et ses responsabilités politiques et sociales.

Le Seine Cinéma (5").

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF de Yves Boisset : Réquisitoire, actuel et efficace, contre la justice.

Marbeuf (8").

NOIRS ET BLANCS EN COULEUR (La victoire en chantant) de J.J. Annaud : La guerre vue en 1915 dans un village africain : le colonialisme absurde et sanglant.

14-Juillet (6") - Marbeuf (8") - Grands-Augustins (6") - Liberté (12").

NOUA de A. Tolbi : La naissance de la révolte du peuple

algérien dans l'Algérie de 1954.

14-Juillet (14").

PAIN ET CHOCOLAT de F. Brusati : Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Luxembourg (6") - Biarritz (8") - Trois Haussmann (8") - Studio Rivoli (4") - St-Michel (5") - Gaumont-Sud (14").

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS d'Agnès Varda : La vie de deux jeunes femmes : leurs difficultés de vivre et d'aimer, leur profonde générosité. Un film et des personnages sympathiques.

Palais des Arts (3") - Quintette (5") - Olympic (14") - Studio Raspail (14").

CHARLOT, LE GENTLEMAN VAGABOND, de R. Patterson : La vie et l'œuvre de Charles Chaplin, vues à travers un montage d'extraits de ses œuvres, de fragments d'actualité, de films d'amateurs...

Ursulines (5").

FILMS ANCIENS :

AVOIR 20 ANS DANS LES AURES, de René Vautier.

Cinéma Présent La Villette (19").

LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE, de John Ford.

Kinopanorama (15").

LE PRETE-NOM, de Martin Ritt.

Boîte à Films (17").

LES VISITEURS DU SOIR, de Marcel Carné (dialogues de Jacques Prévert).

Actua Champo (5").

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU, de Milos Forman.

Paramount Galaxie (13").

● Dans le cadre d'un « Festival François Truffaut », au cinéma Acacias (17"), on peut voir : **Baisers volés**, **L'enfant sauvage**, **Les 400 coups**, **Julies et Jim**, etc.

On ne badine pas avec l'amour

d'Alfred de MUSSET

par le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers

Au terme de ses études, Perdican rentre au château paternel ; le même jour arrive sa cousine Camille qui sort du couvent. C'est le baron, père de Perdican, qui a combiné cette rencontre, il veut marier ses enfants, en fait il tient à ce que les écus dépensés pour leur éducation, et la dot qu'il réserve à Camille reviennent à la famille.

Seulement les choses ne se passent pas comme prévu. Camille se montre très froide avec Perdican, qui, lui, est amoureux d'elle. De dépit, il va courtiser Rosette, la jeune paysanne naïve, sœur de lait de Camille. Mais pendant que Perdican et Camille par orgueil se repoussent l'un l'autre et se refusent à s'avouer leurs véritables sentiments, au château, Maître Blazius, curé et gouverneur de Perdican, et le curé confesseur du baron, Maître Bridaine, « deux formidables diners » se livrent un combat sans merci pour savoir... qui siègera à la droite du baron à table, et aura ainsi l'honneur et l'avantage de recevoir les meilleurs morceaux et les bons vins. C'est le deuxième duel de la pièce. Le premier cependant tournera au drame, car Rosette ne survivra pas au jeu cruel dont elle a été la victime, quand Camille et Perdican finiront par s'avouer leur amour.

Cette pièce de Musset se veut certes une dénonciation des curés parasites et hypocrites, mais elle est avant tout une œuvre romantique où Musset exprime ses sentiments sur les difficultés qu'ont à s'épanouir chez les êtres humains les sentiments vrais.

Le metteur en scène, Régis

Santon, déclare avoir voulu faire de cette pièce une œuvre annonçant les grands remous révolutionnaires en la situant à la veille du 14 juillet 1789, et en insistant sur le sort de la pauvre Rosette, victime de deux aristocrates orgueilleux. Cela situe son propos politique. Mais il devient franchement incongru lorsqu'au final on voit arriver un élu du peuple avec écharpe et chapeau à plume tricolores, pour accompagner le corps de Rosette, pendant qu'on entend le chant Ça ira, ça ira..., sans doute pour illustrer le côté « révolutionnaire ».

Cependant, la mise en scène insiste surtout sur le côté farce et bouffonnerie, ce qui finalement donne à la pièce une allure endiablée et un côté fête assez plaisant. Les trois actes sont joués d'une traite et l'on ne voit pas

le temps passer.

Seulement ce qui vient gâcher le plaisir du spectateur, c'est que l'actrice qui joue Camille manque pour le moins de naturel et de sincérité, et cela se voit d'autant plus que Perdican, lui, est plein de vérité.

Cette pièce, avec ses accents féministes peu courants pour l'époque (1834), telle qu'elle est, reste plaisante à voir, d'autant plus que si la pièce majeure de Musset, *Lorenzaccio*, est souvent reprise, il ne nous est pas souvent donné de voir les autres.

Paul SOREL

On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, par le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. La pièce est jouée jusqu'au 18 mai. Prix des places unique : 20 F.



Ce montage d'un tableau de Millet et de David symbolise, selon son réalisateur, le thème de la pièce.

A l'Opéra de Paris :

L'enlèvement au sérail

de W.A. MOZART

L'Enlèvement au Sérail est le premier grand opéra de Mozart. Celui qu'il rêvait d'écrire dès sa plus tendre enfance. Celui qu'il écrit, en 1781, à Vienne, au moment où il vient de rompre avec l'état de quasi-domesticité que lui imposait sa situation de maître de concert auprès du prince archevêque de Salzbourg. C'est ce sentiment de liberté que l'on découvre dans cette musique brillante et émouvante, où transparaît à travers la beauté de la mélodie, la joie.

Certes, le livret s'est inspiré d'une histoire qui reste fort conventionnelle. Le thème de l'amant qui vient délivrer sa

belle enlevée et réduite à l'état d'esclave par les Barbaresques correspond aux goûts de l'époque. Et Mozart le dit lui-même, en indiquant qu'il a, dans sa musique, introduit des « turqueries » propres à plaire au public viennois. Mais par-delà la convention, Mozart exprime dans cet opéra les idées qui sont les siennes, et qui en 1781 sont déjà fortement inspirées des idéaux de la franc-maçonnerie allemande de l'époque, à laquelle il adhéra quelques années plus tard. Car cette « turquerie » est aussi prétexte pour faire l'éloge de la tolérance religieuse, dans une société où il n'était pas de bon ton,

pour le moins, de contester la suprématie de l'Eglise catholique. C'est aussi un hymne à la générosité. Tout cela peut paraître bien naïf aujourd'hui, mais avait à l'époque, sous couvert d'expression artistique, un parfum contestataire (En 1781, nous sommes à huit ans de la Révolution française).

Les cinq représentations que nous propose l'Opéra de Paris sont l'occasion, pour ceux qui aiment l'Opéra et plus particulièrement les opéras de Mozart, d'une soirée magnifique. C'est aussi l'occasion pour ceux qui ne connaissent pas, qu'une prévention

contre ce genre de musique retient, de constater toute la beauté de cette musique qui, pour être riche et brillante, n'en est pas pour autant difficile. C'est l'occasion d'apprécier la voix humaine, instrument dont les chanteurs ont acquis une maîtrise extraordinaire. Cette musique est remarquablement rendue par l'orchestre de l'Opéra, dirigé par un des plus grands chefs d'orchestre actuel : Karl Böhm.

La difficulté réside surtout dans le fait que l'opéra est chanté en Allemand. Mais on peut prendre connaissance de l'excellent livre de Brigitte et

Jean Massin : **Mozart** édité au club français du livre (ce livre coûte cher, mais on doit le trouver dans les bibliothèques), soit en achetant le programme de l'Opéra.

Les places de l'Opéra coûtent relativement cher, c'est sans doute une des raisons qui en font un spectacle pour une élite, mais on n'est pas trop mal placé lorsque l'on prend des places d'amphithéâtre (35 F pour cette représentation).

Jean-Pierre VALI

Attention, il faut louer sa place 7 jours à l'avance.

4 mai, 7 mai et 12 mai à 19 h 30.

la fête

Nous chantons, ne vous déplaie



Le groupe « Nous chantons, ne vous déplaie »

Après le succès de « Nous chantons, ne vous déplaie » (qu'elles vont présenter à la fête de la Pentecôte), Sabine Belloc, Danièle Berdou, et Christine Costa présentent, avec Fabrice Costa, « Chansons farcies » au Café d'Edgar.

Ces quatre comédiens-chanteurs jouent un spectacle de textes et de chansons — truffées d'humour — de Bobby Lapointe. Ils réussissent à satisfaire les inconditionnels de B. Lapointe comme à le faire aimer de ceux qui le découvrent.

(Au Café d'Edgar, 58 Bd Edgar Quinet Montparnasse 25 F ; tous les soirs sauf dimanche à 20 h 45. Réserver au 326-13-68).

Nous avons interrogé Sabine, Danièle et Christine :

— « Comment est né votre premier spectacle, que vous aller jouer à Mériel ? »

— Il est né du hasard, c'est-à-dire que nous n'avons pas décidé au départ « On va faire quelque chose sur le féminisme », mais on a mis en commun des choses que nous faisons déjà. C'est une idée de Christian Dente, du Théâtre des Deux Portes. Il a une énorme place dans ce que nous faisons.

Le féminisme de ce spectacle, il vient d'une part des textes des chansons, mais il est aussi dans le fait que ce sont trois femmes qui chantent et jouent.

Au fur et à mesure qu'on a joué le spectacle, des choses sont venues. Sur les problèmes matériels, on a voulu montrer la réalité : la femme qui doit s'occuper de ses mômes n'a pas le temps de vivre le grand amour. Le gars qui va bosser 8 heures par jour non plus.

Nous voulions exprimer des choses, et nous avons choisi de nous exprimer par nos propres moyens. Nous avons refusé le système qui oblige les comédiennes, les chanteuses à se vendre. D'où le café-théâtre. C'est de la chanson mise en

scène. C'est une façon de servir la chanson que de la théâtraliser ainsi. De cette façon, on « écoute » plus les textes. C'est avec la diversité des personnalités, un anti-tour de chant.

On a eu beaucoup de réactions de vieux cons : « Les nénettes, ras-le-bol de vos luttes ». Et maintenant, on nous dit « Bobby Lapointe, qu'est-ce qu'il y a de féministe là-dedans ? ».

— Pourquoi Bobby Lapointe ?

— Parce qu'on l'aime beaucoup. Et puis on a voulu faire un boulot théâtral sur lui. Le premier spectacle nous a permis de mettre en valeur nos trois personnages ; là au contraire nous avons voulu nous mettre complètement au service de B. Lapointe.

On connaît de lui le côté truculent, les jeux de mots difficiles. Nous avons voulu aussi faire ressortir ses chansons tendres, très poétiques.

Ça nous embêtait assez que B. Lapointe soit réservé aux intellectuels, à la « rive gauche ». Alors on voudrait le faire connaître à d'autres.

Au niveau du contenu, ce n'est pas directement « politique ». Mais il est subversif au niveau du langage, insolite, absurde. C'est sympa et très drôle.

On a fait un pari un peu insolite, de mettre en images quelqu'un comme lui. Mais on a un metteur en scène (D. Sanzey) et des décors (de J. Siriot) ; ça nous manquait. Maintenant, c'est plus homogène.

Interview de LOS INDIANOS (Chants et danses d'Amérique Latine)

— Comment vous définissez-vous ?

— Nous sommes un groupe avec une trajectoire politique très liée aux actions de solidarité, à la lutte politique, aux côtés du mouvement ouvrier et de ses organisations. Notre ligne fondamentale est anti-impérialiste, pour le socialisme.

Nous sommes argentins d'origine, mais nous pensons que s'il existe des problèmes propres aux Argentins, au niveau du continent sud-américain, nous avons le même ennemi : l'impérialisme, nord-américain avant tout, mais aussi les autres.

D'un point de vue artistique, cela peut sembler trop direct, trop engagé ; mais la vie, la réalité, c'est cela ; nous ne sommes pas pour l'art pour l'art, mais pour l'art dans sa réalité sociale.

Nous sommes d'un pays où il y a une répression terrible, où cela ressemble au fascisme. Et s'il y a à l'heure actuelle des contradictions au sein de la classe dirigeante argentine et de l'armée, leur problème à tous, c'est de mieux dominer et de mieux écraser.

— Vous venez à la fête. Pourquoi ?

— Nous sommes pour notre

part en faveur de l'Union de la gauche ; mais nous venons à la Fête de LO parce que nous avons une position « large ». Il y aura là un rassemblement de travailleurs, de jeunes. Et nous sommes aux côtés de ces gens-là. Nous sommes aux côtés de tous ceux qui se battent pour le socialisme.

— Et votre programme artistique ?

— Nous voulons présenter la danse, la musique et le chant de nos pays d'Amérique latine dans leur richesse, dans leur jeunesse d'aujourd'hui aussi.

Nous montrons des scènes de la vie quotidienne, avec les peines et les luttes de nos peuples. Avec aussi des danses du folklore, qui appartiennent à notre tradition.

Notre but, c'est de redonner sa place à l'art et au folklore en tant que « science du peuple ». Nous assurons un travail de recherche, d'où nous tirons un programme qui est un manifeste pour faire revivre le folklore, c'est-à-dire l'âme du peuple.

Nous voulons aussi dire la joie, le bonheur ; c'est-à-dire la joie, le bonheur de pouvoir lutter.

pays y seront présents. Des discussions politiques s'y déroulent en permanence un peu partout dans la fête, autour des expositions et dans les aires de forums spécialement aménagées.

Et puis la fête c'est aussi une variété de jeux, de

stands, de spécialités à déguster avec des amis.

Sans oublier un programme artistique riche et varié avec de multiples spectacles de qualité.

Alors, n'hésitez plus, venez. Adressez-vous à nos camarades, à notre journal.

Ils seront parmi nous



« Los Kimbas »

CHANSONS ET VARIETES

Jacques BLOT
Jacques DEBRONCKART
Christian DENTE
Yvan DUJOLIE
Thierry GRAAL
J.M. MORENNE
Le groupe « NOUS CHANTONS NE VOUS DEPLAISE »

RUFUS
Les SETHACLOS
Henri TACHAN
Cora VAUCAIRE

THEATRE

La troupe de L'AQUARIUM présentera « La jeune lune tient la vieille lune toute la nuit dans ses bras »

La Troupe PRAXIS présentera : La paix d'Aristophane

La Troupe de l'ODEON présentera « Guerre au 3^e étage » de Pavel Kohout.

JAZZ

Bill COLEMAN et son quintette.

Michel PORTAL et son trio
Un concert de free jazz avec J.L. Chautemps, P. Luba, Patrick Eydoux.

Le groupe SOHO (jazz rock)

Les CAPVATH (folklore occitan)

Les CELIMENE

MUSIQUE, CHANTS ET DANSES DE TOUS LES PAYS

Mehmet AYAN (chants turcs)

LOS CARIACOS (musique latino-américaine)

LOS INDIANOS (Musique chants et danses d'Amérique latine)

LOS KIMBAS (Flûte et guitare des pays andins)

Les MOUN'KIKI (folklore antillais)

EL MOUSSAFRINE (musique et chants maghrébins)

Benito MERLINO (chansons italiennes)

POP

Le groupe THEODE

THE ALAKOK

Un concert de musique classique sera donné par :

L'ensemble français de musique de chambre

(direction Paul Ferraris)

Première partie :

Haendel : « Sarabande »

Vivaldi : Concerto grosso opus 3 n° 11 pour 2 violons, violoncelle et cordes.

Vivaldi : Concerto pour 2 trompettes.

Deuxième partie :

Haendel : « Les feux d'artifice royaux ».

Le Bal de dimanche soir sera animé par « Les Relax ».



« Los Indianos »